This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

FROM THE LIBRARY OF
Professor Karl Heinrich Rau
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG
PRESENTED TO THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
BY
Mr. Philo Parsons
OF DETROIT
1871

HN
1H
.B72

von dem Verfasser erhalten
Genève den 3t Febr. 1817.

Den Freund M. erhalten.
Erlangen, 21. Apr. 17.

Recensirt, Ergänzbl. z. A. L. Z. 1818.
Nr. 113.

PENSÉES

SUR

DIVERS OBJETS

DE

BIEN PUBLIC.

K. H. Rau.

10471

PENSÉES

SUR

DIVERS OBJETS

DE

BIEN PUBLIC,

PAR

CHARLES-VICTOR DE BONSTETTEN.

PARSONS LIBRARY
University of
MICHIGAN

A GENÈVE,

Chez MANGET et CHERBULIEZ, Libraires.

1815.

De l'Imprimerie de Luc SESTIÉ.

PRÉFACE.

J'AI intitulé cet ouvrage : PENSÉES SUR DIVERS OBJETS ; on ne s'attendra donc pas à trouver une liaison entre ces objets divers.

J'ai quelquefois remarqué que les Français semblent exiger dans leurs livres, non-seulement un ordre méthodique, mais encore symétrique, à peu près comme celui de leurs vieux jardins. Le véritable ordre est dans la pensée, il consiste à lier les conséquences aux principes, et non à ranger symétriquement les sujets de sa pensée.

Il y a cependant une liaison entre la

plupart des sujets que je traite dans cet Ouvrage. Mais cette liaison se trouve dans les principes d'un livre dont j'ai publié deux volumes en Allemand. Comme le sujet de ce livre m'appartient tout entier, et que du moins son objet est d'un grand intérêt pour l'humanité, je vais en donner un aperçu dans cette préface, suffisant pour être compris du peu de personnes qui voudraient suivre les traces de mes idées.

Le plus grand, peut-être le seul mérite de cet Ouvrage, c'est d'indiquer un point de vue nouveau, et ce point de vue je le dois à un mot allemand (1), dont le correspondant n'existe point en français. Ce mot pourrait se rendre par celui *de développement national.*

Voici quelques idées fondamentales

(1) Uber National bildung — imprimé à Zurich.

de mon ouvrage allemand, qui peuvent servir comme de cadre à la plupart des sujets de l'ouvrage que je donne ici au public.

Une nation, me suis-je dit, forme un tout, parce qu'il y a liaison entre ses parties, et qu'il y a un centre d'activité qui réagit visiblement ou invisiblement sur ses parties. On voit bien que ce centre c'est la puissance souveraine.

Un tout prodigieusement multiple, tel que l'est une *nation*, suppose une quantité de rapports vivifiés par le mouvement de la vie. Ce mouvement suit certaines lois : l'action de ces lois est ce que j'appelle *développement national.*

Loin d'étendre ici mes idées, je ne cherche qu'à les resserrer. Mon Ouvrage allemand n'est lui-même qu'une ébauche. Il est vrai que depuis sa publication, j'ai perfectionné mes idées par

des voyages, et surtout dans la douce retraite où j'étais, selon l'expression d'un poëte allemand, *roi de mon temps et seigneur de mes heures.*

Mais le siècle où nous vivons est tellement historique, la pensée profonde est tellement troublée par les événemens qui se précipitent de partout comme des orages, qu'on se hâte, le plus qu'on peut, de descendre des hautes régions des idées spéculatives à celles de la vie réelle. Il se pourrait cependant qu'un nouvel ordre de choses vînt à sortir un jour de ce chaos, et qu'alors on en revînt aux principes.

C'est cette espérance qui me donne le courage d'indiquer ici un aperçu de mon ouvrage.

Le besoin de subsister, me suis-je dit, étant le premier besoin de l'homme, l'art de produire et de recueillir la matière première du travail, devient la

base de l'existence nationale. L'art d'employer à l'usage de l'homme cette matière première, comprend la seconde partie du système social. Ces deux parties embrassent, la première l'agriculture et tout ce qui sert à l'industrie humaine, la seconde comprend le système industriel lui-même. De la réunion de ces deux parties naît la richesse nationale.

Cette richesse une fois acquise, je vois naître les lois de leur partage, de leur circulation et tout le système de la défense nationale. On voit que cette troisième partie comprend toutes les lois civiles, criminelles, de police, de commerce, et tout ce qui regarde la défense d'une patrie commune.

Mais cette richesse, encore toute matérielle, n'a qu'une valeur relative au travail et aux échanges, et nullement relative à l'homme. Elle n'est qu'un des

termes du rapport dont se compose l'idée de *prix*. C'est des mœurs et de la religion, ce premier appui de toute vertu, que la richesse nationale, acquise par le travail, reçoit son véritable prix. En effet, qui ne sent, qu'en considérant la richesse sous le point de vue de la félicité publique, c'est la justice, la tempérance, le courage, le respect pour ses engagemens, que c'est la vertu, en un mot, qui détermine la *valeur morale*, la seule valeur réelle de tout ce qui a rapport à l'homme ? Les mœurs forment donc la quatrième et dernière partie de mon ouvrage.

Tel est le point de vue sous lequel j'ai considéré mon sujet ; il est simple et fécond en conséquences.

Une nation ne subsistant que par son travail, on peut, sous ce point de vue, la considérer comme une grande

fabrique, et lui appliquer les lois de la division du travail.

Ces lois appliquées à une nation supposeraient l'accord de toutes les forces nationales; et comme la puissance centrale est la première des forces, il faut qu'elle ne demeure pas étrangère au système national. Sans doute que dans les temps d'ignorance, les souverains qui se sont mêlés de l'économie nationale, n'ont fait que des fautes; mais, parce qu'ils se sont trompés, il ne s'ensuit pas que l'accord de la première force nationale avec les forces individuelles, ne soit un premier moyen de prospérité. On peut, du moins en théorie, supposer des souverains éclairés. Dans le Chapitre sur *l'usage complet des eaux*, j'ai voulu faire voir que ce qui tient à l'agriculture en grand, ne peut être fait que par le concours de la volonté centrale.

J'ai trouvé partout qu'il y avait un vide à remplir entre la force publique et la faiblesse des forces individuelles. C'est dans ce vide qu'il faut placer les grandes améliorations à faire dans le système national. C'est par l'association des forces individuelles que la société a commencé. C'est encore de cette association faite sur une plus grande échelle, qu'elle a des progrès à attendre.

On s'est beaucoup occupé de la nature des constitutions politiques où Montesquieu a mis sur la bonne voie; mais on s'est peu occupé des lois de l'administration. Je ne connais pas d'ouvrage sur la transmission des pouvoirs. Le pouvoir exécutif est une puissance qui peut s'appliquer à des machines plus ou moins bien combinées, où il se perd plus ou moins de force.

Les lois du *mécanisme* de la puissance exécutive sont encore à trouver. En sui-

vant la naissance et les progrès des constitutions politiques, on verra qu'on s'est peu occupé d'une bonne distribution des forces publiques en départemens, encore moins de la combinaison de l'ensemble de cette distribution. Dans la distribution des pouvoirs, on pensait plus aux hommes à qui l'on confiait le pouvoir, qu'aux principes d'une bonne distribution de ce pouvoir. Ces principes supposent déjà un grand développement d'idées, qui ne peut naître que tard. Il est à craindre que l'ignorance et l'intrigue empêcheront à jamais de réaliser ces idées. On donnera encore long-temps le pouvoir aux hommes, et non les hommes au pouvoir.

Ce ne sera que lorsqu'on aura réfléchi à l'importance de l'organisation de la force exécutrice qu'on pourra appliquer les lois de la division du travail à tout le système national, alors seulement on pourra réunir ce qui doit être réuni,

séparer ce qui doit être séparé, et former un tout, dont les parties, en accord entr'elles, marcheront sans embarras au bien de la grande société.

Quelle que soit l'influence de la matière sur l'être pensant, il n'est pas moins vrai qu'une nation est, aussi bien que l'individu, déterminée dans ses actions par sa partie pensante. *Mens agitat molem.*

L'union de la partie pensante avec la partie active et musculaire, est parfaite chez l'homme, parce que c'est la nature même qui l'a établie. Il n'en est pas de même du corps national, où la partie pensante est tellement séparée de la partie qui exécute, qu'il n'y a aucune communication constante, et pour ainsi dire, organique entr'elles. L'ouvrier de la grande fabrique nationale travaille de son côté par routine, tandis que le savant qui possède les principes faits pour guider le travail, s'occupe de son côté,

sans aucune communication régulière entre l'homme qui pense et l'homme qui fait. J'ai cherché à remédier à ce défaut en établissant des conducteurs de lumières.

De l'union intime des hommes qui pensent avec les hommes qui *font*, résulterait qu'une nation serait toujours au niveau de ses lumières. D'un côté les hommes qui *font* seraient guidés par les principes qu'on aurait soin de mettre à leur portée par une éducation appropriée à leur état, de l'autre les hommes qui pensent seraient éclairés par l'expérience, qui ne peut naître que de l'union de la partie pensante avec la partie active de la société.

Une autre source de développement national se trouverait dans cette portion de l'activité humaine employée à ce que nous appelons *amusement* ou *plaisir*. J'ai fait voir qu'une réforme dans les plaisirs

du peuple serait le moyen le plus aisé et le plus efficace de réformer ses mœurs. Le penchant irrésistible qui porte l'homme au plaisir peut le porter au bien comme au mal. La morale peut exiger des sacrifices dans des cas individuels, mais une fois bien établie, elle s'allie partout avec le bonheur, et partout la nature demande moins de sacrifices que de lumières. L'amour même des plaisirs, ce principe si souvent corrupteur de l'homme le porterait au bien, s'il était bien dirigé.

On s'est trop peu occupé de l'éducation du peuple. C'est par-là maintenant qu'il faudrait reprendre la réforme de la grande société humaine. Comment les nations seraient-elles sans cesse agitées au gré de tous les vents, si elles avaient quelque consistance dans leurs idées? Tout est plus lié chez une nation qu'on ne pense, et sans l'éducation du peuple,

rien ne peut prospérer à la longue; elle est le fondement de l'édifice social.

La véritable éducation du peuple est celle qui vient non des maîtres ni des livres, mais des choses mêmes. C'est l'éducation des choses qui conduit le peuple à celle des idées. Accoutumez de bonne heure les enfans de cette classe au travail et à l'ordre, donnez-leur des idées non générales, encore moins métaphysiques, mais *appropriées à leur état*, et ces idées, en leur ouvrant une carrière, en les attachant à leur condition, leur donneront peu à peu des habitudes vraiment morales. Tout cela ne peut se faire bien que par l'éducation.

La population européenne, qui va croissant d'une manière effrayante, donne une grande importance aux lois de l'entretien des pauvres. Mais la première institution à établir pour les pauvres, et la première économie à faire dans ce

département, c'est *de pourvoir à l'éducation* de la classe indigente.

C'est en Suisse qu'on a résolu le problème le plus important au bien de l'humanité, celui de donner aux pauvres la meilleure éducation aux moindres frais possibles. Qu'on y réfléchisse, et l'on verra que le seul moyen de diminuer la pauvreté serait de rendre utile à la société la classe même qui allait peser sur elle. L'expérience prouve que c'est précisément l'espèce d'éducation qui rend l'homme du peuple éminemment propre au travail, qui est la plus morale pour lui.

Mais le succès d'un établissement d'éducation pour les pauvres exige que ce soit l'établissement lui-même qui fasse à peu près tous les frais de son entretien. Il faut que la nécessité du travail pèse sur l'établissement, comme elle pèsera un jour sur les jeunes ouvriers qui le composent. Il faut pour cela que le tra-

vail de l'adolescent paye les frais de l'éducation de l'enfant. Mais que de soins, que de combinaisons pour arriver à un résultat *qui réunisse la meilleure éducation à la plus parfaite économie.*

Un tel établissement existe à Hofwil près de Berne. Ce qui devrait être l'œuvre d'un souverain est l'ouvrage d'un particulier. Cette institution est selon moi la plus parfaite qui soit sortie de la main des hommes. C'est à l'école des pauvres de Hofwil qu'on apprend ce qu'on peut faire avec de petits moyens bien employés. C'est à Hofwil qu'on peut entrevoir ce que serait une nation où le peuple serait élevé d'après des principes qui réuniraient l'éducation morale la plus parfaite à toutes les connaissances nécessaires à l'homme destiné à vivre de son travail.

La religion dogmatique peut bien être le supplément des connaissances humai-

nes, mais à coup sûr elle n'en est pas le commencement. Les dogmes ne sont pas à la portée de l'extrême ignorance du peuple. La religion mal comprise, toute logée dans l'imagination, ne fait qu'alimenter le désordre de cette faculté. Il semble que les principes faits pour réunir tous les hommes ne devraient pas être pris dans ce qui les sépare depuis tant de siècles.

L'ouvrage que je donne ici est bien imparfait. Mais à chaque élan de mes idées je me disais : à quoi bon aller vers ces hautes régions, tandis que tout croule autour de moi. Au lieu de développer ou d'étendre mes principes, je n'ai fait que trier quelques idées qui me paraissaient immédiatement applicables, afin que tous les fruits de mes voyages et d'une longue expérience, acquise dans une vie active et variée, ne fussent pas perdus.

AGRICULTURE.

On connaît l'utilité d'une charrue, mais le premier instrument à former, c'est le laboureur. Je ne sais pourquoi il faut avoir fait un apprentissage de toutes choses, hormis de l'art qui nous fait vivre, l'agriculture.

L'homme riche, qui a des propriétés foncières, et l'homme qui travaille de ses mains, ont l'un et l'autre un apprentissage à faire.

Les choses qu'il faut faire bien ou mal, parce qu'il faut les faire nécessairement, sont souvent celles qu'on perfectionne le plus tard, par la raison que c'est dans ces choses-là que la routine domine. Chacun, ayant adopté une pratique toute faite, n'en veut admettre aucune autre; et comme on croit toujours, que, ce qu'on a fait de tout temps, est bien fait, nul ne sent la nécessité de faire mieux ou autrement; de manière que, ce qu'il

nous importe le plus de bien faire, est souvent abandonné au hasard.

Il en est de l'agriculture comme de l'éducation. Dans tous les temps on a eu des enfans à élever et des terres à faire valoir; et dans tous les temps il y a eu des pratiques adoptées dans ces deux arts.

On ne fait pas attention que ce qui distingue les actions d'habitude de celles qui ne le sont pas, c'est que nous faisons, *sans réfléchir*, ce que nous faisons par habitude, tandis qu'il faut *penser* à ce qu'on fait par choix. Il s'ensuit que ce qu'on fait de routine ne peut se perfectionner, puisqu'il est impossible de réfléchir à ce qui, par sa nature, se fait sans réflexion.

De là vient que les choses les plus nécessaires à la vie, étant précisément celles qu'on a faites dans tous les temps, sont celles auxquelles on a pensé le plus tard (1).

---

(1) Condorcet a fait la même remarque. Dans son éloge de Malonin, il dit : « Malonin se chargea » de décrire l'art du boulanger, art important, peu » connu, et qui précisément, parce qu'il est de

De là vient encore que les choses les moins naturelles, (comme la Dialectique, par exemple) ont été enseignées au moins mille ans avant qu'on pensât que l'agriculture ou bien l'art d'élever les enfans fussent des choses à enseigner.

Chez les Anciens, l'art de l'éducation consistait dans l'enseignement de quelque science. L'excellent traité de Quintilien n'a pour but que de former l'orateur, et ce n'est qu'accessoirement qu'il parle de l'éducation de l'homme. Les Grecs, dans leurs traités d'éducation, avaient en vue telle ou telle forme de Gouvernement, comme on peut le voir dans la République de Platon; et tels sont les préjugés contre l'enseignement de ce qu'on fait de routine, que, de nos jours encore, il n'est pas superflu

---

» tous les arts le plus nécessaire, est aussi celui » de tous sur lequel les préjugés sont les plus » nombreux, les plus absurdes et peut-être les » plus difficiles à déraciner. Les objets qui nous » intéressent le plus, sont en général, ceux sur » lesquels nous raisonnons le plus mal ».

de prouver que l'agriculture est une science que l'on peut, comme toutes les autres, enseigner et apprendre.

Rien de plus futile que les objections que l'on fait contre l'enseignement de l'agriculture. On dirait que chaque pays, que chaque village ne peut avoir que sa propre routine, que, par conséquent, tout est parfait. Parce qu'il y a une grande variété dans les pratiques de l'agriculture, on croit tous les principes dangereux dans l'application, comme si dans les choses les plus variées, la lumière pouvait venir d'ailleurs que des idées générales, c'est-à-dire, des principes.

Les sciences destinées à éclairer la pratique ont deux parties qu'on ne saurait assez distinguer. L'une consiste dans les principes, l'autre dans l'art de les appliquer. On croit avoir tout fait en enseignant la morale par principes. On oublie que, si la danse ne peut s'enseigner par théorie, la morale qui a des passions à combattre, a bien plus besoin d'une pratique continuée pour être reçue chez les hommes. Il en est de même de l'agriculture. En toutes choses l'applica-

tion de la règle est tellement difficile, qu'elle compose à elle seule le talent du plus difficile des métiers, celui d'un bon juge, dont tout le mérite ne consiste cependant qu'à faire une juste application des lois.

On a une fausse méthode dans l'enseignement de tous les principes, faits pour être appliqués à l'usage de la vie; c'est de commencer par la théorie, et d'aller des principes à l'application, tandis que, dans les choses de pratique, la méthode inverse est la seule bonne à suivre.

Pour enseigner l'agriculture en France, il faudrait, dans chaque département, avoir une ou deux fermes de modèle. Ces fermes se borneraient le plus souvent à la culture propre au département. Elles auraient pour principe de ne pas faire des essais hasardés, mais de partir de la culture adoptée, pour la perfectionner peu à peu. L'instruction du paysan consisterait à voir de ses yeux ce qu'on fait, et à exécuter ce qu'on lui aurait appris à faire. Dans ces écoles, une heure d'explication sur ce qu'on a fait dans la

journée et sur ce qu'on fera le lendemain, sera suffisante. De semblables institutions seraient peu coûteuses, puisque je suppose tous les travaux faits gratis par les écoliers même, qui auraient un petit salaire de leur municipalité, ou des propriétaires qui les enverraient de leurs métairies.

Les travaux les plus simples, comme de creuser un fossé, peuvent être mal faits, et demandent quelque apprentissage. Qu'y a-t-il de plus simple que d'enlever la neige des rues ? Et cependant c'est ce que j'ai vu faire mal dans une grande ville de l'Europe. J'en fus tellement frappé, que les idées que je présente ici sont nées de cette neige mal enlevée. Je voyais dans cet exemple, qu'il n'y a aucune chose au monde qui ne puisse être faite mal ou bien, et que, ce que nous croyons indifférent, ne l'est jamais qu'aux yeux de notre ignorance.

J'établirai une seconde école pour les propriétaires, où la théorie serait réunie à la pratique. Je dirai ce que j'ai vu.

J'ai assisté à Marbourg aux leçons d'agri-

culture du Professeur Young (1). La plus grande partie de ses écoliers formait une classe d'hommes ou d'artistes (2) que je crois n'exister qu'en Allemagne ; c'étaient de jeunes savans qui se destinaient à devenir fermiers. Il arrivait quelquefois, qu'au sortir

---

(1) Ce Professeur, jadis si respectable, pour se donner du relief chez la populace, s'est fait chef de visionnaires. Il est l'auteur d'un livre dans lequel il cherche à prouver la réalité des revenans, et de tous les contes populaires, bannis même de chez les nourrices. Il a fait l'apothéose de Lavater, ouvrage célèbre chez les fanatiques, dont on a tiré 10,000 exemplaires. Il y peint Dieu se levant de son fauteuil pour recevoir le nouveau Saint ; et le ciel de M.r Young n'est pas moins garni de rubis, de saphirs et de diamans que celui de Mr. De Châteaubriant.

(2) Je me souviens qu'en me promenant dans les rues d'une ville du midi de la France, un bourgeois avec qui je fis la conversation, se plaignit à moi de la misère de sa ville. Il regrettait surtout de ce qu'il n'y avait plus de grands artistes comme jadis. Je lui demandai quels artistes on avait perdu, N'avions-nous pas, me dit-il, un évêque et un intendant ?

même de l'école, ces jeunes gens trouvaient des fermes ou une place de directeurs de la culture de quelque grande terre, qui leur valait plus de mille écus. Le caractère et le savoir des plus distingués leur donnaient un crédit qui leur permettait de prendre de grandes fermes. C'est de cette classe d'hommes, assez éclairés pour connaître et appliquer les bons principes, et assez pauvres pour s'en occuper exclusivement, que l'on peut attendre de véritables progrès dans l'agriculture. Les grands propriétaires sont trop ignorans ou trop distraits, surtout trop peu initiés aux détails d'une économie persévérante et rigoureuse, pour introduire avec succès une culture différente de la routine de leur pays.

J'ai vu près d'Altona, le faible échantillon d'une école d'agriculture qui, peut-être, n'existe déjà plus. Elle mériterait de trouver des imitateurs ; ce serait une école de bonnes mœurs, aussi bien que d'agriculture.

Qui aurait pu croire que des jeunes gens de famille, déjà plus ou moins accoutumés au luxe et à la mollesse, pussent jamais se

résoudre à préférer la vie dure de laboureur à celle de gentilhomme ? et c'est cependant ce que j'ai vu à Altona. Le maître de la pension, fermier d'une partie des domaines du célèbre Baron de Voght, n'avait, pour la culture de ses fermes, d'autres ouvriers que ses pensionnaires. Il fallait donc travailler dès l'aube du jour. Ce n'était pas seulement des leçons qu'on prenait, c'était un genre de vie que l'on embrassait en renonçant à la fois à toutes ses habitudes. Le soir, lorsque d'être assis était une jouissance, on se réunissait pour écouter les leçons du maître, qu'on prolongeait à mesure que les jours décroissaient. J'eus l'honneur de faire, avec ces Messieurs, le plus mauvais dîner que j'aie fait de ma vie, mais le meilleur au goût des convives, auxquels il était destiné. Je voyais avec plaisir ces jeunes gens sourire en me voyant manger pour la forme, tandis que leur faim, aiguisée par la charrue, prouvait que la véritable gourmandise et l'épicuréïsme le mieux calculé et le plus innocent, serait de se donner leur appétit. Je n'ai jamais vu, chez des jeunes gens de quinze à

vingt ans, une gaieté plus franche, un air plus content et une santé plus brillante que dans cette école.

On parle de mœurs. Les mœurs sont des habitudes et non des préceptes; ce n'est qu'en façonnant un ensemble de vie que l'on prend des mœurs. Dans les écoles de morale, on a des leçons d'un côté, et la vie toute entière de l'autre ; on prêche, on endoctrine les oreilles et on laisse passer le cœur : ou, si l'on régente les mœurs et le caractère, c'est presque toujours par des moyens qui rendent plus hypocrites que vertueux.

La frugalité et le travail sont les véritables sources des vertus du jeune âge, comme l'intempérance et l'oisiveté le sont de tous ses vices. Apprendre à vivre de peu, est la sublime leçon de la véritable indépendance ; et c'est à l'école d'Altona qu'il fallait prendre cette leçon. L'habitude de bien vivre, une fois acquise, l'esprit s'ouvre à la fois à l'enseignement de la tempérance, de la justice, du courage, et de tout ce qui donne ce sentiment de dignité personnelle, sans lequel il ne vaut pas la peine d'être homme.

Les établissemens d'éducation seront toujours imparfaits, s'ils ne répondent à tous les besoins de l'homme. Il faut, surtout dans l'adolescence, combiner les besoins du corps avec ceux de l'esprit, et trouver cette harmonie qui satisfait l'activité de l'un et de l'autre. C'est dans une école d'agriculture qu'on peut, comme dans les écoles militaires, réunir le travail du corps avec celui de l'esprit. Sans cette gymnastique forte, qui absorbe l'inquiétude, qui tourmente, et trop souvent consume le jeune homme, il n'y a pas d'aise ni de repos chez l'adolescent ; et sans le travail continuel de l'esprit, l'âme peu à peu engourdie, finit par s'éteindre, et l'homme abruti, livré tout entier aux passions, devient le vil jouet de tout ce qui l'entoure.

On conçoit qu'on peut étendre indéfiniment une école d'agriculture. On peut la rendre utile aux paysans, en les instruisant par les yeux et par l'expérience ; on peut, pour une seconde classe d'hommes, réunir à la pratique la théorie de la science. On peut, pour une classe plus relevée encore, porter les principes jusqu'à l'économie poli-

tique, par laquelle l'agriculture tient à tout le système social.

Mais la première condition de toute école d'agriculture, c'est que tout le travail de la ferme soit fait par les écoliers. Il faut que la nécessité de faire et de faire bien pèse sur eux. Ce n'est qu'alors qu'ils prendront l'habitude d'une vie réglée, toute dévouée aux devoirs qu'ils se seront prescrits librement. Pour élever l'homme à la vertu, il faut trouver le secret de réunir l'exercice de ses devoirs au bonheur qui en est la suite naturelle. Trop souvent on appelle *vertu* quelques actions rares, isolées, d'abstinence ou de pratique; mais la vertu est dans les habitudes qu'on s'est faites, et ces habitudes ne sont possibles que lorsqu'elles tiennent au système complet de la vie. La véritable vertu est, comme la santé, le résultat de notre être tout entier.

Pourquoi le tableau de la vie rustique nous charme-t-il dans la poésie et nous ennuye-t-il souvent dans la réalité? c'est que, transportant dans les champs les goûts et les habitudes de la ville, on ne sait pas

mettre ses goûts en harmonie avec ses occupations. Pour arriver à cette *unité de vie* sans laquelle il n'y a pas de bonheur, il faut subordonner ses occupations et ses goûts à un goût et à une occupation unique. Pour vivre sans ennui dans sa terre, il faut avoir pris, dès sa jeunesse, l'habitude d'y vivre actif, et heureux de cette santé du corps et de l'âme, qu'il est si rare mais si doux de réunir. Il faudrait, pour cela, avoir passé quelques années de sa jeunesse dans une école d'agriculture telle que je la conçois.

On est tenté de croire que l'austérité de la vie, que je propose, rendrait un pareil établissement impossible à réaliser, et l'on se trompe. Ce serait précisément l'austérité de la règle qui plairait aux jeunes gens. Ce serait moins leur paresse que l'imbécillité de leurs parens, qu'on aurait à combattre.

On aime l'austérité, non pour elle-même, mais parce que, bien placée, elle donne un ensemble à la vie, sans lequel il n'y a, pour les âmes actives, ni repos ni bonheur. D'où vient la constance avec laquelle les *sœurs grises* renouvellent chaque année le vœu de

se dévouer au service de l'humanité souffrante, si ce n'est pour donner à leur vie cette unité sublime, qui, les élevant entre le ciel et la terre, semble les rendre citoyennes, à la fois, de l'un et l'autre monde ?

Rien ne serait moins coûteux qu'une ferme travaillée par des écoliers, réellement paysans, que je suppose envoyés par les villages d'un arrondissement. Ces paysans seraient mêlés aux écoliers d'une classe plus relevée, lesquels payeraient une pension suffisante à l'entretien de trois ou quatre professeurs. Il faudrait que tout écolier fît, une ou deux années, le service complet de la ferme : après cela, les heures de l'étude seraient augmentées. Il faudrait, à tous ces travaux, réunir constamment la tenue des livres, afin de ne pas s'égarer dans des spéculations dangereuses.

Voyez tous les avantages qui résulteraient de ces établissemens. Il s'y formerait une classe d'hommes, inconnue dans tout le continent, si ce n'est en Allemagne où peut-être elle n'existe déjà plus. Cette classe serait celle des grands fermiers ou intendans de grandes terres. C'est par ces hommes de

lettres, labourans eux-mêmes leurs champs; que les idées les plus utiles seraient répandues dans les campagnes; ces hommes serviraient, comme de conducteurs de lumière, à répandre les connaissances accumulées de la théorie dans les ténébreuses régions de la routine.

La plus grande portion de la fortune des gens riches ou aisés tient à la terre; tous les propriétaires de fonds ont des comptes à vérifier, qui supposent des connaissances en agriculture; mais, s'ils ignorent les principes de la grande manufacture qui les fait vivre, comment ne seraient-ils pas toujours les dupes de leur ignorance?

Il y a bien peu de terres où il n'y ait quelque bonification à faire; mais si les propriétaires n'entendent pas les premiers élémens de l'agriculture, tout accroissement de richesses sera perdu pour eux et pour l'état.

D'où vient l'ennui qui règne si souvent dans les châteaux, si ce n'est de l'ignorance de leurs habitans, qui n'entendent rien à tout ce qui se passe autour d'eux? Ces hommes ont devant les yeux le magnifique spectacle

des travaux annuels de la terre, sans y rien voir; la nature leur parle sans être entendue. Sourds et aveugles à tout ce qui élève l'âme, ils traînent leurs tristes jours dans le vide d'une existence, inutile aux autres et à charge à eux-mêmes. N'ayant pas su mettre leur éducation en harmonie avec leur état, leurs goûts se trouvent en dehors de leur vie et de leurs devoirs, peut-être en opposition avec tous les deux.

J'ai souvent remarqué qu'une chose quelconque, que l'on a très-bien apprise dans sa jeunesse, (quand ce ne serait même qu'une chose futile, comme de savoir bien jouer aux cartes) donne à l'esprit une mesure de perfection, qu'il applique ensuite à tout ce qu'il entreprend. Un tel homme aura, dans la nombreuse classe des hommes médiocres, toujours quelque supériorité sur ceux qui ne savent bien aucune chose. On dirait que l'attention, qui joue dans les opérations de l'esprit, a toujours le même jeu, quelque idée qu'on lui présente, de manière que l'exercice de la bonne méthode, une fois acquis sur quelque objet que ce soit, s'appli-

que

que plus ou moins à tout ce qui est du ressort de l'esprit.

Ceci prouve l'importance qu'il y aurait à mettre, en toutes choses, nos connaissances, et par conséquent, nos études, en harmonie avec nos occupations nécessaires. Si, dans la jeunesse, l'esprit s'est exercé sur les objets destinés à être sans cesse sous nos yeux, il en arrivera que la présence de ces objets sera une source permanente de lumières, et par conséquent, de jouissance; tandis que l'habitude de regarder sans voir, devient une source continuelle d'hébétation et d'imbécillité. Il faut donc que les hommes, destinés à vivre dans leurs terres et à s'en occuper, ayent des connaissances positives, et, s'il est possible, étendues sur la culture de leurs propriétés. L'intérêt de leur fortune l'exige autant que l'intérêt de leur esprit. Pour l'homme éclairé en agriculture, les travaux des champs seront une source de pensées, et par conséquent de jouissances, tandis que, pour l'homme ignorant, tout séjour à la campagne sera une source d'ennui et de mécomptes.

Une bonne école d'agriculture serait une école pour les jeunes gens qui se vouent à quelque branche d'administration. La connaissance de l'agriculture donne la connaissance intime du pays où l'on vit; elle seule nous initie dans l'étude des hommes qui la pratiquent, et dans celle du sol et des richesses qui nous entourent. Une grande partie des lois ne sera bien saisie que par des hommes instruits dans les travaux de la grande manufacture, qui occupe les trois quarts des habitans d'un pays, et fait la base de la richesse de tous. Comment un magistrat qui ne connaît ni les travaux ni les mœurs des laboureurs, qui ne sait qu'à demi, c'est-à-dire, mal, ce qui fait la vraie richesse d'un pays, comment un tel homme pourra-t-il le faire prospérer?

ÉDUCATION.

Le plus funeste effet de la misère est lorsqu'elle fait négliger l'éducation. C'est ce qui est arrivé en France depuis la révolution, surtout, dans le midi de cet infortuné pays, où le peuple ne saura bientôt plus ni lire, ni écrire, ni chiffrer (1).

(1) Le moindre mal de la conscription, telle qu'on en usait en France, c'est de faire périr la jeunesse de cette aimable et malheureuse nation. Le grand mal de la loi de conscription, c'est de porter dans les jeunes cœurs des germes de révolte contre toute instruction domestique. La guerre qu'on va faire aux nations, le jeune conscrit commence à la faire à ses parens, à ses maîtres, à ses instituteurs, s'il en a, en un mot, à tout ce qui tend à dompter sa férocité naissante. Avec de telles dispositions, tous les rapports, entre les parens et les enfans, deviennent hostiles ; le fils devient étranger à son père, et si les parens veulent imposer quelque

Dans les pays où l'on ne sent pas le prix immense de la culture de l'esprit, il n'y a

---

contrainte au jeune conscrit, celui-ci ne voit plus en eux que des ennemis.

Dans les Gouvernemens, où règne la justice, le goût de la guerre ne pouvant avoir pour motif que la défense de son pays injustement attaqué, porte avec lui tous les nobles sentimens d'amour de la patrie et de la liberté. Le sentiment d'une juste défense devient le germe de beaucoup de vertus, tandis que l'amour de la guerre injuste que l'on fait, porte, dans les jeunes cœurs, avec le mépris des droits d'autrui, une coupable indifférence pour le bien de l'humanité. Le jeune conscrit ne pouvant avoir d'honorable motif pour faire une guerre évidemment d'agression, devient enfin le complice de l'oppresseur qu'il est forcé de défendre. Bientôt le mépris de toutes les vertus le prépare à l'obéissance à tous les crimes, ce qui est le caractère de la véritable servitude.

On parle de la barbarie des Goths, des Visigoths et des Vandales, sans penser que ces nations, portant avec elles leur ambulante patrie, portaient, dans la guerre même, quelques vertus nationales et des motifs non de destruction mais d'établissement; tandis que les guerres des Français de nos jours,

pas de concert chez les habitans pour avoir des maîtres, des livres, et ce qu'on pourrait se donner en se cotisant; c'est le cas de beaucoup de villes en France.

En Allemagne, les sociétés appelées de *lectures* (1), font circuler quelques idées

---

loin d'être bonnes pour eux-mêmes, sont aussi funestes à la France qu'aux pays qu'elle opprime. Les nations septentrionales qui envahirent l'empire Romain, y répandirent plus de vertus et de principes qu'elles n'en détruisirent. Ce furent elles qui portèrent, chez les nations avilies ou sauvages, les germes de la véritable liberté, tandis que le despote de la France n'a fait des conquêtes que pour répandre la servitude et l'avilissement.

(1) En France, l'esprit de société porte à la conversation et aux amusemens; en Allemagne, il porte à l'action, et souvent aux choses utiles.

Il y a dans toutes les villes, et je suis tenté de croire, dans beaucoup de villages d'Allemagne, ce que j'appelle *Société de lecture*. Quelque homme de lettres du lieu se charge de faire un choix des meilleurs livres, qu'il fait circuler, d'après les lois établies par la société. Au bout d'une année on les vend, ou l'on forme une bibliothèque de livres que tout le monde a lûs, que souvent on aime à

et entretiennent l'activité de l'esprit. L'habitant de beaucoup de petites villes de France,

---

relire. Ces lectures communes deviennent une source de conversation et d'instruction. Les idées de la ville prennent un caractère de fraternité, et chacun se trouve, par ces lectures communes, en connaissance avec les idées et les opinions de ses compatriotes.

Quoique les écoles publiques soient très-bonnes à Copenhague, j'y connais une association de pères, qui en ont formé une pour leurs enfans, qu'ils gèrent et gouvernent à leur gré. Rien de plus parfait que cette école.

Veut-on, en Allemagne et dans le nord, avoir un bon maître bien utile à la ville, on se cotise pour le faire venir. L'esprit national y est si bon, si véritablement social, que toute cotisation pour le bien, surtout pour l'instruction, y devient facile. Rien de plus rare en France que de pareilles cotisations. On n'y veut pas ce que tel propose, et l'on finit par rendre ridicule l'idée la plus utile.

Faire connaître à une ville le livre qui lui convient, est déjà un grand moyen d'instruction. Je connais des petites villes en France où les livres s'estiment au poids ou à la mesure. Pour ces villes-là une bibliothèque est un magasin fermé. Trouver,

privé de ces avantages, devient peu-à-peu étranger au monde; l'habitude de penser s'éteint, les familles s'enrouillent dans l'oisiveté, et l'homme mal élevé, une fois tombé dans la pauvreté, ne se relève plus de sa chûte, tandis que l'homme, solidement instruit, a mille chances de fortune à espérer.

J'ai vu d'assez grandes villes en France, où il n'y avait plus de libraires, ni de livres à louer, d'autres où la bibliothèque publique demeurait renfermée dans des caisses, ou empilée dans la poussière.

La bonne éducation vient de la mère encore plus que du père. C'est de la mère que naissent les premiers goûts de l'enfant. Si les mères sont ignorantes, si elles méconnaissent leurs devoirs, si elles dédaignent les occupations sérieuses, au lieu d'être l'ornement de leur famille, elles n'en font que le malheur.

---

pour elles le livre qui est à leur portée, c'est leur donner l'entrée du vaste recueil des connaissances humaines; c'est les initier à la pensée.

On ne saurait jamais rapprocher l'éducation des femmes trop près de la vie réelle et pratique. Pour planter le jeune arbrisseau, il faut non-seulement le placer sur le sol, mais l'y enterrer. Nos éducations s'éloignent trop des besoins de la vie journalière. Dans la meilleure on enseigne les principes, mais l'art de les appliquer, l'art de les placer dans le tissu de la vie habituelle est abandonné au hasard.

Pour savoir l'importance à donner à chaque objet d'enseignement, il faut mesurer l'importance que chacun aura un jour dans la vie réelle, afin d'y proportionner ses efforts. Il faut donc, dans l'éducation, enseigner à bien faire ce qu'il faut faire d'une manière quelconque. Je remarque, que le soin de sa fortune, le besoin d'acquérir, celui de conserver ou d'augmenter son bien, occupent une grande partie de la vie de l'homme fait. J'entre, au hasard, dans la maison d'une famille aisée, et je trouve que ni le mari ni la femme ne savent gérer leur bien. Il en arrive d'abord que, faute de savoir ce qu'il faut faire, on emploie dix fois

plus de temps à faire mal. Il en est de tout ce qui tient à l'action et au jugement, comme du jeu du ballon, où celui qui juge mal le ballon fait dix fois plus de chemin pour le manquer, qu'il n'en eût fallu pour l'atteindre. Que de familles qui se ruinent, parce qu'elles ne savent pas conserver le bien qu'elles ont !

Quelquefois l'ignorance des choses d'intérêt les engage à des procès ; les soucis qu'on se donne font négliger l'éducation des enfans, et la vie se passe à souffrir et à mal faire. Une instruction élémentaire sur l'art de tenir les comptes, l'habitude de les régler, deux, ou trois idées de droit sur les formalités d'une obligation, d'une vente, d'un cautionnement, etc. eussent prévenu le malheur de cette famille. Le père et la mère ont cependant eu ce qu'on appelle une bonne éducation ; mais, pour n'avoir pas appris les choses les plus nécessaires et les plus simples, ou pour avoir négligé de les mettre en pratique, ils ont vécu malheureux, rongés de soucis, nuls pour la société, à charge à eux-mêmes, inutiles à leurs enfans.

Opposez à cette famille le tableau d'une maison qui prospère par son industrie, par une économie bien entendue, et par un esprit d'ordre, qui a sa première source dans l'habitude de *bien gérer son bien.* Voyez le repos qui règne dans cette famille : au lieu de vils soucis d'argent, on ne songe guères à sa fortune, parce que l'ordre que l'on tient, en dispense. Il y a plus : cet ordre est lui-même une jouissance; ce qu'on embrasse d'un coup-d'œil donne un sentiment de repos et de puissance qui plaît toujours. On jouit, à toute heure, d'une indépendance qu'on a su conquérir. La liberté du cœur donne celle de l'esprit. L'homme qui prospère sera content des autres, parce qu'il le sera de sa position, et l'humeur sera bannie d'une maison où il n'y a pas de souci.

La plupart des hommes ne sont avares ou prodigues, que parce qu'ils n'ont pas une idée nette de leur fortune et de leurs moyens. Tel jeune homme à qui on dit que son père est riche, ne sait point la proportion qu'il y a entre la dépense qu'il fait et le bien qu'il aura. Il se ruine, moins parce que les

passions l'entraînent, que parce qu'il ne voit pas nettement la disproportion de sa prodigalité avec les ressources qu'il attend.

On devient avare, bien moins par le plaisir d'acquérir, que parce qu'on craint sans cesse de manquer. L'habitude de voir en chiffres et ce que l'on dépense et ce que l'on acquiert, eût empêché le prodigue et l'avare de tomber dans des vices qui finissent toujours par rendre vil ou coupable. Mais il ne suffit pas de savoir chiffrer pour n'avoir pas les vices que l'argent fait naître; il faut que l'économie soit devenue habituelle chez l'enfant. Trop souvent on enseigne les vertus par théorie, sans penser qu'on ne les a réellement que lorsqu'on a acquis l'habitude et le besoin de les pratiquer.

Il faut donc accoutumer les enfans à être leurs propres économes, et à faire en petit ce qu'ils feront en grand, lorsqu'ils auront leur bien à gérer, ou une fortune à acquérir. Ces détails donneront lieu à observer la tendance de chacun vers l'avarice ou vers la prodigalité; on leur apprendra à être bienfaisant

à propos, et à ne se livrer aveuglément ni à la pitié, ni à l'insouciance.

Je voudrai que, dans la suite, les parens associassent leurs enfans à tous les soins qu'ils donnent à leur fortune. La plupart des pères n'ont garde de le faire, parce qu'ils n'ont pas un ordre parfait, ou que leurs dépenses ne sont pas toujours de nature à être révélées; ou parce que des hommes, peu accoutumés à raisonner ce qu'ils font de routine, lorsqu'ils veulent expliquer quelque chose, arrivent dans une région d'idées embrouillées qu'ils n'osent avouer et qui les effraye eux-mêmes. Le meilleur remède à tous ces inconvéniens, serait de se faire une loi de tout dire à ses enfans, après s'être bien préparé à paraître sans honte à leurs regards.

Quelle source d'instruction dans cette communauté de soins et même de soucis! quelle source d'attachement dans l'intimité que le concert des occupations ferait naître entre les parens et les enfans!

La jeune fille serait de moitié dans tous les soins de sa mère, et le père raconterait

quelquefois à ses enfans l'achat ou la vente qu'il vient de faire, il leur en expliquerait les motifs et leur apprendrait les formalités à observer.

Mais, comment parvenir à cette instruction si nécessaire, tant que les mères sont étrangères à toutes les affaires d'intérêt ?

Le bonheur d'un ménage suppose nécessairement une communauté d'idées, qui ne saurait être parfaite, tant que les femmes, par leur ignorance dans les affaires d'argent, seront exclues de ce qui occupe leurs maris, souvent la moitié du jour. Les soucis d'argent sont plus communs qu'on ne pense; le mari n'aime pas les communiquer à sa femme, parce que, le plus souvent, elle n'y entend rien, et qu'au lieu de le tirer d'embarras, elle ne ferait qu'accroître sa peine. Est-il honnête et entendu dans les affaires ? il ne sera pas fâché que sa femme partage avec lui les peines qu'il se donne. Les entend-il mal ? s'il est de bonne foi, il ne demandera pas mieux que de les abandonner à qui les entend mieux que lui.

Que de fortunes anéanties, que de mai-

sons ruinées, que de familles malheureuses par la négligence des hommes, que l'habileté d'une femme entendue dans les affaires eût sauvées (1) ! Les femmes se plaignent de leur dépendance des hommes, et souvent de l'injustice des lois qui, dans quelques pays, les tient sous une tutelle éternelle. Le vrai moyen de s'en affranchir serait de se rendre habiles dans le maniement des affaires d'argent. Bien souvent cette habileté seule vaudra la dot la plus riche, et donnera mieux que des richesses, le repos de l'esprit.

Je ne connais d'accord parfait dans les familles que là où il y a communauté d'idées, de travaux, et même de soucis dans les cas où l'on peut y porter remède. Ce doux accord, cette harmonie parfaite ne peuvent se trouver que là où les femmes sont élevées à

(1) Il y a un conte de Monsieur Necker, qui, mieux qu'aucun ouvrage, peut faire sentir toute l'étendue du malheur que la légèreté, dans les affaires d'argent, peut répandre sur une famille. Il serait bon qu'il fût réimprimé dans quelqu'ouvrage sur l'éducation.

la connaissance si facile de ce qu'exige la conservation de leur fortune, ou son accroissement par la seule économie. Le mari, dans ses travaux, n'aurait plus de secrets pour sa femme; ses occupations seraient celles de sa compagne, et les enfans même ne seraient pas étrangers aux peines de leurs parens. L'espèce de publicité domestique, qui résulterait de ce concert de travaux, préviendrait également la prodigalité et l'avarice. On réprimerait ces vices dans le cœur des enfans, et l'harmonie des idées amènerait bientôt l'union des âmes, et cette douce paix sans laquelle il n'y eut jamais de bonheur.

Je n'ai vu qu'une seule maison d'éducation où les principes, que je propose, étaient mis en pratique: c'était le pensionnat Goswiler à Zurich. On donnait aux demoiselles des problèmes à résoudre: par exemple, une fortune de tant de mille livres de rente donnée, combien la mère de deux enfans pourra-t-elle dépenser pour sa toilette! Une fortune étant donnée, en combien de temps telle dette aura-t-elle ruiné cette fortune?

Ou inversement, en combien d'années telle économie l'aura-t-elle augmentée d'une manière sensible ? (1) Quels sont les chefs de

(1) A la valeur numérique de l'argent, je voudrai ajouter quelques questions sur sa valeur morale. Je ferai voir que tout ce qu'on joue de son nécessaire pour acquérir du superflu, est un jeu de dupe, et que jouer l'écu dont on a besoin contre dix, dont on peut se passer, c'est jouer à perdre.

Le rapport de l'argent avec les mœurs serait une autre source de vérités utiles. Il y a telle fortune où il est presqu'impossible de conserver de bonnes mœurs. Comment l'homme, né dans les richesses, entouré de mille tentations, l'homme sans motif urgent d'exercer aucune des facultés de son âme, comment un tel être pourrait-il, à la longue, conserver quelques vertus ? Il en est de même de la pauvreté extrême ; l'homme sans espérance de faire aucune épargne pour l'avenir, ne peut se livrer qu'au présent, c'est-à-dire, à toutes les tentations et au penchant de tous les vices.

La plus grande jouissance que l'argent peut donner, est celle d'un père qui voit croître sa fortune par son travail et son économie. C'est l'écu qu'on gagne, qui est d'un prix immense. Un tel écu est

de dépense d'une maison qui a tant de rentes ? Dans quelle proportion les dépenses

est une idée centrale, qui représente à la fois toutes les vertus et tous les talens qui l'ont fait acquérir ; l'on y voit mille choses qu'on pourrait en faire, et qu'on n'en fait pas, et l'on se souvient, par lui, de mille doux soucis qu'on a eus en le gagnant. Une famille d'artisans, de mœurs bien réglées, est la société du monde la plus heureuse ; chaque membre de la famille allant au même but, tous vont de concert, tout ne tend chez eux qu'à resserrer les liens qui les unissent ; tandis qu'une famille, qui n'est occupée qu'à dépenser, n'a aucun de ces avantages : bien au contraire, chaque membre d'une telle communauté, n'ayant à suivre que ses goûts particuliers, porte dans la famille un principe de divergence qui devient bientôt un principe de dissolution.

Dans la famille de l'artisan qui prospère, l'éducation des enfans se fait sans effort par le seul effet de l'exemple, tandis que dans les familles riches, la bonne éducation est contre nature, puisqu'elle a toutes les circonstances et souvent tous les exemples à combattre. L'ordre, l'économie, et le travail, paraissent au jeune riche, des soins superflus. Voulez-vous lui donner un état, il se souciera peu d'en prendre un qui donne de l'argent, puisqu'il en a

d'une maison augmentent-elles par l'accroissement de l'âge des enfans ? Quelle est la

---

suffisamment. Il se souciera moins encore de se donner de la peine sans en gagner. L'amour de la gloire ne peut exister pour lui, puisque la véritable gloire demande des sacrifices et des vertus qui ne sont point à sa portée. Il ne lui reste que les jouissances de l'amour-propre toujours stériles en bonheur comme en vertus et en talens.

J'ai parlé jusqu'ici des rapports qu'il y a de nous avec l'argent qui est notre propriété. Je voudrais faire sentir au jeune négociant les rapports qui existent entre lui et ce qui appartient à autrui. Je lui ferais voir le danger qu'il y a de jouer avec la fortune des autres, pour en acquérir une pour soi. Il sentirait bientôt qu'un tel jeu est une espèce de vol auquel on est peu-à-peu entraîné, soit par l'exemple, soit par l'habitude de manier les deniers d'autrui. Exposer un écu qui n'est pas à nous, pour en gagner deux pour nous-mêmes, ce n'est pas jouer au pair, puisque la probité est compromise.

On parle sans cesse aux enfans de charité et de bienfaisance, et l'on n'a pas tort. Mais je voudrais, dans les sentimens de la pitié, mettre plus de lumières qu'il n'y en a communément. L'économie du pauvre a des mystères presque toujours inconnus

meilleure forme d'un compte de ménage ? Les demoiselles savaient ce que c'était

---

au riche ; ces mystères, il faudrait les connaître, pour ne donner qu'à propos. C'est à aider le pauvre dans le sens de cette économie, que la véritable charité doit tendre, toute autre aumône donnée à l'indigent, tend à corrompre sa pauvreté. Il faudrait faire sentir aux enfans que la véritable indigence est encore plus pauvre en mœurs et en lumières qu'en argent, et qu'il y a plus de charité à placer le pauvre dans la route des bonnes habitudes et du travail, qu'il n'y en a à lui faire l'aumône au hasard. Ces principes, une fois répandus, mettraient les gouvernemens en état de suivre les lois d'une bienfaisance éclairée, en portant leurs soins de préférence sur l'éducation à donner à la classe indigente.

L'on voit que l'étude des véritables besoins du pauvre ferait partie de l'arithmétique morale dont je parle ici.

Une telle arithmétique serait applicable aux états comme aux particuliers. Elle ferait sentir la témérité qu'il y aurait, dans des constitutions fédératives, à jouer l'existence, la gloire, et le bonheur d'une république contre des conquêtes illusoires, aussi funestes à l'état qui les aurait faites, qu'à tous ses autres co-états dont il corromprait les principes ou dont il exposerait le repos.

qu'une location, une hypothèque, une lettre de change, une vente, et ce qu'il fallait pour les rendre valides. Avant d'entendre ces leçons, j'eusse imaginé qu'elles ennuyeraient de jeunes filles; mais je vis, à leur air, que, bien au contraire, ces leçons leur plaisoient. Les enfans aiment ce qu'ils comprennent nettement; d'ailleurs elles sentaient bien que la connaissance de toutes ces choses leur donnerait de l'importance. Que de discussions utiles sur les hommes, sur les choses, sur ce qui touche immédiatement à la réalité de la vie, ces instructions faisaient naître dans l'esprit de ces jeunes personnes! C'est à l'occasion de ces leçons qu'on peut leur apprendre à tirer parti de l'exemple d'autrui, sans se mêler indiscrètement des affaires d'autrui; à mettre de l'ordre dans ses affaires, sans s'en vanter auprès des personnes qui en manquent; et à savoir se taire sur les choses, qui nous occupent nous-mêmes, ou que nous voyons chez les autres.

Je puis attester qu'il n'y avait aucune pédanterie dans cet excellent établissement.

Les femmes qui font les entendues, sont celles qui ne le sont pas, et le meilleur moyen de ne pas le paraître, c'est de l'être en effet.

Il y a plus : c'est en tenant les enfans à la pratique de la vie réelle qu'on forme en eux ce qu'on appelle le *bon sens*, qualité invisible en elle-même, mais sans laquelle toutes les autres perdent bien vite de leur prix.

Rien ne donne plus de temps et de loisir pour de nobles occupations, que de savoir très-bien ce qui tient aux affaires d'argent. Le premier résultat de cette science sera un ordre parfait, qui fera que tout se trouvera fait et bien fait chez l'homme entendu, tandis que le négligent aura à peine commencé à faire ce que peut-être il fera mal. D'ailleurs, c'est bien moins le temps qui manque à l'homme que la liberté de l'esprit. Et comment cette liberté existerait-elle chez le père de famille qui, faute d'ordre, ne sait jamais quel avenir l'attend, lui et ce qu'il aime.

Il n'y a qu'un pays en Europe où ces

principes soient sentis et réalisés dans toute leur étendue : ce pays, c'est la Suède. L'habileté des femmes, dans le maniement des affaires d'argent, est regardée en Suède comme une dot, et une femme qui n'aurait pas celle-là, aurait de la peine à s'établir.

La Bruyère a dit : *L'occasion prochaine de la pauvreté, ce sont les grandes richesses.* C'est que les richesses entraînent de grandes négligences auxquelles nulle fortune ne peut résister.

J'ai dit que, dans une éducation bien combinée, il fallait apprendre à faire bien ou mal. Suivons le père et la mère de famille dans leurs occupations domestiques. Tout ce qui tient à l'argent, occupe également et le riche et le pauvre. C'est là la base de l'existence matérielle de la famille. Nous y avons pourvu. La fortune une fois assurée, *l'éducation des enfans* sera le premier devoir du père ou de la mère ; la mère surtout en sera occupée une partie de la journée. Il faut donc que la jeune fille, destinée à devenir mère, apprenne de bonne heure ce qu'elle doit pratiquer un jour

dans sa famille. Il faut donc que la science de l'éducation soit enseignée aux jeunes filles.

Après quelques conversations préliminaires avec son enfant, la mère supposera que la jeune fille est mère d'une famille, qu'elle a des enfans à élever. Cette simple supposition sera déjà un motif pour elle de se respecter elle-même, et de ne rien faire qui soit indigne du rang honorable qu'on vient de lui assigner.

Le grand avantage de ce genre d'instruction serait de rendre l'enfant attentif aux actions des jeunes personnes de son âge. C'est par cette méthode, c'est en raisonnant sur les choses qui nous entourent, sur celles que nous sentons et que nous voyons tous les jours, que les leçons deviennent vivantes et immédiatement utiles, tandis qu'en se contentant de théorie et d'abstractions souvent vagues, l'art le plus difficile, celui de *faire une juste application* des principes, demeure abandonné.

La meilleure leçon à donner à la jeune institutrice, sera celle qui aura pour objet

quelqu'événement qui l'aura frappée vivement. Tel enfant a fait une belle action ou bien s'est mal conduit; en voilà assez pour arriver à quelque principe bien simple et par là même bien utile. Je finirai la leçon par donner aux jeunes élèves, quelque problème d'éducation à résoudre, comme par exemple : Comment corriger un enfant qui ment ? La leçon du lendemain commencerait par la réponse à la question proposée.

Qui ne sent le parti que la bonne mère peut tirer de pareilles conversations, qu'il ne tient qu'à elle de rendre animées ? Leçon de prudence, leçon sur l'art de vivre dans le monde, leçon de conduite, même leçon de langue, en corrigeant le langage de ses enfans, tout y peut être employé.

Un chapitre bien neuf et bien utile, traiterait de *l'art d'enseigner*, dont la première règle est de bien savoir soi-même ce qu'on veut enseigner aux autres. Ce seul article serait le sujet d'une leçon, où l'on ferait voir la témérité qu'il y a de parler de ce qu'on ne sait pas, ou bien de ce qu'on

doit taire. Ce chapitre sur l'art d'enseigner serait la meilleure instruction pour apprendre à bien faire ce que l'on est tous les jours obligé de faire, la conversation. On apprendrait à l'enfant à lire sur la phisionomie des personnes à qui elle parle, si elle a été comprise, si elle ennuye ou si elle intéresse. La phisionomie des personnes à qui on parle, est le premier livre à lire pour qui veut vivre dans le monde. Si l'enfant fait un récit, on lui fait sentir que, ne pouvant dire qu'une chose à la fois, il fallait dire telle chose avant telle autre; qu'il faut ne pas trop souvent répéter le même mot, encore moins la même chose. Je la rendrais attentive aux accens de sa voix, au geste, à la contenance qu'elle a lorsqu'elle parle. Je lui dirais comment on peut rendre les écoliers attentifs à la leçon, quels sont les signes de la paresse de l'écolier, quels sont ceux de sa fatigue. Je parlerais de l'importance de l'ordre dans les idées. Je lui ferais sentir que telle chose ne peut être comprise par telle personne, parce qu'elle n'est pas à sa portée, ou parce

qu'elle en ignore une autre, ou, parce que, n'étant pas de son goût, elle n'a pas d'oreille pour l'entendre. Cela servirait, dans la suite, à éviter les plus grands défauts de la conversation, tout comme à bien enseigner, et la jeune fille, en évitant d'être ennuyeuse, aura, sans s'en douter, appris un grand chapitre dans l'art le plus important pour elle, celui de plaire, et de plaire à tout âge.

Je terminerai les leçons sur l'art d'élever les enfans, par donner à la fille prête à se marier, les préceptes les plus simples sur l'éducation physique des enfans, moins pour lui donner des connaissances positives, que pour la garantir des préjugés et des mauvaises pratiques, si universellement répandues, qu'il y a peu de pays qui en soient entièrement exempts.

Comment suppléer aux moyens d'industrie qui surpassent les forces individuelles ?

Les Gouvernemens, qui n'agissent que par les lois, ne connaissent pas tous leurs moyens. Les lois n'ont qu'un pouvoir négatif; elles empêchent le mal plutôt qu'elles n'avancent le bien; elles dirigent le mouvement vital, mais ne le donnent pas. Ce sont les os qui soutiennent la charpente du corps politique, mais qui n'en font ni la vie ni le mouvement. Les lois sont la condition sans laquelle rien de bien ne peut se faire, mais elles ne sont pas ce bien.

Vous avez, d'un côté, la force réprimante et directrice, les lois; et de l'autre l'activité individuelle de chacun. Laissez, dit-on, agir l'intérêt particulier, protégez chaque individu par des lois bien exécutées, et le système industriel se développera de lui-même.

Je vais prouver que l'intérêt particulier ne peut produire isolément que la plus petite portion du bien dont un pays est susceptible. Ce bien perdu, parce qu'il ne peut jamais naître, ne pouvant se faire par les lois, il faut, pour le produire, avoir recours à des moyens qui n'existent point encore. Je vais développer mon idée par quelques exemples.

De l'usage complet des eaux dans l'Empire Français.

Je ne connais aucun pays de l'Europe qui contienne, dans ses eaux, plus de richesses que la France. La France est, de tous les pays, celui où les eaux ont la pente la plus douce; c'est le pays le plus riche en sources abondantes; et c'est le seul à moi connu en Europe, où les inondations même sont presque toujours bienfaisantes.

Je viens de faire plus de cinq cents lieues

dans le midi de la France, j'ai trouvé partout le terrain légèrement ondulé; partout le sol est couvert d'une terre fertile, de manière que presque toutes les eaux qui parcourent les plaines y répandent la vie et la fécondité. Cela est tellement vrai, que les propriétés riveraines de plusieurs fleuves, (comme par exemple du Tarn), malgré les inondations fréquentes de leurs eaux, ont un prix au moins double des terres qui ne sont point inondées.

Il n'y a pas jusqu'aux inondations terribles de la Garonne qui ne soient bienfaisantes dans leurs résultats, et, s'il y a quelques rivières dévastatrices, elles sont bien plus aisées à dompter en France qu'en Italie ou en Suisse (1).

---

(1) En Suisse toutes les eaux sont menaçantes; aucun de ses fleuves n'est navigable, aucun n'est bienfaisant dans ses inondations. Ce pays, toujours en lutte avec la nature et la pauvreté, voit, tous les ans, quelque terrain se détacher des montagnes, par l'effet des eaux qui s'infiltrent entre la terre qui en couvre la pente escarpée et le roc qui

Qu'on prenne la belle carte que son Exc. Alexandre Berthier a fait publier, on y verra la position des montagnes et le cours des fleuves et rivières mieux que dans toutes les autres cartes où les montagnes sont toujours mal indiquées.

En réfléchissant à la grande importance du régime des eaux, on verra que la moitié des richesses du sol y est attachée. Faites le calcul de tous les marais, de tous les pays devenus inutiles, parce qu'on y laisse croupir les eaux, ou rendus pestilentiels

---

la porte. Quelquefois, ces terres, mêlées avec les eaux, font des inondations bourbeuses ou des avalanches sèches, qui enterrent des pays cultivés, des bourgs et des villages. Aux causes d'inondations que la Suisse a de commun avec d'autres pays, ajoutez celle des vents chaux (1) qui, fondant tout-à-coup les glaciers suspendus, les changent en torrens impétueux, anéantissent en quelques heures des vallées qui faisaient vivre quelques pauvres habitans. Montesquieu a bien raison de dire : qu'un Suisse paye quatre fois plus à la nature, qu'un Turc ne paye au Sultan.

(1) appelés Fön dans le pays.

par leurs exhalaisons, comme par exemple les plus belles contrées de l'Italie, et vous aurez une grande portion du meilleur sol perdu pour la richesse nationale. Ajoutez-y les inondations accidentelles qui, même en France, enlèvent, chaque année, quelques récoltes, et la perte sera plus grande encore.

Mais le plus grand mal de la négligence dans le régime des eaux, est dans le bien que les eaux pourraient faire et qu'elles ne font pas.

Il est à remarquer que, dans un système bien combiné, les inondations que l'on préviendrait ou qu'on dirigerait en réglant le cours des eaux, auraient deux résultats, l'un négatif, en empêchant le mal, l'autre positif, en faisant servir les eaux à la navigation ou aux arrosemens, quelquefois par les mêmes moyens qui en préviendraient les ravages. Par exemple, en rendant le Rhône navigable, on gagnerait tout le terrain qu'il dévaste, on soulagerait les grandes routes de terre, en faisant une route d'eau

qui enrichirait les pays riverains de ce fleuve majestueux.

A-t-on des marais à dessécher (1) ? On peut le faire en détournant les eaux malfaisantes, par des canaux utiles à l'irrigation, au commerce ou à la salubrité de quelque ville.

Qu'on me permette d'entrer ici dans quelques détails. Il y a peu de villes ou de villages où les eaux bien ménagées ne fussent d'un avantage immense auquel on pense à peine, tant les moyens de réaliser le bien à faire, sont loin de nos conceptions.

Toutes les eaux qui auraient servi à la propreté, par conséquent, à la salubrité des villes ou villages, seraient d'un rapport immense pour l'irrigation, si elles étaient

---

(1) Ce qui, dans les pays chauds, rend le desséchement des marais, particulièrement des marais Pontins, presque impossible, c'est la prodigieuse richesse de la végétation qui obligerait chaque année à nettoyer les canaux de toutes les plantes qui y croissent avec une abondance propre à ces climats.

bien

bien employées. Il y a plus : il faudrait, dans chaque village, établir un réservoir d'eau pour les cas d'incendie ; ce même réservoir, entouré d'arbres, serait l'ornement du village, et servirait au blanchissage du linge, ce qui rendrait l'irrigation plus riche encore. Ces avantages inappréciables ne peuvent s'obtenir complétement, qu'en suivant un système bien combiné pour chaque fleuve, chaque rivière et chaque ruisseau.

Je ne serai démenti par aucun cultivateur bien entendu, en assurant que, si toutes les eaux étaient employées à tous les usages qu'on pourrait en faire, et détournées de tout le mal qu'elles font, le produit du sol de la France serait doublé. La grande augmentation de richesses produites par l'irrigation, serait à l'avantage des troupeaux, puisque l'irrigation produirait des prairies, et par elles des engrais.

Qu'on jette les yeux sur la carte de France dont j'ai parlé, et l'on verra qu'il y a, sur ce magnifique sol, des masses de montagnes qui occupent le tiers de son

étendue. Je ne connais de ces montagnes que les bords des Pyrénées ; mais j'en ai vu assez, pour me persuader que l'on ne tire pas des Pyrénées l'avantage immense que l'on pourrait en tirer. Il faut, pour faire valoir des montagnes, des troupeaux choisis qu'il faut hiverner dans la plaine. Mais, au pied des Pyrénées, il n'y a que peu de troupeaux ; les belles eaux, qui y coulent, ne sont point employées, et, faute de troupeaux, les montagnes mêmes, avec l'immense étendue de leurs riches pâturages, sont perdues pour la nation.

J'ai administré, pendant deux, ans une des plus belles contrées des Alpes de la Suisse, et j'ai vu que, pour tirer parti des montagnes, il faut que le système de culture de la plaine se combine avec le système des Alpes, de manière que les montagnes soient toujours bien garnies de troupeaux, et que ces troupeaux soient hivernés avec avantage dans la plaine. Il faut, à cet effet, une combinaison générale de culture que l'intérêt particulier établit peu-à-peu de soi-même ; mais la première

condition de cette harmonie de moyens ; c'est d'avoir des prairies dans la plaine, ce qui ne peut s'obtenir complétement en France que par l'irrigation.

Sans connaître la culture des autres grandes masses de montagnes, comme de celles des Cevennes, par exemple, ce que j'en sais par leurs produits, me fait soupçonner que l'on n'en tire pas le parti qu'on pourrait en tirer ; et que c'est presque partout les troupeaux qui manquent. Voici donc encore un bienfait de l'irrigation et d'un système dans le cours des eaux, celui de faire valoir les pâturages des montagnes.

Voici d'autres avantages auxquels on ne pense pas d'abord. Comme il n'existe pas de système dans la distribution des eaux, il en arrive que les propriétés territoriales se trouvent placées partout hors d'un système bien entendu des eaux, de manière que les sources ou ruisseaux se trouvent chez le particulier qui ne peut en faire usage, tandis que le propriétaire du terrain qu'elles enrichiraient, n'est pas propriétaire des eaux qui pourraient lui

servir. Les lois ont senti cet inconvénient ; mais elles ne peuvent réparer la mauvaise distribution des propriétés, qui changeraient peu-à-peu, s'il y avait un système actif, bien établi et bien suivi dans le cours des rivières.

Les chemins vicinaux sont souvent gâtés par les eaux, ce qui n'arriverait plus, si elles étaient contenues par un système bien entendu et par des règlemens convenables à un plan général. C'est encore ici le cas où les travaux à faire serviraient à double usage.

Le plus grand obstacle à l'arrosement, c'est la crainte des procès. Tel propriétaire intelligent ne peut employer l'eau qui l'inonde, parce que, à tort ou à raison, tel autre l'en empêche, et qu'il a le bon esprit de ne pas vouloir plaider. Si les eaux formaient un département de l'administration, si les lumières générales étaient assez répandues pour concourir volontairement aux vues du Gouvernement, il se formerait une législation des eaux assez développée, et des juges tellement versés dans cette

police, que presque toutes les questions litigieuses tomberaient d'elles-mêmes, ou deviendraient de simples questions de police.

L'art de prendre les niveaux par le moyen du baromètre, est arrivé à un tel degré de perfection, qu'un homme entendu prendrait cent niveaux dans un jour, s'il avait les moyens de parcourir tous les points dont il lui importe de connaître l'élévation, ce qui faciliterait beaucoup les travaux à faire pour l'emploi des eaux.

Il n'y a pas d'ouvrage utile où la division du travail fût plus avantageuse que dans ce qui regarde le cours des eaux. Employez d'ignorans villageois à de pareils ouvrages, ils feront, à grands frais, tout à contre-sens ; d'ailleurs, toujours influencés par l'intérêt particulier, ils sont incapables de suivre aucun plan. Qu'y a-t-il de plus facile à faire que de tracer de petites rigoles dans le gazon ? L'usage un peu général de l'irrigation a formé, dans la Suisse française, des hommes qui, ne se vouant qu'à faire ces rigoles, ont avancé par là l'art de l'irrigation.

L'art si important de découvrir des sources, aujourd'hui abandonné à quelqués charlatans, ne peut naître que par la division du travail. Un particulier est dans le cas de faire usage de cet art une ou deux fois dans sa vie. Quelles lumières peut-il acquérir par une si petite expérience ? Si, au contraire, il y avait des hommes voués à cet art, versés dans les connaissances qu'il exige, capables de prendre des niveaux, ces hommes, préparés, par des connaissances préliminaires, à acquérir une véritable expérience, feraient faire des progrès à cette branche si importante de la science des eaux. Il y a des eaux nuisibles à l'irrigation, que les mêmes hommes apprendraient aisément à distinguer des bonnes eaux, ce que les particuliers ne font jamais qu'en tâtonnant. Enfin cette classe utile à la société, formée dans le département des eaux, acquerrait une grande connaissance des effets de l'irrigation et de tout ce qui tient à leur art. Toutes ces connaissances ne peuvent naître que par la division du travail, laquelle ne peut exister sans un régime entrepris en

grand. On voit bien que cela suppose des lumières universellement répandues, et l'appui du Gouvernement.

La partie si importante des digues ne peut se perfectionner qu'en formant un corps de sciences de toutes les parties de l'administration des eaux. La construction des digues n'est pas la plus importante; la connaissance du terrain, celle de la nature des inondations, peuvent, souvent par de petits moyens, épargner de grands frais et de grands malheurs. Il faut souvent arrêter un torrent, non là où il fait des ravages, mais dans ses sources éloignées, comme je l'ai vu pratiquer dans quelques parties de la Suisse (1). Il faut souvent faire tra-

(1) Le système des digues de l'Emethal dans le canton de Berne, me paraît aussi ingénieux que simple. Il est surtout applicable aux pays de montagnes, comme, par exemple, à la Norvège.

En faisant descendre par étages les eaux des montagnes, on prévient l'accélération de leur chûte. Une fois arrivées dans la plaine, elles sont aisées à dompter, quand elles n'ont acquis que peu

vailler le torrent même à charier des pierres ou à en enlever, etc. Tout cela suppose

---

ou point de vitesse. Ce n'est point en inondant que les eaux nuisent beaucoup, c'est en entraînant les terres ou en couvrant le sol de pierres ou de rochers.

Il y a, dans les ravins des Alpes, des arbres presqu'inutiles par la difficulté de les transporter. Ces arbres, qu'on couche horizontalement avec leurs branches à travers le ravin, arrêtent le peu de pierres que les eaux entraînent d'un étage à l'autre. En retardant partout la chûte des eaux, les torrens des montagnes arrivent sans ravage dans leurs lits.

Ces lits de torrens ont, dans la plaine, deux espèces de digues. L'une, placée sur le rivage, avance jusques dans le torrent; cette digue, en se penchant jusqu'au fond des eaux, a pour but d'empêcher le torrent de ronger ses rivages; elle sert encore à lui donner un cours aussi droit que possible.

Parallellement au rivage, à quelques toises derrière les digues, on élève un rempart de gazon planté d'arbres; ce rempart, destiné à arrêter les eaux surabondantes, se compose d'un noyau de grosses pierres et de gravier pris dans les déblayemens du torrent. Quand ce noyau qu'on couvre

des connaissances qu'on ne peut acquérir que par la division du travail.

L'administration a-t-elle quelque travail à entendre ? On consulte des *experts*. Mais ces *experts*, sans expérience suivie, ne peuvent avoir les lumières qu'auraient des hommes préparés à une seule branche de travail par une éducation et des connaissances appropriées à leur état.

---

de terre, est garni d'arbres, il forme souvent de belles allées le long des eaux. Les racines des arbres affermissent le rempart, et les arbres mêmes servent à la construction ou aux réparations de la digue intérieure.

Ce système de défense contre les eaux suppose une police active et sévère qui répare le mal aussitôt qu'il arrive. Il faut que les inspecteurs sachent, pour ainsi dire, prévoir les intentions des eaux, afin de prévenir le mal dans sa source. Il en est des eaux comme des passions de l'homme. Les unes et les autres sont aisées à dompter, lorsqu'on sait les prendre dans leur première origine.

Ce qui tend à rendre toute digue inutile à la longue, c'est le rehaussement du lit du torrent; c'est ce rehaussement qu'il faut combattre sans cesse.

Le système de donner à chaque fleuve une administration particulière et unique ne peut se faire avec avantage que dans un grand empire. Par exemple, un pays qui n'a qu'une partie d'un fleuve à gouverner, ne peut y suivre un système complet, comme celui qui en a toutes les parties à sa disposition. Un système bien combiné du cours des eaux, en attachant les hommes aux bienfaits de ce système, les attacherait au Gouvernement sans lequel le fleuve ne coulerait plus sous les mêmes lois.

Il n'y a pas d'ouvrage où l'on conçoit mieux la nécessité d'agir d'après un plan, que celui du cours des eaux. Si vous attaquez une rivière par le bas, vous n'êtes pas sûr de n'être pas inondé par le haut, encore moins êtes-vous assuré d'avoir toute l'eau que vous eussiez eue, si vous l'aviez prise plus haut. On sent que, pour bien faire, il faut traiter chaque courant d'eau par un système complet bien combiné. Une rivière est l'image de toutes les branches de l'administration que l'on ne dirige bien

qu'en les prenant par les points les plus éleyés, je veux dire, par les principes.

Que l'on considère maintenant les forces des particuliers, et l'on verra que la branche inépuisable des richesses nationales, qui suppose des eaux bien dirigées, ne peut se développer par des forces individuelles. Ce ne serait pas seulement des capitaux qui manqueraient de partout, ce serait encore plus cet accord de volontés, cette harmonie de tant d'intérêts croisés qu'il serait impossible d'obtenir.

OLIVIERS.

Il est singulier de voir les arbres fruitiers faire des conquêtes en avançant vers le Nord, tandis que, dans le Midi, ils perdent journellement du terrain. Chaque jour les pommiers, les poiriers, les cerisiers, les pruniers passent la Baltique. J'ai vu des noyers en Suède, et, dans les îles Danoises, j'ai mangé des figues venues en plein vent, quelques châtaignes et des raisins venus en treille. Le mûrier a passé le cinquantième degré, et j'ai vu du maïs en Dannemarc, tandis que les oliviers, les orangers, les grenadiers, et peut-être le mûrier, se rapprochent peu-à-peu, comme des mourans, du lieu de leur première origine :

Et dulci moriens reminiscitur Argo.

Règle générale : Plus la nature a fait pour l'homme, moins il fait pour lui-même;

moins elle lui donne, plus son industrie s'éveille : de manière que peu d'industrie avec beaucoup de nature, et peu de nature avec beaucoup d'industrie, ont des résultats presqu'égaux. Là où cette égalité n'existe pas, l'avantage est plutôt du côté de l'industrie, que de celui de la nature.

Dans le Nord, on encourage la plantation des arbres. En Dannemarc, le Gouvernement a établi de grandes pépinières d'arbres utiles que l'on distribue, gratis ou à très-bon marché, à qui veut en avoir (1).

Lorsque dans le Nord un arbre périt, c'est un agrément de moins pour son pro-

---

(1) Il y a près de trois siècles qu'un roi de Dannemarc établit, dans une île, aux portes de Copenhague, une colonie de Hollandais pour enseigner aux Danois, la culture du jardinage. Cette colonie existe encore dans son ancien costume, sans avoir des concurrens dans les marchés de la capitale. Ce n'est que depuis une vingtaine d'années, qu'à force de soins et d'encouragemens, on commence à avoir des jardins potagers dans les îles Danoises et en Norvège.

priétaire. Mais lorsque, dans le Midi, les orangers, les oliviers, ou les mûriers périssent, c'est un capital de moins. Quand la fortune publique va en avant, quand les capitaux s'accumulent, les pertes se réparent ; mais dans les cas contraires, chaque grand hiver fait reculer la ligne de végétation vers les climats où il ne gèle pas, et tout le terrain litigieux entre la nature et l'industrie demeure abandonné.

La culture des arbres ne peut se perfectionner que sur un très-grand espace. L'olivier ne peut être bien étudié dans une petite métairie où il y a trop de localité pour arriver à des règles générales de culture. Il faut un trop grand espace de temps pour connaître un végétal dont la vie excède celle de plusieurs générations d'hommes.

Il y a des milliers d'arpens, en Provence, de presqu'aucune valeur, où l'olivier croît spontanément confondu parmi des buissons inutiles. Ce terrain, quelquefois la propriété de pauvres paysans, est plus souvent celle de gens riches qui, employant leurs capitaux à la culture des bonnes terres, n'en

ont pas pour entreprendre un défrichement qui exigerait beaucoup d'avances, et encore plus de temps pour avoir des récoltes.

La culture de l'olivier est comme la culture de l'eau, (si j'ose me servir de ce terme); elle ne peut réussir complétement qu'en suivant un plan d'opérations exécuté sur un grand espace, par une classe d'ouvriers dirigée par quelques hommes qui auraient fait de cette culture leur unique étude.

Je suppose quelques milliers d'arpens acquis aux prix de la rente actuelle des collines incultes de la Provence ; je les suppose défrichés et plantés en oliviers. Voyez l'avantage immense qu'il y aurait à les cultiver en grand, d'après des principes avoués par l'expérience et sans cesse perfectionnés par elle.

En travaillant sur une grande échelle, vous aurez des hommes exclusivement voués à la culture de l'olivier, et ce seul avantage serait immense. La pépinière de ces ouvriers se formerait dans les lieux où il y a un jardin botanique, et par conséquent un

homme très-éclairé sur ce qui tient à la culture des arbres et à la nature des végétaux.

L'établissement central que je suppose formerait de vastes pépinières qu'il serait très-aisé de mettre à l'abri de la gelée par le moyen de la fumée. Un toit peu élevé de roseaux, recouvert de branches d'oliviers ou de buissons pris dans les défrichemens, suffirait, par le moyen de la fumée, à prévenir les funestes effets du froid.

Sans doute que les moulins à huile, faits en grand, seraient susceptibles d'être perfectionnés. J'ai toujours remarqué que les grandes fabriques devenaient des centres de lumières; et cela doit être, puisqu'aucune expérience, aucune observation n'y est perdue; tout s'y combine au profit des véritables connaissances. Dans les petites propriétés au contraire, l'attention des propriétaires toujours distraite, surtout dans le Midi, par la multiplicité des cultures et la petitesse des moyens donnés à chacune, ne s'élève jamais à aucun principe utile et vérifié comme tel par une grande expérience.

expérience. Un principe n'a quelque valeur dans ses applications que lorsqu'il est le fruit de beaucoup de comparaisons variées; mais ces comparaisons ne peuvent se faire dans un petit espace de temps ou de lieu. De là les idées souvent étroites des cultivateurs qui, d'après une petite échelle d'expériences, font des conclusions en grand et se ruinent; de là le peu de lumières en agriculture où les rayons se dispersent, faute d'un foyer commun. L'expérience même est perdue partout où il n'y a pas de dépôt pour en recueillir les fruits, ni de moyens suffisans pour faire valoir les vérités qu'elle a fait naître.

La division du travail est une espèce d'analyse, non-seulement pour le travail, mais encore pour les lumières qu'elle donne. En séparant les faits, elle permet de généraliser les faits, elle les épure en les isolant; elle permet à l'esprit de s'élever à des connaissances réelles et à des principes certains; et la théorie gagne pour le moins autant à la division du travail que la pratique.

Je ne doute pas qu'une connaissance approfondie de l'olivier ne permette d'y allier quelqu'autre culture, ce qui en augmenterait les profits.

Un seul exemple de culture fait en grand, suffirait sans doute pour étendre indéfiniment celle des oliviers, la plus aisée de toutes, et la plus profitable sous le beau climat de la France.

Au bout de dix années d'apprentissage, les ouvriers du premier établissement pourraient peu-à-peu s'engager ailleurs; on les remplacerait à mesure.

Un pareil établissement deviendrait une ferme expérimentale; ce serait là que le paysan puiserait la meilleure instruction, celle qu'il prend par les yeux.

Les hommes tiennent à la place qu'ils occupent par les connaissances qu'ils acquièrent de leur état, de leurs rapports avec les hommes et les choses, et surtout de tout ce qui tient à leur intérêt. Etendez les connaissances immédiatement utiles, et vous consolidez les élémens de la société.

La petitesse des fermes et la briéveté des

baux, sont une raison pour ne rien entreprendre. Il ne vaut la peine de planter des oliviers que sur un grand terrain ; la culture de cet arbre exige des habitudes de travail, qu'on ne prend pas en petit. Rien n'est plus contraire au grand principe de l'industrie, la division du travail, que les petites fermes, où un même métayer fait à lui seul tous les ouvrages. Adam Smith a très-bien observé que la plus grande perte de temps est lorsqu'on passe d'un travail à un autre (1). Or, c'est ce que les petits métayers sont nécessairement obligés de faire. Plus les fermes sont

---

(1) J'ai souvent remarqué que la manière plus ou moins vive de passer d'une occupation à une autre, était une indication infaillible de la paresse d'un enfant, et même d'un homme fait. Tout ce qui coupe un travail avant la fatigue, fait perdre une grande partie de l'activité. Je crois qu'il est de quelque importance en éducation de veiller au passage d'un travail à un autre, de rendre ces passages prompts et motivés, afin d'empêcher que la paresse ne s'y loge.

petites, plus il y a de temps et de travail perdu dans ce passage d'un travail à un autre ; et plus il y a de pauvreté pour le laboureur, pour la nation, et par conséquent pour le souverain.

Au temps de la grande prospérité de l'ancienne France, elle payait pour vingt-cinq millions d'huile aux étrangers. Qu'on compare le capital de cette somme aux modiques frais de l'établissement d'une culture faite en grand, et l'on verra qu'il n'y aurait pas de capitaux mieux employés que ceux qu'on donnerait à la culture de l'olivier telle que je la conçois.

Je viens de faire entrevoir quelques moyens de développement dans le système industriel des nations; moyens qui ne peuvent s'opérer que par la réunion des forces individuelles.

Entre les forces isolées de chacun, et ce qu'on appelle la force publique, il y a une région intermédiaire que je vais tâcher de parcourir.

En considérant l'industrie nationale comme un tout, c'est-à-dire, comme une vaste

fabrique, où des milliers d'ouvriers travaillent sous la direction de quelques hommes, je vois qu'il y a, dans cette fabrique immense, une division de travail à trouver, qui peut être d'une grande importance.

J'observe que, dans cette fabrique, la grande influence vient encore plus des directeurs que des ouvriers. Il faut donc que le travail et les lumières des directeurs soient divisés de manière à correspondre à la division naturelle du travail, c'est-à-dire, qu'il faut que les départemens, dont l'administration se compose, cadrent avec les grandes divisions du travail national (1).

---

(1) Il faudrait, par exemple, un département particulier pour *l'agriculture*. Le système des eaux, tel que je le conçois, en ferait partie. La police rurale, si importante et si négligée, en ferait un autre. Les fermes expérimentales, les fermes de modèle, et tout ce qui tient à l'instruction du cultivateur, ferait une troisième division, etc.

Tout le *système industriel* formerait un autre département, qui aurait ses écoles de chimie, de mécanique, de mathématiques, même d'économie politique. Il aurait des journaux de toute espèce.

J'observe, en second lieu, que les manufactures, les fabriques, tous les métiers et

---

On établirait des sociétés centrales, qui seraient en correspondance avec des sociétés d'artisans, etc.

Il faudrait un département de *bienfaisance*, qui comprendrait la police, l'éducation et l'instruction des pauvres, les hôpitaux, etc.

L'instruction publique ferait un grand département qui ne se bornerait pas à établir des écoles et des lycées. Il serait bon que ce département s'occupât de tous les moyens d'instruction publique. Il établirait des bibliothèques dans les petites villes qui manquent de livres ; il rechercherait le talent dans sa naissance, afin de lui ouvrir une carrière ; surtout il encouragerait les établissemens particuliers d'éducation qui mériteraient quelque distinction. C'est en favorisant la concurrence des maîtres, c'est en éveillant leur émulation qu'on donnerait de la vie à l'instruction nationale.

Je voudrais établir des inspecteurs chargés de surveiller l'éducation dans toutes les classes. Ces magistrats s'occuperaient de l'éducation du pauvre. Ils engageraient les riches à se cotiser pour avoir des maîtres distingués, et pour former entr'eux des établissemens particuliers pour l'éducation de leurs enfans. Ils auraient surtout à cœur de faire veiller les parens à l'instruction non-seulement de

même l'agriculture, en un mot que tout le système industriel n'est qu'une application des sciences. Ce ne sera donc qu'en mettant les principes des arts, c'est-à-dire, les sciences en contact immédiat avec les arts, qu'on parviendra à perfectionner l'industrie.

Comme la presque totalité des hommes vit de son travail, il en résulte que rien n'influe plus puissamment sur les mœurs que les habitudes de la classe industrieuse. En mettant cette classe en contact avec les sciences, il en naîtrait une instruction nationale, qui, par les habitudes qu'elle donnerait, influerait également et sur les arts et sur les mœurs.

Le développement de ces idées fait le sujet des quatre articles qui vont suivre.

---

leurs enfans adolescens, mais de leurs enfans de tout âge, afin d'inspirer à tous les hommes le goût du travail et l'horreur de l'oisiveté. C'est dans l'absurde usage de faire cesser l'instruction et le travail sérieux, précisément dans l'âge des grands succès et des grandes passions, qu'est la source de l'oisiveté et des mœurs corrompues, etc. etc.

Il est bon de diviser l'administration d'après la division du travail national.

Le pouvoir souverain ne peut agir immédiatement. Son action s'exerce toujours par le moyen d'une machine plus ou moins compliquée, plus ou moins parfaite, appelée *administration.*

Je ne parlerai point ici des lois politiques ou civiles, mais des lois administratives seulement, et surtout de l'organisation de ces lois. Je vais considérer l'administration comme une machine par laquelle la volonté souveraine s'exerce, à travers laquelle elle est transmise à la nation.

Le développement de l'administration chez toutes les nations, demeure toujours en rapport avec le développement de l'industrie. Si l'industrie est peu développée, l'administration aussi l'est peu, et si l'ad-

ministration reste en arrière de l'industrie, l'industrie est négligée.

Dans une *Saga* Islandaise, qui contient l'histoire de quelques héros Scandinaves, il est parlé d'un *trésorier du Roi*. Ce mot *trésorier* ou ministre des finances, était rendu par le mot *gardien des troupeaux*, sans doute, parce que, dans l'origine, les troupeaux composaient la richesse publique. Dans la république de Berne, l'administration des finances était confiée au *Porte-banière* de la ville, qui, dans les premiers temps de la république, chaque matin, à l'ouverture des portes, allait, la hallebarde à la main, voir s'il n'y avait point quelque ennemi en embuscade. Il paraissait naturel que ceux qui portaient l'épée fussent les gardiens de la bourse. Il en a résulté que, jusqu'aux derniers momens de l'existence de cette république, les finances et la guerre ne faisaient qu'un seul et même département (1).

---

(1) C'est surtout dans les anciens gouvernemens que les fonctions administratives sont bizarre-

Les Rois de France, de la première race, rendaient eux-mêmes la justice, comme faisaient les Rois de toutes les nations, dont le système administratif n'était point développé.

Ce fut le développement de toutes les branches industrielles et morales du système national, qui produisit peu-à-peu quelque développement dans le système administratif. Il y a donc des rapports intimes (1) entre l'industrie et l'administration, de manière que l'une développe l'autre.

---

ment réparties. On croit voir des ruines placées sans plan et sans combinaison. Il serait piquant de connaître, en détail, l'administration de la Chine où, pour se bien marier, il faut s'adresser à MM. de la Place et Biot de Pékin, c'est-à-dire, au tribunal des mathématiques.

(1) On objecte que ce développement se ferait de lui-même. Mais j'observe qu'il y a des rapports intimes entre la parole et la pensée, et que c'est précisément parce que la parole et la pensée ont des rapports intimes, qu'on peut développer l'une par l'autre. L'art peut-il autre chose que hâter les lois du développement de la nature ?

Si l'on connaissait l'origine et la date de tous les emplois créés successivement chez une nation, on verrait le système de l'administration se développer avec le système moral et industriel de cette nation : par exemple, chez les Scandinaves, l'usage de la monnaie et la naissance du commerce auront fait sentir que le berger ne saurait plus être ministre des finances. Mais, quand les lois ne sont que l'ouvrage d'un besoin momentané, tout se fait au hasard, et rien ne se combine d'après un plan général.

On ferait faire un grand pas à l'industrie nationale, si on venait à organiser l'administration de manière que chaque grande classe de travail fût administrée par un département particulier. En isolant de cette manière chaque branche d'industrie, on pourrait donner à chacune précisément les soins qu'elle exige. Il en arriverait que des magistrats, uniquement occupés d'un seul objet, s'acquitteraient mieux de leur devoir que s'ils avaient des occupations disparates et sans rapports l'une avec l'autre. J'ai toujours remarqué que les hommes, chargés

de plusieurs emplois, ne s'acquittaient bien d'aucun. Ils peuvent, à chaque faute qu'on leur reproche, répondre : J'avais autre chose à faire. *Je n'en ai pas le temps*, n'est-il pas le mot de tous les oisifs et de tous les hommes incapables ? c'est aussi le mot des gens affairés d'occupations disparates et sans rapports entr'elles.

Je suppose qu'il n'y eût jamais eu de département de la guerre, et que le militaire fît partie des fonctions de la police, des douanes, des finances, ou de la judicature ; où en seraient les armées ? Et c'est cependant là l'image de toute administration mal répartie.

Par exemple, l'administration des *secours publics* et de la *bienfaisance* se trouve, dans presque tous les pays, disséminée sur plusieurs magistratures, à peu près comme le serait la guerre sans administration particulière. Comme la première source de pauvreté est dans le manque d'éducation, il faudrait adjoindre au département de la bienfaisance celui de l'éducation du peuple.

Je suppose qu'on vînt à former un dépar-

tement des eaux, les membres de ce département, occupés uniquement d'un même travail, sauraient ce qu'ils ont à faire. Les études du jeune magistrat, concentrées dans une même science, en feraient d'excellens administrateurs. On verrait naître, dans leur département, des écoles propres à former des hommes distingués dans la construction des digues ou des canaux, versés dans la découverte des sources, et dans la connaissance de l'irrigation, etc.

Il faudrait, dans le système administratif, tel que je le conçois, établir une action du centre aux extrémités, et des extrémités au centre. Il faudrait, à cet effet, établir des journaux, et former des sociétés correspondantes avec la société centrale d'encouragement, laquelle dépendrait immédiatement de l'administration. C'est de cette action et réaction bien calculées que naîtrait la vie, et pour ainsi dire, la santé nationale. Un gouvernement qui ne ferait que donner des ordres, serait condamné à ne trouver que de l'obéissance; toutes les forces spon-

tanées seraient perdues pour lui : au lieu qu'en agissant de concert avec les efforts particuliers de chacun, il en résulterait un produit impossible à obtenir sans cette action combinée.

Pour devenir bon administrateur, il faudrait savoir bien au juste quelle est la tâche qui nous attend, afin d'apprendre à la faire bien. Mais, tant que le système de l'administration n'est pas nettement séparé dans ses parties, nul ne sait ce qu'il doit faire. Rien de plus rare que de voir l'homme destiné à l'administration approprier ses études, précisément à l'emploi qu'il aura. La raison en est dans l'imparfaite division de l'administration, qui fait qu'on est obligé de diriger l'éducation en gros vers quelque chose d'un peu confus. Chaque aspirant, sachant à peu près ce que sait son concurrent, nul choix ne peut être sûr, et tout va, plus ou moins, au hasard. Si les fonctions administratives étaient nettement séparées, chacun saurait ce qu'il doit apprendre. Ne voyons-nous pas les parties de l'administration dont

l'objet est le mieux connu, comme la justice, ou la guerre, être mieux soignées que ce qui tient à l'industrie, à l'agriculture, à la bienfaisance, qui n'ont pas de départemens particuliers.

Si les connaissances nécessaires à chaque place d'administration étaient clairement désignées, si chaque emploi, semblale au rouage d'une machine bien engrenée, n'avait qu'une manière d'aller, les hommes appelés courtisans, oseraient-ils se présenter à un gouvernement éclairé, pour en obtenir les premières places de l'état ?

Mieux les devoirs de chaque magistrat seront connus, et mieux l'éducation pourra s'adapter aux fonctions de chacun. Il en arriverait que les devoirs et les lumières, toujours mieux en rapport les uns avec les autres, se rapprocheraient toujours davantage.

Plus un empire est étendu, et plus une bonne division des fonctions administratives devient nécessaire. Il en est d'un très-petit état, comme d'une famille peu aisée, dans laquelle le même domestique est obligé

de tout faire ; tandis que dans une maison opulente, il faut, dans le service, une division de travail, sans laquelle aucun ordre ne peut exister.

Le développement de l'industrie exige trois choses : 1.° une division du système industriel, faite d'après des principes qui sont encore à trouver ; 2.° une classification dans le système administratif, correspondante à la classification du système industriel ; 3.° une division des sciences, faite de manière à faire tomber la lumière de chacune, précisément sur les parties de l'industrie, qui ne sont que l'application de cette science. Chaque grande branche de l'industrie formerait donc un département d'administration, et ce département aurait, pour guides, les hommes versés dans les sciences faites pour le diriger. Par exemple, les fabriques sont presque toujours des applications de la mécanique ou de la chimie ; le département de ces fabriques aurait donc des chimistes et des mécaniciens pour guides.

Les premiers résultats de ces trois classifications seraient de mettre l'homme qui

fait,

fait, en communication immédiate avec l'homme qui *pense*. Et comme l'un et l'autre se trouveraient en communication immédiate avec l'homme qui *veut*, il en résulterait qu'une nation, ainsi gouvernée, serait toujours au niveau de ses lumières ; au lieu que, dans le système ordinaire, la pensée nationale est d'un côté, le travail aveugle de l'autre, et l'administration frappe partout plus ou moins au hasard.

Chaque département de l'industrie aura un dépôt où l'expérience de tous les lieux et de tous les temps sera soigneusement recueillie.

Le grand avantage de la division du travail n'est pas seulement celui de produire, dans un temps donné, plus d'ouvrage et un meilleur ouvrage, mais de porter la lumière dans des recoins obscurs, que la science n'eût jamais aperçus sans cette division, qui semble répandre un jour nouveau sur le travail de l'homme. Il y a plus : une même classe d'industrie étant réunie dans un même système, il en résulterait des lumières, qui ne manquent jamais de

naître partout où il y a rapprochement de rapports. C'est de ces foyers de rapports que naissent les principes ; et le grand art de faire naître des principes est de faire naître ces foyers.

On fait journellement des découvertes qui peuvent servir à l'avancement de l'industrie nationale ; mais ces découvertes sont des germes précieux qui, le plus souvent, meurent dans leur naissance, faute d'un établissement qui les recueille, pour les transplanter dans le sol national. Il faut plus de soins, d'adresse et de persévérance pour *faire adopter* quelque méthode nouvelle, qu'il n'en faut pour inventer les choses les plus ingénieuses et les plus utiles.

Si l'on pouvait voir intuitivement l'ensemble de toutes les idées et l'engrènement de toutes les pensées d'une nation, on verrait une machine dont tous les rouages, bizarrement placés, seraient néanmoins mus par des lois aussi constantes que celles qui régissent le monde matériel. On conçoit que, pour déplacer une habitude nationale,

il faut déranger et, pour ainsi dire, entamer quelque partie de ce système de pensées. De là les obstacles qu'on éprouve quelquefois à faire adopter les choses les plus simples, tandis que d'autrefois les choses, en apparence les plus difficiles, s'établissent sans effort (1).

---

(1) Un fait bien remarquable aux yeux de l'homme qui pense, c'est la rapidité avec laquelle la vaccine a été adoptée chez presque toutes les nations. La raison en est que les gouvernemens ont partout plus ou moins favorisé cette découverte. Opposez à la vaccine les pommes de terre qui ont été plus d'un siècle en combat avec les habitudes et les préjugés des nations les plus éclairées de l'Europe, et vous verrez que le bien seul, sans l'appui du gouvernement, doit presque partout succomber sous les obstacles qu'on lui oppose. Rien n'est plus dépendant de l'opinion que les préférences qu'on donne aux alimens. L'opinion, cette reine des sots, exerce son empire à table plus qu'ailleurs ; mais c'est surtout chez le peuple qu'elle est impérieuse et pleine de caprices. Je me souviens qu'étant député de la république de Berne, à la diète d'Italie, je fis lire, dans les églises du

Il faut donc qu'une société d'encouragement, composée d'hommes éclairés, et

---

bailliage de Locarno, une exhortation à cultiver les pommes de terre peu connues alors dans les vallées de la Suisse italienne. Le grand préjugé contre l'usage des pommes de terre, comme aliment pour l'homme, venait de l'idée que la pomme de terre était *per le créature* pour les porcs et non pour les hommes; de manière qu'on se trouvait insulté par l'exhortation même d'en manger. On sait que les Anglais, à cause de la grande dépense qu'ils faisaient autrefois dans leurs voyages, sont regardés en Italie comme des demi-dieux; cela m'engagea à mettre, dans ma proclamation, que la pomme de terre était chaque jour servie à la table du Roi des Anglais. Je quittai ce pays sans avoir appris l'effet de ma proclamation, lorsque, neuf ans après, j'eus à Genève, la visite d'un habitant de ces pauvres vallées, qui vint me remercier de ma *predica*, de mon sermon. Je fus long-temps à deviner de quoi il parlait, lorsque les détails qu'il me donna sur l'introduction et le succès de la culture des pommes de terre dans le bailliage de Locarno, me firent ressouvenir de ma proclamation. La pomme de terre avait merveilleusement réussi dans ces vallées, au point que les pauvres habitans de ces

pourvue de quelques fonds, se charge de faire adopter les inventions dont l'utilité serait constatée.

Le seul danger qu'il y aurait à rapprocher davantage l'administration de l'industrie, serait la tentation des gouvernemens peu éclairés, d'obtenir, par des ordres, ce qu'ils ne doivent obtenir que par le progrès des lumières. Tout ordre inconsidéré, lancé dans le système industriel, est une barre de fer jetée au hasard à travers quelques milliers de rouages inconnus.

Il faudrait donc, pour arriver au but que je propose,

---

belles contrées n'étaient plus obligés de faire, deux ou trois fois la semaine, six lieues de chemin pour aller acheter du pain à Locarno. Ils avaient suivi religieusement la culture indiquée dans ma proclamation. On voit, par cet exemple, combien les gouvernemens auraient de moyens pour répandre les idées utiles. Les préjugés contre l'usage du pain de pommes de terre, chez la bonne compagnie, sont aussi futiles, qu'étaient, chez le peuple de la Suisse italiénne, ceux contre les pommes de terre.

Diviser l'industrie nationale en départemens ;

Donner à chaque département ses magistrats ;

Approprier l'éducation aux emplois de chacun ;

Adjoindre, à chaque département, des hommes de lettres versés dans les sciences faites pour guider l'industrie du département ;

Avoir, dans chaque administration, une société d'encouragement, chargée d'épurer, soigner et répandre les inventions utiles. Ces sociétés auraient chacune un journal, où les fruits précieux de l'expérience seraient recueillis avec soins ; elles seraient en correspondance avec des sociétés particulières faites pour répandre les lumières de l'expérience et les découvertes du génie.

Je vais développer quelques-unes de ces idées.

Il faut mettre l'industrie nationale en contact avec les sciences.

En parcourant les pays les plus éclairés de l'Europe, on est singulièrement frappé de voir partout la théorie tellement en avant de la pratique des choses les plus utiles à la vie, qu'on dirait que les hommes qui *pensent* et les hommes qui *font*, ne sont pas d'une même espèce.

On sait que, dans la construction des fourneaux et des cheminées, les trois quarts du combustible sont perdus, sans qu'on s'avise d'appliquer des principes bien connus à des objets d'une utilité perpétuelle.

Les connaissances en agriculture sont assez avancées pour savoir quelle serait, dans un terrain donné, la meilleure charrue. Mais il se passe des siècles avant que la théorie la plus incontestable soit universellement appliquée.

Les bons assolemens sont inconnus au moins dans les trois quarts de la France.

On connaît l'utilité des chemins vicinaux, et il n'y a rien de plus rare que des chemins vicinaux.

On conçoit les avantages qu'il y aurait d'avoir de bonnes races de brebis, de bœufs, de chevaux etc; ces bonnes races ne sont établies que dans la plus petite partie d'un pays.

En examinant de près le système agricole de la France, on verra que tout ce qui tient aux troupeaux, et par conséquent, aux engrais, peut être amélioré. Tout le système de l'économie Alpine des Pyrénées est mauvais, et les produits de ces belles montagnes à peu près nuls.

J'ai fait entrevoir ce qu'on pourrait faire des eaux, et ce qu'on n'en fait pas.

On a en Europe, cinq ou six manières de construire les fermes, ou les maisons des laboureurs. On n'a jamais décidé, d'après une bonne méthode, quelle serait la manière de bâtir la plus économique et la plus commode.

Je ne poursuivrai pas l'énumération fastidieuse de ce qu'on pourrait faire et qu'on ne fait pas. Je ne doute pas même que les hommes, peu accoutumés à réfléchir, ne trouvent téméraire de chercher les raisons pour lesquelles on ne fait pas mieux qu'eux; car, partout la médiocrité se révolte contre ce qui veut la surpasser (1).

Je vois partout l'homme de lettres, placé en dehors de la partie active de la société. Chez toutes les nations, la pensée est d'un côté et l'action de l'autre, sans aucune communication bien établie entre l'homme qui *fait* et l'homme qui *éclaire* ; de manière que tout se fait, plus ou moins, comme dans les ténèbres et au hasard, tandis que les sciences semblent des illuminations de luxe, incapables d'aucune utilité réelle.

De ce régime est résulté que les hommes

---

(1) L'excellent ouvrage de Sylvestre, sur les moyens de perfectionner les arts économiques en France, suffirait, si les idées de ce respectable auteur étaient suivies, pour faire faire un grand pas à l'agriculture de la France.

de lettres, toujours étrangers à l'expérience, ont souvent fait des théories vagues dont l'application était dangereuse; tandis que les hommes, obligés de faire et d'agir, n'ont suivi qu'au hasard et sans concert des routines surannées. Dans un pareil système, l'homme qui travaille agit sans penser, et l'homme qui pense, pense sans agir. Il en arrive que le premier reste sans principes, et le second sans expérience.

Les sciences de spéculations sont nécessaires et indispensables, parce qu'on les emploie continuellement et presque toujours sans s'en douter. Elles sont le chaînon auquel les idées centrales de chacun vont se rattacher. On fait sans cesse de la métaphysique et de la grammaire comme le bourgeois gentilhomme faisait de la prose sans le savoir; et cependant, pour parler bien sa langue et pour savoir ce qu'on va dire, il faut connaître quelque chose des principes, de ses pensées et de sa langue. Il en est de même de la médecine; tant qu'on boit, mange, marche et dort, il y a une combinaison entre ces choses, et par

conséquent, une hygiène où rien n'est indifférent.

Toutes les sciences ont, dans leur théorie, une marche plus ou moins rigoureuse ; mais l'art d'appliquer leurs principes à la vie réelle, est une seconde science qu'on ne peut acquérir que par l'expérience. On démontre rigoureusement les lois du mouvement des corps ; mais ces mêmes lois, appliquées aux machines, trompent souvent notre attente, de manière qu'il faut une seconde science pour les bien appliquer.

Toutes les connaissances sont fondées sur des faits et ne se perfectionnent que par des faits nouveaux, ou des faits anciens, vus sous de nouveaux rapports ; ce qui, en réalité, les rend nouveaux. Il faut donc, pour l'avantage même des sciences, réunir de partout la théorie à l'expérience.

D'un autre côté, l'expérience, sans les principes, demeure toujours stérile. Les hommes qui se plaisent à opposer l'expérience à la théorie, ne pensent pas que la bonne théorie n'est encore que l'expérience, mais l'expérience comparée, épurée,

l'expérience ramenée à des points de vue généraux, qui permet d'en voir toute la richesse.

Sous un gouvernement faible et peu éclairé, les sciences dénuées d'expérience peuvent nuire, en faisant sentir trop vivement le contraste de ce qui est avec ce qui devrait être. Dans le siècle passé, on s'est tout-à-coup aperçu que presque toutes les institutions avaient vieilli, et comme les gens de lettres avaient vécu éloignés des affaires, ces hommes dénués des lumières de l'expérience, enivrés de vaines théories, enfantèrent d'absurdes systèmes (1). Il faut donc, pour le bien de la science et de l'humanité, ramener sans cesse la théorie à la pratique, et la pratique à la théorie, de manière à les rendre inséparables. Jamais la science, dirigée par l'expérience, n'a

---

(1) Si Rousseau avait eu la plus légère connaissance des affaires, si, comme Montesquieu, il avait été président d'un parlement, peut-être n'eût-il pas fait ce contrat social, qui a bouleversé tant de mauvaises têtes.

fait de mal, mais jamais l'expérience, dénuée de principes, n'a fait faire de grands pas à une nation.

Toutes les institutions vieillissent lorsqu'elles ne vont pas de concert avec les lumières d'une nation : ce qui est produit par la pensée, tient à la mobilité de la pensée. Si les institutions ne vont pas de pair avec les lumières, il en arrive que ce qui est le résultat des lumières d'aujourd'hui ne sera plus en harmonie avec les lumières de demain. Les lumières sont-elles en avant des choses établies ? on voudra partout le mieux ; sont-elles restées en arrière ? le mieux qui existe sera partout méconnu; dans l'un et l'autre cas, vos institutions auront vieilli.

Dans tout l'univers, la durée des êtres tient au mouvement et non au repos. Aller en harmonie avec le mouvement universel, est la seule condition d'une existence possible (1).

---

(1) Les principes mêmes sont-ils autre chose que le résultat de nos idées universelles ? Et ces

La richesse morale, comme la richesse matérielle de l'homme est dans le travail. C'est par le travail que l'on est à la fois heureux et riche. Mais pour devenir l'un et l'autre, il faut que nos efforts aillent au but qu'on se propose. Un travail, sans succès, est un tourment que les poëtes ont jugé digne d'être placé dans les enfers. Je

---

idées universelles ne tiennent-elles pas de partout aux idées particulières dont elles sont les abstractions ? ..... Les principes mêmes ne sont immuables qu'autant que les idées, dont ils sont tirés, sont les mêmes, comme en Algèbre, où l'on raisonne, non sur des *faits*, mais sur des *données*. Dans les sciences d'observation, au contraire, dans celles qui sont fondées, non sur des suppositions intellectuelles, mais sur des sensations et sur des faits, les principes sont variables comme ces faits. On peut bien répéter en morale comme en politique, et répéter dans tous les siècles, qu'on doit être bienfaisant, juste et libre; mais l'idée attachée aux notions de justice, de bienfaisance et de liberté, variera à chaque quart de siècle. Et si nos principes mêmes sont variables, comment nos institutions ne le seraient-elles pas ?

crois qu'inversement un travail toujours heureux serait une jouissance toujours croissante. Mais, pour aller au but, il faut des lumières.

C'est en faisant tomber la lumière de l'homme qui pense sur le travail de l'homme qui agit, que la grande société se développe. La science et le travail tendent sans cesse à se rapprocher l'un de l'autre. Plus les sciences se perfectionnent et plus elles deviennent faciles dans leur application ; plus le travail se rapproche des principes, et mieux il peut être guidé par les principes.

En faisant le recensement de tous les travaux manuels qui composent la richesse nationale, on verra bientôt que chacune des classes productives d'une nation se trouve sur le terrain de quelque science. L'horlogerie, par exemple, n'est qu'une mécanique appliquée, et c'est parce qu'elle est sous la direction d'une seule science, qu'elle a fait tant de progrès. Presque toutes les manufactures et toutes les fabriques sont de la chimie appliquée, combinée avec la physique ou la mécanique

appliquée. Ce qui rend l'agriculture incertaine, c'est qu'étant sous la domination d'une foule de sciences, elle partage l'incertitude de chacune d'elles. L'agriculture démontrée supposerait la connaissance parfaite de la météorologie, de la chimie, de la phisiologie des plantes, de la mécanique, de l'architecture etc. etc. Pour bien vendre et acheter, elle supposerait de plus toutes les connaissances qui tiennent à l'économie. Mais, parce que l'agriculture exige une foule de connaissances, est-ce une raison de la négliger? Toutes les connaissances la servent, et, quoique toujours plus éloignée de la perfection qu'aucune science moins compliquée, toute connaissance réelle la fait avancer. Elle a, comme la morale, un champ indéfini à parcourir avant d'arriver à la démonstration, mais en revanche, rien de ce qu'on fait pour elle n'est perdu.

Si on faisait l'histoire de l'art militaire, on verrait que cet art n'a fait des progrès que depuis qu'il s'est rapproché des sciences exactes qui sont de son domaine. Combien la connaissance exacte de la géographie n'a-t-elle

t-elle pas servi à étendre les plans de campagne ? L'artillerie et le génie sont devenus deux provinces des mathématiques. Archimède tout seul n'a-t-il pas fait lever le siége de Syracuse (1) et repoussé une armée

(1) Ce fut Archimède qui obligea Marcellus à lever le siége. Sans la mauvaise conduite des généraux Carthaginois, qui se firent battre hors de la ville, et sans les dissentions qui suivirent parmi les troupes et les habitans de la ville, Syracuse, grâce à Archimède, n'eût pas été prise.

« Les Lacédémoniens, dit Vegece, firent leur » étude propre de la guerre. On assure qu'ils furent » les premiers à s'instruire sur les divers événe- » mens des batailles, et à mettre par écrit leurs » observations militaires, qu'ils parvinrent bientôt » à réduire à des règles raisonnées, et à des prin- » cipes méthodiques, ce qui semblait jusqu'alors ne » dépendre que de la valeur ou de la fortune. De » là l'établissement de leurs écoles de Tactique » pour enseigner à la jeunesse les manœuvres de » la guerre, et les différentes dispositions des » combats. Hommes vraiment dignes de toute notre » admiration, qui voulaient qu'on s'attachât parti- » culièrement à un art sans lequel les autres arts » ne peuvent subsister.

romaine, commandée par un grand homme.

La marine est-elle autre chose que l'application de trois ou quatre sciences ?

L'avancement des sciences a deux résultats ; l'un bien connu, de reculer les bornes de nos connaissances ; l'autre, auquel on pense moins, celui de rendre les sciences plus applicables. Plus une science fait de progrès, et plus elle devient sûre dans ses applications. Des demi-connaissances sont toujours stériles, des connaissances complètes ne le sont jamais. L'alchimie et l'astrologie n'ont jamais été que les commencemens de deux sciences devenues respectables

---

» Quant aux progrès que firent les Lacédémoniens » dans l'art militaire, je n'en veux point d'autres » preuves que l'exemple de Xantippe, qui, prêtant » sa science pour tout secours aux Carthaginois, » épuisés par la défaite de leurs armées, battit » Régulus, le mit aux fers avec les débris de l'armée » romaine, toujours victorieuse auparavant, et ter- » mina ainsi la guerre par une seule journée. Ce ne » fut pas avec moins de succès qu'Annibal, se pré- » parant à porter la guerre en Italie, voulut prendre » des leçons d'un Lacédémonien ».

PARSONS LIBRARY University of MICHIGAN

dans la suite sous des dénominations nouvelles. Leur application, dans l'époque de leur enfance, n'avait servi qu'à égarer l'esprit humain, tandis que leur développement fait aujourd'hui la gloire et la richesse de l'homme.

S'il est bon que la partie de la nation qui *fait* soit éclairée par celle qui *pense*, il est bon aussi que la partie qui pense, se rattache à l'action, afin d'être sans cesse ramenée par l'expérience dans la route du vrai et de l'utile.

Il faut, dans la grande manufacture nationale, que, par la loi de la division du travail, l'homme qui pense et l'homme qui agit travaillent chacun séparément. Mais une loi, non moins générale, exige que chaque partie d'industrie développée par la division du travail, se trouve ensuite réunie dans un même système. Pour opérer cette réunion, il faut que la classe qui travaille ait assez de connaissances pour se laisser guider par la classe qui pense, et que l'homme qui réfléchit soit lié à l'homme qui travaille, de manière à rendre la pensée

et l'action aussi intimément unies dans une nation, qu'elles le sont dans l'homme.

Il y a, dans les principes que je propose, quelques écueils à éviter.

Si les sciences s'occupaient trop exclusivement des arts, elles perdraient peu-à-peu leur élévation et leur dignité. La marche naturelle de la pensée est de s'élever, et c'est en s'élevant par des routes qui semblent n'aboutir à rien de terrestre, qu'elle est souvent arrivée aux plus utiles résultats.

Les vérités d'application sont toujours en raison de l'étendue et de l'élévation du principe. L'évidence des principes tient encore à leur élévation, puisqu'il est de la nature des idées abstraites de devenir simples, et d'acquérir par là un grand dégré de clarté.

Les vives jouissances du génie ne sont jamais que dans les régions supérieures de l'âme, et le plaisir d'une application utile ne peut être qu'un plaisir d'amour-propre. La marche que l'esprit prend lorsqu'il cherche l'application des principes, est une marche rétrograde, qu'il ne faut

prendre que rarement. Si le génie était condamné à ne s'occuper que des arts utiles, on verrait peu à peu les hommes de lettres devenir, comme à la Chine, d'imbéciles Mandarins, incapables d'aucune élévation dans les sentimens, ni dans les idées.

Il faut, dans le mélange que l'on fait des idées populaires avec les idées scientifiques, prendre garde que les idées populaires n'entraînent, par leur poids, les idées d'un ordre plus élevé. Il faut, comme dans une bonne démocratie, que les hommes supérieurs élèvent à leur niveau tout ce qui est au-dessous d'eux, afin qu'eux-mêmes ne descendent pas au niveau du peuple.

Il y a quelquefois, dans la vie solitaire des savans, un sentiment d'indépendance qui rend ces hommes indifférens aux richesses et aux honneurs. Cette noble indépendance est l'effet naturel des jouissances du génie, seules capables de faire goûter un bonheur bien supérieur à tout celui que les hommes peuvent donner.

Il faut donc conserver, comme dans un sanctuaire, la pensée pure, dégagée de tout

intérêt terrestre, et abandonner au temps et aux génies d'une seconde classe, l'application qu'on en peut faire. Les ennemis du genre humain ont tellement senti la dignité que les sciences spéculatives, (surtout celles qui touchent à notre être), peuvent donner à une nation, que sous le règne des tyrans, la philosophie spéculative a toujours été proscrite comme la vertu.

Les personnes d'une grande médiocrité d'esprit, incapables de sentir le mérite des hommes supérieurs, sont toujours portées à n'estimer dans les sciences que ce qui les rend immédiatement utiles. Ces hommes-là ne peuvent comprendre que, sans les hautes régions des sciences, il n'y aurait pas même des sciences utiles. Si de tels hommes étaient puissans, on les verrait négliger les hommes uniquement voués aux sciences spéculatives, pour ne favoriser que ceux qui font naître des richesses (1).

(1) Mr. Abraham Trembley, savant distingué, qui, par la découverte des polypes, a fait faire un grand pas à l'histoire naturelle, faisant voir un

La richesse nationale, mais surtout la dignité et le caractère d'une nation, serait perdue, si jamais on venait à préférer les sciences purement d'application aux sciences purement spéculatives.

En adoptant les principes que j'ai proposés, il se formerait, sans doute, une classe de savans intermédiaires entre les hommes exclusivement voués au culte des sciences, et les hommes uniquement voués à faire avancer l'industrie. Cette classe intermédiaire, en plaçant les arts sous l'heureuse influence des principes, loin de ravaler les sciences au niveau des idées vulgaires, élèverait le système industriel à toute la hauteur des connaissances nationales.

Il en arriverait que les sciences seraient partout consolidées par l'expérience, et les arts toujours guidés par les principes. Un

---

jour des polypes à des dames, une d'elles s'écria en les voyant, *mais à quoi bon tout cela ! A mettre au pot*, répondit le savant indigné, en fermant son microscope. Que d'hommes qui ne voient pas plus loin que cette dame.

tel rapprochement de toutes les classes, en donnant un grand élan à l'industrie nationale, inspirerait à la médiocrité même ce respect pour la pensée, qui ne peut lui arriver que sur la route des idées vulgaires.

Ce qu'il faut entendre par instruction nationale. Obstacles à cette instruction.

QUAND on parle d'instruction, on pense à une école, à un lycée, à des maîtres : ce n'est là qu'une partie, peut-être la moindre partie de l'instruction nationale.

Dans le sens le plus étendu, tout ce qui fait penser peut s'appeler *instruction* ; et comme rien n'excite plus vivement les idées, que d'éprouver un sentiment, on peut dire avec raison, que tout ce qui fait sentir vivement, sert aussi à l'instruction.

L'instruction nationale ne peut être une instruction scientifique, ce n'est que bien tard et bien rarement qu'elle s'adresse à l'entendement. Mais faites qu'une nation sente vivement et vous la ferez penser vivement. C'était là le cas d'Athènes, où le frottement démocratique produisait sans cesse

des sentimens et des pensées dans l'universalité de la nation.

Les nations commerçantes acquièrent beaucoup d'idées par le commerce. Mais tant que le commerce va croissant, comme dans les Etats-Unis d'Amérique, il absorbe toutes les idées ainsi que tous les capitaux, jusqu'à l'époque où la pensée, cessant d'être employée à produire des richesses, se reverse sur d'autres objets.

Si la nation la plus commerçante avait les plus grands intérêts politiques à discuter, si, de plus, elle avait des guerres continuelles à soutenir, cette nation acquerrait une grande supériorité de pensée sur les nations placées dans d'autres circonstances.

Si l'on faisait l'histoire de la civilisation, on verrait que les nations se sont civilisées en raisons des moyens de communication de leurs idées. Pour produire la richesse spirituelle, il faut des grands marchés à la pensée, comme pour produire la richesse commerciale, il en faut aux objets d'échange.

A mesure que les idées se multiplient

chez une nation, à mesure qu'elles entrent en circulation, il se forme des foyers, c'est-à-dire, des sociétés réunies par quelque pensée centrale.

L'Angleterre est pleine de ces sociétés qui ont le plus souvent la richesse ou la politique pour objet. En Allemagne, ce sont les sciences et la littérature qui forment les points de réunion les plus nombreux. En France, c'est la société qui réunit les hommes. En Espagne et en Italie, presque tous les rassemblemens ont pour objet ce qui frappe les sens et l'imagination : c'est la religion, c'est le culte des saints, ce sont les beaux arts et les plaisirs, qui, sous le beau ciel de ces climats, réunissent les hommes.

J'ai parlé jusqu'ici de l'instruction naturelle, de celle que les circonstances, c'est-à-dire le hasard amène. N'y aurait-il pas moyen de tirer parti de cette instruction qui arrive sans efforts à tous les âges et à toutes les conditions, qui, à la longue, développe le caractère, augmente les richesses, et fait le bonheur ou le malheur, la misère ou la fortune d'une nation ?

La véritable instruction nationale, la seule utile, serait celle qui porterait la lumière précisément sur les idées convenables à chaque état. Il faut que le laboureur et le métayer connaissent l'agriculture, que le jardinier connaisse le jardin, le berger les moutons, le vigneron la vigne. Cette instruction est la seule qui profite chez le peuple, parce qu'elle seule porte sur un fond d'idées donné à chaque condition. Ce n'est que dans ce fond, déjà préparé par l'éducation et par la nécessité de vivre, que le germe de l'instruction peut lever. Le métayer qui aura acquis quelque connaissance dans une ferme expérimentale, y pensera en travaillant : il s'accoutumera à se rendre raison de l'ouvrage qu'il fait ; son travail lui donnera des connaissances, qui rendront une instruction subséquente plus profitable : c'est là la marche de ses études.

Les hommes qui craignent l'instruction du peuple, supposent toujours que les connaissances qu'on lui donne le feront raisonner sur les choses qui ne sont ni à sa portée, ni de son état. Le bon moyen de prévenir ce

mal, ce n'est pas de laisser aller au hasard les idées de chacun, mais de concentrer les connaissances de chacun précisément dans sa condition. Placer les pensées des hommes d'un côté et leurs occupations de l'autre, c'est pervertir l'ordre de la société; mais placer les connaissances de chacun dans le cercle de ses occupations, concentrer ses idées dans les devoirs de son état, c'est consolider le système social.

La grande puissance de l'instruction nationale, n'est point dans les idées, elle est toute *dans le motif* qui nous fait penser, et ce motif est toujours un sentiment.

Le sentiment habituel d'un peuple est celui de ses besoins. L'homme du peuple sans cesse occupé des moyens de gagner sa vie, aura un intérêt toujours renaissant pour tout ce qui peut rendre sa condition meilleure. Toute instruction qui atteindra ce sentiment sera toujours celle qui profitera le mieux. Elle est elle-même une source de bonheur, et c'est dans la jouissance qu'elle donne, que le plaisir se trouve en harmonie avec le devoir. C'est là qu'on trouvera la

source des plaisirs honnêtes, sans lesquels la vie de l'homme n'est jamais ni complète, ni heureuse.

Mais ces écoles du peuple que seront-elles? Elles seront à la fois une source d'instruction et de richesses.

Pour donner une faible idée de ce qu'il y aurait à faire en France, je vais copier une partie de la table des matières de l'ouvrage de Sylvestre qui ne parle que des besoins de l'agriculture. La partie industrielle demanderait aussi des établissemens, et si l'on avait pourvu à ces premiers élémens de l'instruction nationale, il y aurait tant de points lumineux dans l'étendue de ce beau royaume, qu'un jour nouveau viendrait à luire sur les autres classes de la société (1).

---

(1). Voici quelques établissemens que Sylvestre demande;

Grandes écoles spéciales.

Pour les mines;

Pour l'art vétérinaire;

Pour l'éducation des bêtes à laine;

Les classes supérieures, celles qui gouvernent les hommes, connaissent aussi peu la grande ignorance du peuple que sa misère. Nourris et élevés dans les richesses et dans la splendeur des beaux arts, le sentiment de l'ignorance ne les atteint pas plus que celui

---

Pour les haras ;
Pour l'aménagement des bois ;
Pour les vins et pour la vigne.

Petites écoles.

Pour l'éducation des bêtes à corne ;
Pour les abeilles ;
Pour les vers à soie ;
Du maraicher ;
Du pépiniériste ;
Du jardinier fruitier ;
Du jardinier.

École de perfectionnement pour l'économie rurale.

Fermes expérimentales ;
Muséum économique ;
Jardins économiques.

J'ajouterais un grand atelier pour les instrumens propres à l'agriculture.

du besoin. Semblables à cette reine qui, à ceux qui lui disaient que le peuple mourait de faim, répondait : *que ne mangent-ils du pain et du fromage*, ils vous renvoient aux écoles primaires ou aux lycées, comme s'il y en avait pour tout le monde.

Ce qui fait la richesse d'une nation, ce ne sont pas quelques belles fermes, ce ne sont pas ces cultures savantes que l'on admire ça et là, c'est l'universalité de d'une bonne culture, qui suppose des lumières universellement répandues. Comme il faut du pain à tous les villages, il faut des moyens d'instruction à tous les hommes.

En considérant les nations comme des personnes morales, on voit d'imbéciles enfans qui n'ont jamais appris ce qu'ils devraient savoir, l'art de vivre et de tirer parti de ce que la nature leur offre. Les nations les plus riches ont une éducation de grands seigneurs toute en luxe, toute calculée pour les classes supérieures; tandis que ce qui fait la richesse et le bonheur du peuple est livré au hasard.

Qu'on ne s'y trompe pas: chez le peuple, *c'est l'instruction utile qui est la base de l'instruction*

l'instruction morale. C'est l'instruction appropriée au travail de chacun, qui donne à l'homme ces grandes idées d'ordre, qui font la base de la justice et de la véritable liberté. L'individu, tout comme la nation, a sa mesure d'idées : les idées que vous ne donnez pas au bien, vous les vouez au mal. Que voulez-vous que l'homme fasse de son activité, si ce n'est pas au bien qu'il l'emploie ? L'ignorance n'est que l'activité de la pensée abandonnée au hasard, et cette activité est souvent destructive. Vous craignez les poisons et les ronces : est-ce en faisant de la pensée humaine un vaste désert que vous cesserez d'avoir des ronces et des poisons ?

J'ai parlé jusqu'ici de l'ignorance du peuple.

Les classes plus élevées sentent bien faiblement l'immense avantage que donnent de véritables connaissances. Mille préjugés s'opposent encore aux progrès des lumières dans la classe aisée ou riche de la société.

On croit que les hommes n'aiment pas l'instruction. Mais le développement d'une partie de nous-mêmes est toujours une jouis-

sance, et la véritable instruction n'est que cela. Tous les hommes et tous les âges ont du plaisir à acquérir des idées ou à développer celles qu'ils ont. La grande difficulté est de trouver à chacun le bout de l'écheveau par lequel ses idées se démêlent. Ce bout se perd aussitôt qu'on cesse de suivre l'instruction commencée dans la jeunesse. De là l'ignorance qui, comme un nuage toujours grossissant, vient couvrir la lumière acquise par l'éducation. Dès l'âge de vingt ou vingt-cinq ans la pensée s'obscurcit, et l'homme qui s'abandonne lui-même, rentre sous l'empire des ténèbres, dont il était à peine sorti. Au lieu de faire lui-même sa destinée, c'est au hasard qu'il va livrer sa vie.

De cet abandon de soi-même est né le préjugé qu'on ne s'instruit que dans l'enfance ou dans la jeunesse. Tous les hommes médiocres sont de bonne foi dans cette opinion, qui, chez eux, n'est que l'aveu naïf de leur incapacité. Ce qui fait qu'on réussit à instruire les enfans, c'est qu'on commence avec eux l'instruction par les élémens. Les hommes faits, qui n'ont pas continué l'ins-

truction de leur jeunesse, perdent tout moyen d'apprendre, au point de devenir incapables de faire aucun progrès dans les sciences dont ils ont oublié les principes. Ces gens, pour avoir appris quelque chose qu'ils ont oublié, se croiraient déshonorés de se remettre aux élémens, de manière qu'à une ignorance quelquefois présomptueuse, ils joignent l'incapacité d'acquérir aucune idée nouvelle.

Un préjugé qu'on retrouve partout, c'est de croire qu'il est un âge où l'instruction est inutile; comme si l'esprit, qui ne va pas en avant, ne rétrogadait pas aussitôt; comme si les élémens des sciences, appris dans la jeunesse, ne devenaient pas inutiles aussitôt qu'on cesse d'en faire usage. L'apprenti cordonnier sait que son apprentissage est fini lorsqu'il sait faire des souliers; mais quelle est la mesure d'instruction de l'homme qui veut apprendre à penser? Encore, si l'on suivait l'exemple du cordonnier, saurait-on faire quelque chose d'utile; mais que d'éducations que l'on abandonne, sans avoir rien appris au jeune homme assez

bien pour n'être pas oublié dans la suite. Faire de pareilles éducations, c'est remplir la cruche des Danaïdes, c'est tourmenter l'enfance à pure perte, c'est faire croire aux sots qu'ils savent quelque chose, parce qu'ils l'ont su autrefois. Le fil des connaissances perdu, vous perdez avec lui la faculté d'acquérir des idées, et tout ce qui étend et développe la pensée, vous demeure à jamais étranger.

Une erreur plus funeste que toutes les autres, c'est de confondre l'éducation de l'homme avec l'apprentissage de métier, et de croire que, pourvu qu'on puisse être attelé à une profession, ou à un emploi, on n'ait plus rien à faire qu'à se laisser aller à ses goûts, à ses fantaisies et à sa paresse. C'est cette idée qui fait tant d'hommes médiocres, tant de gens qui, n'ayant fait qu'un apprentissage, se trouvent, dans l'âge mûr, sans ressource dans l'esprit, et sans moyens d'acquérir des connaissances.

Il y a des pays où l'on croit que, pour prospérer dans le commerce, il ne faut savoir que le commerce. Je n'oublierai ja-

mais les conseils que me donna un négociant éclairé, lorsque je pensais à mettre mon fils dans cette carrière. « Achevez, me dit-il, l'éducation de votre fils, et croyez que tout ce qui éclaire l'esprit, sert dans le commerce. N'avoir que les connaissances pratiques de l'art, ne fait jamais que des négocians médiocres; et lorsqu'après avoir employé la moitié de la vie à acquérir de l'argent, on arrive enfin à l'indépendance, on ne sait que faire de son temps ni de ses richesses. Alors, faute de savoir ce qui ennoblit l'âme, on se trouve sans considération personnelle, quelquefois sans bonheur, et l'on regrette amèrement d'avoir négligé les moyens d'acquérir assez de connaissances pour être en état de les augmenter encore ».

Ce qui empêche la communication des lumières, c'est cette imperfection de l'éducation qui néglige de faire apprendre les élémens des sciences assez bien pour savoir rattacher ce qu'on sait à ce qu'on est à même d'apprendre. Le fil de ce qu'on a appris une fois rompu, l'éducation qu'on

a eue devient inutile. On croit long-temps savoir ce qu'on ne sait plus, et l'ennui, de refaire ses élémens oubliés, fait que celui qui les a appris, dans sa jeunesse, sera moins disposé à les rapprendre dans l'âge mûr, que celui qui ne les connut jamais.

Nous avons, sans nous en douter, des préjugés que nous avons honte d'avouer. Tout père, qui n'est pas de la dernière classe du peuple, sait qu'il faut donner une éducation à ses enfans. Mais passé l'âge de vingt ans, on dit l'éducation achevée, et si on a le moyen de nourrir ses enfans sans travail, on les abandonne à toutes les chances du hasard.

Hommes oisifs, donnez à vos enfans l'emploi de vos heures, et vous verrez bientôt les progrès de leur ignorance : ce n'est pas parce qu'on est jeune que l'on apprend quelque chose, mais parce que dans la jeunesse, on vous tient au travail, et qu'on vous fait suivre avec méthode une pensée. Voyez comme toute interruption dans les études enrouille les enfans et les rend indo-

ciles, et dites vous, que votre inapplication et l'irrégularité ou la nullité de vos travaux sont la véritable cause de la stagnation de vos idées, que vous attribuez faussement à l'âge.

Si la mémoire est plus flexible dans l'enfance, en revanche elle est plus tenace dans l'âge mûr; si l'enfance a quelquefois la mémoire des mots, en revanche l'âge mûr a celle des choses, qui s'impriment en raison de la netteté de conception de la pensée qu'on veut retenir.

La bêtise a son développement comme l'esprit, par des lois inverses de celles de l'esprit. Prenez l'habitude de ne fixer aucune pensée, gardez-vous de tout travail sérieux et suivi, tâchez de ne rien observer, d'être les yeux ouverts sans voir, de parler sans avoir pensé: alors, dans l'ennui qui vous dévore, laissez-vous aller à toutes vos fantaisies, et vous verrez les progrès rapides de votre imbécillité.

Mais c'est en avançant en âge que toutes les misères de l'ignorance et de la paresse se font sentir. C'est la destinée de la vieil-

lesse de faire ressortir tous les défauts du corps et de l'esprit pour faire de l'homme une carricature. Rien ne contrebalance cet affaissement des organes que le mouvement de l'esprit. Voyez comme l'homme qui n'a point exercé son âme, se courbe avec l'âge. La pensée, que rien ne soulève, pèse douloureusement sur tous les maux physiques, pour les renforcer par l'attention qu'on y donne. C'est avec ce cortège de douleur qu'on avance vers la mort sans aucun courage ni pour vivre ni pour mourir.

La phisionomie du vieillard décèle l'histoire de ses mœurs. L'expression du vice, passagère dans la jeunesse, devient permanente avec l'âge. C'est dans la vieillesse que l'empreinte fixée des passions vicieuses trahit et conserve la honte de la vie, tandis que la belle expression de la vertu devient l'honorable prix d'une carrière consacrée au bien de l'humanité.

Dans la jeunesse les idées naissent sous l'influence des sentimens qui les inspirent; dans la vieillesse c'est par les idées que les sentimens se raniment. Dans la jeunesse,

la liaison entre les sentimens et les idées est faible et incertaine ; de là son inconstance. Dans la vieillesse, cette liaison est forte et constante ; de là la ténacité de ses opinions et la force de ses souvenirs. C'est par la pensée que le vieillard sent encore, c'est par le sentiment que le jeune homme pense déjà. Mais la pensée ne se conserve que par le travail, et le travail ne fructifie que par la méthode.

Il y a des hommes de lettres chez qui la science qu'ils ont apprise n'est, comme dit Montaigne, qu'une pièce de rapport. Ces érudits vieillissent plutôt que les autres. Tous les arts de l'imagination vieillissent, parce qu'ils tiennent, par leur nature, à la sensibilité ; la pensée intime, celle qui naît de notre propre fond, se conserve toujours, et c'est celle-là qu'il faut cultiver de préférence.

Il faut donc distinguer deux éducations chez l'homme civilisé ; la première est l'apprentissage d'un art, d'un métier, et de ce qui fixe notre place dans la grande société. Il faut, pour faire aller la machine

sociale, que chaque rouage marche de concert avec tous les autres : il faut être bon magistrat, bon militaire, bon négociant, bon laboureur. Mais tous ces développemens partiels ne dégrossissent jamais qu'une partie de nous-mêmes, et, sans une seconde éducation, tout ce que la première n'a pas formé demeure brut, et l'être pensant reste à jamais étranger à lui-même. N'a-t-on pas vu de tous temps, des talens, de l'esprit, des vertus mêmes, croître à côté des ronces venues dans les parties non défrichées de l'âme.

La culture de l'esprit comme celle des terres, comme la conservation de notre fortune et de tout ce qui a quelque prix à nos yeux, exige des soins toujours renouvelés. Rien chez l'homme ne s'obtient et ne se maintient que par le travail. Le travail bien ordonné non-seulement est le premier besoin, mais aussi la première jouissance de l'homme et la source de tous ses plaisirs. L'oisiveté n'est qu'un lâche abandon de nous-mêmes, et la véritable éducation est celle qui embrasse la vie toute entière.

Dans la classe aisée ou riche, l'éducation de l'adulte est abandonnée au hasard. Moyens d'y remédier.

UN grand obstacle aux progrès des lumières, c'est l'abîme d'ignorance qui s'ouvre à l'âge où finit l'éducation. C'est dans le moment de la plus grande force de l'homme, que l'adulte, livré à toutes ses passions, laisse flotter sa vie au gré du hasard. Voyez que de soins l'éducation, soit publique, soit particulière, se donne pour conduire l'enfance dans les routes de l'instruction et de la vertu; et c'est sur le point de recueillir les fruits de vos travaux, que vous abandonnez votre ouvrage!

Parvenu à la saison de la maturité de l'homme, arrivé au moment où le crépuscule des idées de l'adolescence va se changer en lumière; c'est dans ce moment

que toute instruction cesse à la fois. Là, nos institutions finissent tout-à-coup, l'éducation domestique finit, et la frêle nacelle est désormais livrée à tous les orages !

Ne vaudrait-il pas mieux, s'il fallait opter, abandonner au hasard l'éducation de l'enfance, plutôt que celle de l'adolescent ou du jeune homme. Il semble que la simple présence, que l'exemple des parens, que le regard de la mère suffirait pour ramener au bien des enfans sans instruction. Le seul instinct porte les enfans à développer leurs sensations et à démêler leurs idées. Les passions de leur âge sont aisées à réprimer ; et comme l'enfant n'est presque jamais le plus fort, la nécessité d'obéir aux hommes et aux choses est déjà une éducation pour lui. Mais le jeune homme fougueux, s'il a de l'argent, ne trouve presque point d'obstacle à ses passions. Ce qu'on appelle *le monde*, n'est qu'une école de dépravation pour lui, dont il se voit bientôt forcé de suivre les corruptrices lois.

On se fait souvent de bien fausses idées de la jeunesse. On l'appelle l'âge des plaisirs

et du bonheur, tandis que, lorsque le travail ne fait pas la base de l'emploi de son temps, la jeunesse de l'homme aisé n'est que l'âge de l'ennui, des regrets, et d'un fond de malaise continuel, né de l'activité non employée du cœur et de l'esprit.

Bien souvent nos regrets nous trompent en nous persuadant faussement que nous avons été heureux dans telle époque de la vie. Vous voyez quelquefois d'imbéciles vieillards, par une espèce de vanterie, regretter leur jeunesse, quoique l'homme qui y aurait assisté, n'y eût trouvé rien de regrettable. Ces vieillards, en persuadant aux jeunes gens, qu'il suffit d'avoir leur âge pour être heureux, sont des espèces de corrupteurs de la jeunesse.

Ce que nous appelons les plaisirs de la jeunesse, se compose de sentimens plus ou moins passionnés, dont chacun a ses chances de malheur. C'est précisément dans ce temps de l'inexpérience qu'on joue la vie à gros jeu. Nul, plus que cet âge, aurait besoin de combinaisons pour ne pas jouer à perdre, et c'est cet âge que nous abandonnons!

Il y a plus : chez les âmes passionnées et actives, vous avez beau épuiser toutes les bonnes chances de la jeunesse, accomplir ses nombreux désirs, il s'attache, dans le fond de leur cœur, une soif de passions vives, un besoin de pensées nouvelles ou élevées qui les poursuit, les agite et les tourmente jusqu'à la douleur. Plus les bornes de nos facultés, plus les limites de notre être sont reculées, et plus le vide qu'on éprouve est immense. Pour de telles âmes, il n'y a de repos que dans les études, et c'est des études que vous les privez !

Le prix de la jeunesse est bien plus dans ce qu'elle peut être que dans ce qu'elle est, quand rien ne la guide. Ses chances de bonheur et de malheur sont également grandes, et c'est cependant cette époque décisive de la vie que nous abandonnons au hasard !

On croit la jeunesse indomptable, parce qu'on se fait une fausse idée de l'autorité. L'adolescence est l'âge où la volonté, l'âge où le *moi* s'éveille ; c'est par cette volonté même qu'il faut la dompter. Cela n'est pas aisé, je le sais, mais si l'éducation de l'en-

fance est une science que les siècles n'épuisent pas, celle de l'adolescence, qu'à peine on a ébauchée, est plus difficile encore.

Le véritable maître du jeune homme, c'est l'opinion de ce qu'on appelle *le monde*, et dans le monde celle de ses contemporains. Plus l'éducation de l'enfance a été commandée et plus l'adolescent s'empresse de la rejeter. Le moment de l'éveil de sa volonté est un moment critique qu'il faut suivre avec attention. Il y a une éducation à faire à cette volonté naissante; il faut surtout ne pas la choquer. C'est dans ce germe d'un nouvel être que sont placées toutes les vertus. Rien de plus rare qu'une âme naturellement vicieuse. La direction de nos facultés morales tend à la vertu comme celle de nos facultés physiques à la santé; et l'âme du jeune homme, que la première éducation n'a pas flétrie, s'élève d'elle-même vers le ciel, comme la tige d'une plante vigoureuse.

L'éducation du jeune homme est si difficile à faire qu'il est à croire que les parens, qui ne sont pas d'un esprit distingué, y

gâtent toujours quelque chose. Il y a, dans la fraîcheur d'une jeune âme, une finesse de tact, et en même temps une irritabilité qui est cause qu'elle se révolte contre la moindre injustice, et même contre la seule gaucherie de qui la saisit mal. Il faut surtout ne la prendre jamais que par sa propre volonté. Et comme l'autorité des parens a été, pour le jeune homme, l'autorité suprême, il est bon que le père ait l'air de l'abdiquer. En réalité il ne cède rien puisque toute autorité qui n'arrive pas au jeune homme par le cœur ou par la raison est nulle pour lui. Il y a plus : rien ne s'use comme l'autorité, et n'en faire que peu d'usage, est quelquefois le moyen le plus sûr de la conserver.

Dans les petites villes on n'a souvent ni maîtres ni hommes distingués par leur esprit. Les familles isolées n'ont pas les moyens de se donner ce qui serait nécessaire à l'éducation de leurs fils. Il faudrait donc s'entendre et se cotiser. Voici comment je crois, qu'avec peu de moyens, on pourrait, même dans les petites villes, continuer l'éducation

l'éducation des jeunes gens arrivés à l'âge où elle finit pour la plupart des hommes de la classe riche ou aisée.

Si la jeunesse se révolte contre la médiocrité, en revanche elle est docile à tout ce qui lui paraît grand en talens ou en vertus. Je me souviens que, dans ma jeunesse, je fus profondément touché de la haute sagesse et de l'heureuse pauvreté du savant Abauzit. Je voyais, avec émotion, ce vieillard prendre son frugal repas; quoique pauvre, je le voyais entouré de respects dans la seule Cité (1) au monde où le mérite éminent et la vertu vont avant le rang et les richesses. Je n'ai point oublié le sentiment de gloire que j'éprouvais, quand lui, qui ne faisait de visite à personne, vint me voir dans ma pension. Que ne ferait-on pas de la jeunesse, me disais-je, si elle était guidée par un tel homme! C'est le souvenir de ce vieillard qui m'a fait naître les idées que je vais développer.

(1) Genève.

Je suppose que plusieurs bons pères de la classe aisée, se soient réunis pour donner une éducation à leurs fils à peu près du même âge. Leur premier soin serait de trouver un homme distingué pour guider la jeunesse de leurs enfans.

Ces pères, en présence de celui qui désormais serait chargé de les remplacer, diraient à leurs fils : « Jusqu'ici nous avons » été les guides de votre enfance, aujourd'hui nous ne sommes plus que vos » amis. Vous avez assez de raison pour ne » suivre que vos propres lois, et pour » demeurer fidèles aux principes que vous » vous serez prescrits librement. Nous vous » donnons pour guide un homme supérieur » en vertus et en talens, qui, de concert » avec vous, fera un plan d'études et » d'occupations, auquel il tiendra la main. »

On se prescrirait alors un mode de vivre. On arrêterait de concert un plan d'études, d'occupations et même de plaisirs. Pourvu que tout soit fait de concert, pourvu que l'emploi de toutes les heures soit fixé, tout sera bon. Rien ne serait plus incroyable

que de voir des jeunes gens, se prescrire des choses vicieuses, ou tout autre plan qu'un plan proportionné aux forces de leur âge.

Le plus souvent, les hommes, livrés à leurs goûts, n'ont point de plan dans leurs études, encore moins dans les lectures qu'ils font; ou, s'ils en ont, ils ne le suivent pas. Et cependant l'intérêt que l'on prend aux études, et même aux simples lectures que l'on fait, est toujours, à la longue, proportionné à la bonté du plan qu'on s'est prescrit.

Un des avantages qu'on aurait en se cottisant serait de pouvoir donner à tous ce que chacun isolément n'aurait pu se donner. Est-ce le goût de l'histoire naturelle qui domine chez ces jeunes gens? on formerait un petit musée, où l'on établirait un jardin botanique. Est-ce la chimie qu'on aime? on se donnerait un laboratoire, etc.

Le jeune homme studieux et moral n'étant plus isolé, n'aurait plus l'opinion des autres à combattre; bien au contraire ce serait la jeune société qui, dans les villes peu

corrompues, donnerait le ton. Ce serait elle qui répandrait peu à peu le goût du travail et des plaisirs honnêtes, toujours inconnus à l'oisif qui ne va qu'au hasard.

Le directeur de cette jeunesse aurait l'autorité que les lois, dictées par les jeunes gens, lui auraient donnée. Il est à croire que leurs lois seraient plutôt sévères que relâchées; les enfans penchent vers la sévérité dans les règles qu'ils se prescrivent eux-mêmes, et les jeunes gens, pleins du sentiment de leurs forces, penchent encore plus vers la rigueur.

On attache trop exclusivement à l'idée d'instruction celle d'une école, ou d'un lycée. La véritable instruction est celle qui vient de nous-mêmes, celle qui part de notre propre fonds. C'est celle-là qu'il faut donner aux jeunes gens qui ont passé l'âge de l'adolescence.

L'école de Pestalozzi, toute consacrée à faire des essais d'enseignement, m'a fourni quelques aperçus que je vais développer. J'y ai vu donner aux jeunes gens des problèmes de géométrie ou d'algèbre à résou-

dre. Toute l'école est assise autour d'une table, chaque écolier travaille dans le plus profond silence. De temps en temps l'un parle à voix basse ; *non ce n'est pas cela*, lui répond tel autre. *Ne vois-tu pas que tu ne saisis pas l'état de la question*, dit un troisième. Un mot échappé à un quatrième, et tous ont trouvé la solution du problème. Les écoliers sentent lorsqu'ils sont sur la bonne voie, ils se précipitent sur la route des plus habiles, et arrivent au but comme de concert. Il y a, dans le sentiment d'un même effort, d'un même travail, une force inconnue, qui semble soulever l'esprit des plus faibles. Ce qui se fait dans la solution des problèmes d'algèbre ou de géométrie, deviendrait sans doute plus facile dans les études qui demandent une attention moins concentrée.

Je suppose que les jeunes amis entreprennent l'étude de Tacite. On se partagera les difficultés, de manière que chacun aura sa tâche. L'un sera chargé de l'étude des faits dont Tacite va parler, l'autre cherchera à connaître la constitution et les lois

de Rome, un troisième la géographie, les mœurs, les usages et les antiquités. De cette manière ils se serviraient réciproquement de maîtres, dans les difficultés qui se présenteraient. A l'heure de la leçon, ils arriveraient tous préparés. Chacun aurait lû les mêmes chapitres de Tacite; l'un d'eux serait chargé d'apporter la traduction de ces chapitres, qui serait contrôlée et corrigée par tous. On commencerait par la lecture du latin et par la traduction de l'écolier du jour. Il en arriverait, comme chez Pestalozzi, que les plus habiles corrigeraient les moins habiles, et l'on parviendrait sans doute plus vîte à bien entendre un auteur latin qu'à résoudre un problème d'algèbre. Il y aurait dans cette communauté de travaux, dans cette harmonie de nobles sentimens inspirés par Tacite, quelque chose d'énivrant, fait pour donner aux plus bornés le goût de l'étude.

Le grand secret de ce genre d'instruction, c'est de donner un ensemble et une *unité* au travail de tous; c'est ce que je n'ai vu nulle part que chez Pestalozzi. Il

faut, dans une pareille méthode, que personne ne soit désœuvré et que chacun, comme dans un concert de musique, ait sa partie, et aille en mesure avec tous ; c'est à obtenir cet ensemble, que tous les soins du maître doivent tendre.

La méthode *de diviser le travail*, et *d'agir ensemble*, peut s'appliquer à toutes les études. Est-ce Virgile que vous lisez ? l'un sera chargé de l'étude de la versification, un autre de la géographie et des antiquités, un troisième s'appliquera à éclaircir les passages difficiles, un quatrième aura étudié les beautés de l'auteur, etc. etc.

Est-ce l'histoire de France qu'on veut étudier ? on prendra Hénault pour guide ; tous s'occuperont d'une même époque de l'histoire, chacun l'aura lûe dans quelque auteur différent. On travaillera de concert à la rédaction de ce qu'il y aura de plus intéressant dans les lectures particulières de chacun. Pourvu que tout se rattache à un travail central, tout s'éclaircira de soi-même, et dans cette communication

des idées, il y aura des sources intarissables de recherches, de conversation et de jouissances.

Dans tous les colléges on a le grand tort de n'occuper à la fois qu'un écolier avec lequel on endort tous les autres, ou si le maître endoctrine toute l'école à la fois, il n'excite que faiblement l'activité des enfans, qu'il faudrait sans cesse tenir en haleine (1). Il en résulte une léthargie

(1) Voici quelques idées que je propose aux écoles un peu nombreuses. Je suppose que c'est la vie de Thémistocle qu'on va interpréter dans Népos. J'emploirai une leçon à donner aux jeunes gens une idée de la vie de Thémistocle, et de l'époque dans laquelle ce grand homme s'est distingué. Cela fait, je diviserai l'école en sections de 10 ou 12 écoliers. Chaque écolier d'une division serait chargé d'une petite phrase, d'un mot ou d'une locution du chapitre dont sa section va donner une traduction ; de manière que chaque difficulté aurait son petit professeur. Cette méthode leur apprendrait à se servir de leur grammaire et de leur dictionnaire, à faire usage de leurs moyens, et à travailler en commun, à un même objet.

universelle qui, à la fin, saisit le maître même, et les écoles vulgaires, au lieu de tendre l'esprit, le détendent. Chez Pestalozzi au contraire, il y a une telle ardeur d'études, que j'ai vu des enfans rester à leur leçon malgré l'heure du dîner ; de manière qu'il fallait user d'autorité pour faire cesser leur travail.

Le véritable esprit de la méthode de Pestalozzi, est de produire cette unité d'efforts et de travaux, ce concert unanime de tous, qui, en employant l'activité de chacun, ne laisse personne en arrière. De

---

Les traductions achevées dans chaque division, les sections, de concert avec le maître, prononceraient sur la meilleure version qui serait ensuite corrigée par le maître. Le lendemain une division ferait deux ou trois questions à une autre division. *Quelle est la conjugaison de tel verbe ? Que veut dire telle locution ?* La division questionnée fera à son tour des questions etc. Par de semblables moyens l'activité de chacun serait tenue en haleine, il en naîtrait un intérêt général pour un même travail ; et une unité d'efforts et de pensées pour une même tâche.

là l'usage de faire, en certains cas, répéter à haute voix, à tous les écoliers à la fois les paroles du maître; usage que j'ai vu avec surprise employé par les sergens français dans les leçons qu'ils donnaient aux conscrits.

Que de choses l'homme isolé ne peut faire qu'il ferait, s'il agissait de concert avec les personnes qui ont le même intérêt que lui! Dans les petites villes surtout, où il n'y a souvent ni maîtres, ni bibliothèque, la plus lourde oisiveté pèse sur la classe aisée de ses habitans. Donnez-vous un gouverneur à votre enfant? l'enfant n'en demeure pas moins la proie de tous les oisifs *de l'endroit*. Votre fils vaut-il mieux que ses camarades? il en sera détesté.

En France, où la capitale engloutit l'esprit, les connaissances, et l'argent de tous, il serait bon d'attacher les hommes riches au lieu de leur naissance. La capitale même n'y perdrait rien, puisque, plus la pépinière nationale serait soignée, et plus tout le monde y gagnerait.

C'est dans les petites villes surtout qu'on ferait avec avantage l'essai de l'association dont je viens d'indiquer les principes. L'homme de mérite, chargé de guider les jeunes gens, serait bien moins le surveillant que l'ami de ses disciples. Il tiendrait la main à l'exécution de leurs propres règlemens, il leur indiquerait les bons ouvrages, il veillerait surtout à l'emploi de leur temps, en présentant régulièrement à la société le tableau du travail fait dans la semaine, et le tableau de celle qui va suivre.

Mais que deviendrait, dira-t-on encore, l'autorité des parens ? C'est précisément elle qui aurait gagné à l'émancipation de leurs fils. Ces jeunes gens qui auraient pris l'habitude et l'amour des bonnes mœurs et du travail, sentiraient bien mieux tout ce qu'ils doivent aux auteurs de leur liberté, que si, livrés à l'oisiveté et aux vices, ils n'eussent vu dans leurs pères, que d'importuns surveillans bons tout au plus à payer leurs sottises.

Je suppose qu'une pareille association ait réussi pour les jeunes hommes, peut-

être les mères en formeraient de semblables pour l'éducation de leurs filles. Qui ne sent ce que les mœurs gagneraient à cet enseignement ? Les parens s'entendraient entr'eux ; ce qu'on appelle *le monde* ne serait plus cet imbécille tyran ennemi du travail, des mœurs et du bonheur de la classe aisée ou riche de la société. Il faudrait peu de choses pour détrôner ce ridicule dominateur des petites villes. Souvent on appelle opinion publique celle du plus petit nombre. Il y a telle ville où il suffirait d'avoir le suffrage de cinq ou six personnes pour avoir conquis ce qu'on avait cru l'opinion générale.

Je n'ai point touché encore au meilleur résultat de cette association intime de travaux, de pensées et de plaisirs pour des jeunes gens bien nés. Ce résultat serait l'amitié qui se formerait entr'eux. Ce sentiment sublime, trop négligé de nos jours, ne peut naître que chez des hommes occupés. L'homme oisif pèse sur les autres ; il n'a jamais son aplomb. Il a des besoins pressans et momentanés, il a des fantaisies et non

des goûts ; il lui faut des camarades et non des amis. Un tel être n'est jamais complètement à lui-même ; dans tel moment il aimera avec passion son camarade, comme un homme pris de vin aime avec passion celui qu'il va oublier le lendemain. C'est l'oisiveté, c'est le vide de nos mœurs, ce sont les attroupemens réguliers qui en résultent, ce sont ces rassemblemens sans objet, qui sont la mort de l'amitié. Au lieu de chercher quelque pâture au besoin de sentir et de penser, les jeunes gens vont dans les cafés ou dans les *cercles à jeu*, comme l'invalide, qui n'est bon à rien, se rend à l'hôpital.

L'homme vraiment occupé a une continuité d'existence que l'oisif n'a jamais : chez l'homme oisif le fil de la vie se rompt trois ou quatre fois par jour. Alors il erre au hasard. Ses goûts sont dépravés et malades ; comment aimerait-il quelque chose ? Ce n'est que dans l'étude et dans le travail, surtout dans l'étude de nous-mêmes, qu'il faut chercher cette source pleine et intarissable d'existence, qui, toujours plus riche,

se répand au-dehors, et nous rend dignes d'aimer et d'être aimés.

Une jeunesse mal employée, en corrompant l'âge mûr, corrompt la vie entière de l'homme. C'est dans la jeunesse et non pas dans l'enfance, qu'on prend les habitudes qu'on garde toujours. Jamais l'âge n'efface l'empreinte imprimée par une longue oisiveté, et jamais il ne corrige les vices contractés dans la jeunesse. Rien de plus malheureux, ce me semble, que de porter, dans un âge avancé, les cicatrices des folles passions d'une jeunesse égarée, et de joindre au sentiment de ses infirmités, tout le poids de ses souvenirs.

Il y a, dans l'habitude du travail, surtout de celui qui sert au développement de nos facultés, un résultat qu'on n'a pas assez présent à l'esprit.

Tout travail régulier est une jouissance pour le présent; mais ce qui distingue le travail fait avec méthode, c'est que chaque pensée que nous faisons naître, prépare à une jouissance nouvelle; de manière qu'au lieu de dépenser réellement le temps,

comme fait le vulgaire, l'homme qui pense, le place à gros intérêts. Une idée, que je ne développe qu'à demi dans ce moment, me prépare une jouissance pour le moment où je la développerai davantage; de manière que le temps écoulé n'est point perdu pour l'homme qui pense, tandis qu'il l'est toujours pour qui ne pense qu'au hasard.

La vie de l'homme désœuvré s'engouffre chaque jour dans l'abîme du passé, tandis que celle de l'homme qui pense avec méthode, se répand sur l'avenir comme un fleuve bienfaisant.

Chez l'homme vicieux, le passé est en hostilité avec l'avenir, le jour du vice écoulé se reproduit tôt ou tard pour le tourment de quelqu'autre jour; et l'homme qui, dans sa jeunesse, n'a pas appris à régler son temps d'après les lois de l'avenir, sera la victime, non-seulement de ce qui est, mais encore de ce qui a été et de ce qui va être.

DE L'EDUCATION DES BERNOIS.

J'AI siégé quatre ans dans le conseil académique de Berne. Je me plaisais à admirer le zèle qu'on y déployait pour l'éducation; mais, malgré ce zèle louable, l'éducation publique de cette ville n'atteignait point alors à une grande perfection.

La raison en était que l'on voulait faire par des règlemens ce qui ne pouvait réussir que par les talens du maître. Il y a beaucoup de choses, comme par exemple l'enseignement, qui ne peuvent avoir de succès qu'autant qu'on les abandonne avec pleine confiance à ceux qui en sont chargés.

Les règlemens peuvent bien fixer les *rapports extérieurs* entre les choses; mais l'enseignement (comme tout ce qui suppose du talent) doit être confié à la volonté la plus illimitée du maître. Il y a des règles pour parler

parler correctement, mais tous les règlemens du monde ne produiraient pas un bon écrit. Il en est de même de l'art d'enseigner : des règlemens, sans le talent, loin de suffire à former de bons maîtres, ne feraient que rendre plus mauvais ceux que l'on a. Le talent est la chose du monde la plus individuelle, celle qui meurt le plus vîte.

Il y a d'excellens pensionnats en Suisse, et deux établissemens, celui de Pestalozzi, et celui de Hofwil, admirés dans tout le monde civilisé. Je ne crois pas que jamais on ait pensé à étudier les méthodes de ces pensionnats, pour faire usage de ce qu'elles pourraient avoir de bon. On se contente, le plus souvent, de leur trouver des défauts.

Dans le système réglémentaire il se forme peu à peu une espèce d'opinion publique et des axiomes qu'on n'oserait dépasser ; c'est le moyen le plus infaillible de ne sortir jamais de la médiocrité.

Il faudrait, pour faire prospérer l'éducation publique, *n'épargner rien pour former d'excellens maîtres; et, quand on en a de*

tels, avoir en eux une confiance sans bornes. La tâche d'un conseil académique serait, ce me semble, de prescrire ce qu'il faut enseigner, et d'abandonner le *comment* aux talens des maîtres.

Je suppose une ville de fabriques, où, depuis plusieurs siècles, tout se fût *manufacturé* d'après des règlemens, on ne peut douter que les productions de cette ville ne fussent aujourd'hui en arrière de toutes les productions de fabriques libres; mais la fabrique de la pensée, celle qui doit produire le talent, est bien plus aisée à froisser que du coton, de l'acier ou de la poterie.

Rien de plus admirable que l'esprit public de la république de Berne. Berne, après avoir été pillée par les brigands de la révolution, après avoir perdu son gouvernement et ses lois, recommença sa carrière par doubler les fonds de l'éducation publique, qui fut dès-lors soumise à des hommes d'un zèle distingué.

L'instruction publique des enfans ne peut réussir que dans les villes où l'éducation

domestique va de concert avec l'éducation publique. Sous ce rapport, Genève peut servir de modèle à toutes les villes de l'Europe à moi connues. Il y a à Genève une espèce de culte pour l'éducation. Les prix qui se donnent au collége sont des fêtes de famille : les mères sont d'admirables institutrices, qui surveillent les leçons de leurs enfans. Il n'y a jamais de lacune ni de tiédeur dans le travail des écoliers; on ne sait ce que c'est que les châtimens; parce que le plus grand de tous serait de déplaire à ses parens. Un autre trait qui caractérise Genève, c'est que c'est la seule ville du monde où la bonne éducation pénètre dans toutes les classes. Ce n'est qu'à Genève que j'ai vu des pauvres assistés obtenir des permissions pour avoir des livres de la bibliothèque publique, et demander la charité pour les besoins de leur esprit, comme ailleurs on demande à boire ou à manger.

A Berne l'éducation publique est plus étrangère à l'éducation domestique qu'à Genève, cependant ce n'est pas l'enfance qui y est négligée, mais l'âge de l'adulte, dont l'oisiveté pèse sur les familles.

Avant la révolution de 1798, qui renversa l'ancienne république, il y avait, entre les années vouées à l'éducation, et l'âge désigné pour entrer dans le grand Conseil, une lacune de dix à douze ans toute consacrée à la dissipation et à l'oisiveté.

Les habitans d'une grande ville ne peuvent se faire une idée de la dissipation d'une petite ville. Dans les grandes villes les grandes distances font qu'on échappe, pour quelques heures, à la contagion des oisifs. Il y a d'ailleurs dans la dissipation d'une grande ville une activité et une combinaison qui donnent aux plaisirs mêmes le mouvement d'une affaire ; les jeunes gens qui ont quelque goût pour les lettres ou pour les beaux-arts, s'y trouvent attirés par ce qui peut satisfaire ces goûts : mais dans les petites villes on n'est fortement attiré par rien, et dans le vide où l'on flotte, on erre au hasard, poussé et repoussé par des goûts passagers, incapables de satisfaire ni le cœur ni l'esprit. Veut-on sortir de l'ornière publique ? on est aussitôt repoussé par tous les hommes dont on se sépare.

Dans l'ancienne république de Berne, l'entrée au grand Conseil était l'époque d'une conversion complète de la jeunesse patricienne. L'antique esprit de cette république semblait inspirer au jeune magistrat le goût du travail, des mœurs et de toutes les vertus. Mais, depuis la révolution, l'administration se trouvant concentrée dans le petit Conseil, (dont tout le canton avait l'entrée,) les jeunes patriciens, une fois tombés dans l'oisiveté, ne trouvèrent plus aucun moyen de s'en relever.

On a cherché à inspirer aux jeunes gens le goût du militaire, et l'on y a réussi. Mais il faut que le goût pour le militaire s'allie avec le travail et non avec la dissipation et avec l'ignorance.

Deux choses manquent à l'art militaire tel qu'il est pratiqué en Suisse; la connaissance topographique du pays, et l'habitude de faire des évolutions en corps de nation, c'est-à-dire, avec les troupes réunies de tous les cantons.

Comme tout Suisse est destiné à se défendre en corps de nation, il faut que le

goût de la guerre lui soit inspiré par l'amour, non de son canton, mais de sa véritable patrie, la Suisse, qui, seule désormais, est en état de le défendre. Mais, pour se battre ensemble, il faut se connaître, s'aimer et avoir médité de concert la défense commune de tous.

Il faudrait en Suisse une école militaire nationale et un noyau d'armée. La guerre est devenue une science, et il ne faut plus se laisser éblouir par ce qu'ont fait nos ancêtres dans des siècles qui n'ont aucun rapport avec le nôtre.

Que de fois, dans les promenades à pied que j'ai faites en Suisse avec Jean de Muller, n'avons-nous pas déploré de voir ces exercices militaires se borner à des espèces de parades ! Muller me faisait observer que dans la guerre qu'on viendrait nous faire, nos officiers supérieurs seraient le plus souvent aussi étrangers à la connaissance de leurs pays que les ennemis mêmes. « Il faudrait, me dit-il, avoir, » comme chez les anciens, des jeux mili- » taires, faire des marches à travers les

» montagnes; il faudrait surtout une plus » grande intimité entre les Cantons ». En effet, sans quelques sociétés établies par des particuliers, ces cantons seraient aussi étrangers l'un à l'autre que le seraient entr'elles de grandes nations. Pour opérer cette union, il faudrait rompre les barrières que l'égoïsme, que de fausses prétentions, ou des terreurs pusillanimes élèvent chaque jour entre les cantons, et se souvenir que tous les Suisses n'ont désormais qu'une seule et même destinée. La patrie du matelot, lorsqu'il est en mer, ce n'est pas le hamac où il couche, mais le vaisseau qui le porte C'est de notre union intime, et non plus de la clémence d'autrui, que nous devons obtenir cette noble indépendance dont la conquête fait la gloire de nos aïeux.

En Suisse l'uniforme est trop souvent, pour les jeunes gens, un brevet de dissipation et d'oisiveté. Que l'on imite, si l'on peut, cette belle école polytechnique établie, non par Bonaparte, mais par Carnot. C'est là que les travaux de l'esprit, que l'étude profonde des mathématiques, des

langues, du dessin et de tout ce qui forme l'homme supérieur, se trouvent alliés aux exercices militaires, à la connaissance des armes et du génie : là, le goût de la guerre se trouve réuni avec la frugalité, avec l'habitude d'une vie dure et non avec la mollesse, la dissipation et les goûts dépravés.

Le service militaire auprès de nations étrangères va devenir une des grandes ressources des Bernois; mais, pour avancer dans cette carrière, il faut se mettre au niveau des connaissances militaires de nos jours.

Au défaut d'un établissement national, il faudrait, à Berne, lier à un même plan d'études tous les jeunes gens qui se vouent au militaire, il faudrait que toutes leurs heures fussent employées : il faudrait que la connaissance des anciens, celle des langues allemande et française, surtout l'histoire de leur patrie allassent de pair avec les mathématiques et avec tout ce qui tient à l'artillerie et au génie.

J'ai parlé plus haut des écoles d'agriculture comme écoles de mœurs et d'économie.

L'épée et la charrue, voilà ce qu'il faut aux Bernois. Mais, pour être quelque chose de plus que des paysans ou des soldats, il faut des lumières.

Qu'on ne craigne pas quelques frais d'établissemens; ce qu'il y a de plus cher au monde et de plus coûteux, c'est l'oisiveté. Que de familles ruinées à Berne par les mœurs que l'oisiveté entraîne! L'oisiveté, lorsqu'elle devient générale, forme un code de dépravation auquel tout jeune homme est forcé de se soumettre. Dans les pays où ce code domine, il faut que l'homme studieux se rende aux lieux où l'ignorant s'attroupe; il faut que l'homme qui pense vive comme celui qui n'a jamais pensé, que l'homme sobre passe ses jours comme l'ivrogne ou le glouton, que l'homme rangé dépense comme le libertin, que celui qui a des mœurs imite celui qui n'en a pas. Qui ne sent, que dans cette pente générale, il y a une accélération vers le mal, qui menace la ruine des familles et de l'Etat.

C'est l'oisiveté, c'est la nullité de la pensée qui nourrit l'esprit de parti et les

haines éternelles. L'incapacité d'acquérir des idées fait qu'on est condamné à vivre avec celles qu'on se trouve avoir. Sont-elles douloureuses, a-t-on fait des pertes, a-t-on été froissé dans son amour-propre ? on y pense nuit et jour, et l'on se voit comme emprisonné avec les fâcheuses images qui nous obsèdent.

Rien, ce me semble, ne peut remédier à tant de maux, qu'une éducation forte et un amour de la grande patrie, seule capable de dompter l'amour exclusif de sa ville, qui, en Suisse, n'est jamais qu'un égoïsme déguisé.

ÉDUCATION DU PEUPLE.

Il y a bien des personnes qui ne veulent pas que le peuple sache lire, écrire et chiffrer. Ces gens croient que plus le peuple est ignorant, mieux il obéit. Ils se font de l'ignorance une fausse image; ils se représentent l'âme de l'ignorant comme une table rase. Mais cette prétendue table rase est aussi remplie chez l'ignorant que chez celui qui sait écrire et chiffrer. Le peuple ignorant a son encyclopédie, son *credo* et ses opinions de toute espèce, aussi bien enracinés que l'homme instruit. Toute la différenre consiste en ce que le très-ignorant croit un peu mieux aux choses absurdes que le moins ignorant. Il en arrive que le très-ignorant sera un peu plus aisé à séduire que celui qui aura appris à combiner quelques idées. Dans un Gouvernement aussi fort que

celui de la France, (1) l'homme éclairé sera précisément celui qui obéira le mieux, parce qu'il verra mieux que l'homme ignorant la nécessité d'obéir. Si, dans tel Gouvernement, il y avait jamais quelque révolte à craindre, ce ne serait que de la part des hommes incapables de combiner deux idées, précisément de la classe la plus dénuée d'instruction.

Qui, d'ailleurs, a dit aux ennemis de l'instruction que les hommes ignorans sont les plus faciles à mener. Ils obéiront quelquefois mieux que d'autres; mais pour une fois qu'ils obéiront, il y en aura vingt autres où ils seront récalcitrans à ce qui choquera leur aveugle instinct; et, rien, à la longue, n'obéira plus mal que des hommes sans raison, pleins de préjugés absurdes, incapables de voir leur intérêt bien entendu.

Vous citez les Turcs et tant d'autres nations barbares. Mais ces nations sont

---

(1) Ceci a été écrit sous le Gouvernement de BONAPARTE.

presque toujours conduites par un fanatisme aveugle qu'il est dangereux d'irriter. S'il obéit d'un côté, il commande de l'autre.

Chaque homme a sa mesure d'idées et sa mesure de foi proportionnée à l'activité de son esprit. Ne vaut-il pas mieux remplir ces mesures d'idées de quelques instructions utiles toutes pratiques, faites pour éclairer l'homme sur ses intérêts les plus immédiats, que d'abandonner au hasard ce qui détermine sa volonté. Ce hasard d'ailleurs est aisé à prévoir ; ce que vous donnez à l'ignorance extrême, sera tout entier au profit des passions, du vice et des préjugés.

Je ne suis point de ceux qui attribuent la révolution française à l'absurdité de quelques opinions qu'ils appellent philosophiques. Sont-ce les idées philosophiques qui ont porté sur l'échafaud la tête de Charles I.er ? N'étaient-ce pas elles, au contraire, qui parvinrent à dissiper sous Charles II, l'orage du fanatisme qui venait de foudroyer le trône ?

Le besoin de croire existant chez tous les hommes, il faut empêcher que ce besoin ne soit employé par le premier occupant.

Après l'instruction religieuse et morale, la connaissance la plus nécessaire au peuple est de savoir chiffrer. Placez une nation qui sait chiffrer à côté d'une nation qui ne le sait pas, et vous verrez à la longue la nation qui chiffre en possession de toute la richesse commerciale de celle qui ne chiffre pas.

On fait des règlemens de commerce, on fait la guerre pour le commerce, et on oublie le règlement le plus utile, celui de mettre tous les hommes en état de faire ces premiers échanges qui sont la base de tous les autres.

On ne se doute guères que de savoir chiffrer, est, chez une nation, un grand pas fait vers la probité. J'ai remarqué qu'il n'y a nulle part plus de fripons que chez les nations très-ignorantes dans l'art de chiffrer; et cela doit être, puisqu'il n'y a nulle part plus de dupes. Chez les hommes

qui ne savent pas compter, les plus habiles sont ceux qui ont trouvé les moyens de duper les autres, et ils en profitent. La connaissance universelle du calcul établit une espèce de pudeur qui prévient les tromperies grossières (1).

Je l'ai dit plus haut ; l'ignorance n'est point un état négatif de l'âme, elle n'est point une simple absence de lumières : bien au contraire, il n'y a rien de plus positif que l'ignorance, et l'homme sans instruction a souvent plus d'idées qu'il n'en eût acquis par une éducation soignée, et il y tient davantage. Comparez un enfant oisif, abandonné à ses caprices, avec l'enfant qui vient de faire sa leçon, et vous verrez que le petit sauvage, qui a couru les champs ou les rues, a eu plus de sensations que l'écolier renfermé dans une école.

---

(1) Il y a des départemens en France où le métayer qui ne sait ni écrire ni chiffrer, s'en rapporte aux comptes tenus par le propriétaire. On sent combien il en peut naître d'inconvéniens et d'abus.

Mais l'école, quelque mauvaise qu'elle soit, produit deux effets salutaires. Elle oblige à une attention *commandée*, et elle attache bien ou mal les idées de l'enfant à quelque partie de l'ordre établi.

L'attention commandée est le premier acheminement à la raison. C'est elle qui fait taire les mouvemens d'une imagination sans règle, toujours incompatible avec la réflexion.

Toute école ramène l'enfant à l'ordre social tel qu'il se trouve établi. Chez toutes les races d'hommes non cultivées, comme par exemple chez les Turcs, le peu d'instruction qu'il y a, ramène aux préjugés nationaux; mais tant que ces préjugés existent, il y a quelqu'avantage à ne pas en être heurté.

L'état habituel de l'homme ignorant, est d'être commandé par son imagination. L'homme sans instruction, l'homme sans attention commandée, est l'homme de la nature. S'il vivait hors d'une société déjà établie, on le verrait peu à peu commencer un ordre social. Mais cet homme, placé dans

dans un état tout formé, ne peut commencer un nouvel ordre de choses, sans faire naître un combat, toujours funeste ou à l'ordre établi, ou à l'homme qui ose, sans succès, combattre cet ordre.

Je me souviens du temps de ma jeunesse où je méprisais les écoles de village. A quoi peut servir, me disais-je, ce griffonnage qu'on y apprend, et cette théologie jamais comprise qu'on y enseigne? Tout cela vaut-il le sacrifice qu'on exige du jeune homme qui eût bien mieux employé son temps à courir, s'ébattre et faire des jeux, qu'à se tourmenter dans la sombre caverne d'une école.

En 1795, 1796 et 1797, j'avais un emploi dans la Suisse Italienne. Là seulement j'appris à connaître l'ignorance. J'avais des procès à juger; j'avais toutes les branches de la Législation à surveiller, j'avais de nombreuses audiences. Les hommes que je voyais étaient bien de la race des Suisses; mon cœur s'attachait à eux comme à des enfans; mais il était impossible de se faire entendre d'eux par la raison. Il y avait chez ces hommes une fécondité

d'idées; d'absurdités et de croyances superstitieuses de toute espèce; tout cela se croisait et s'enlaçait si bizarrement ensemble, que je me croyais dans les déserts de l'Amérique, où de superbes forêts rendues inaccessibles par les lianes, recèlent d'impénétrables ténèbres. Je voyais en résultat la douleur et la misère régner sous le beau ciel de ces vallées italiennes; tandis qu'en repassant chaque année par les Alpes septentrionales de la Suisse, je voyais, près des neiges éternelles, sur une terre menacée de la chûte des montagnes, ou frappée de stérilité par les rochers que l'activité de la température détache continuellement des grandes masses, je voyais, dis-je, sur ce sol stérile, régner l'aisance, la paix et le bonheur. (1)

(1) La raison première de la pauvreté de la Suisse Italienne était dans la constitution vicieuse de ces bailliages soumis les uns à douze, et les autres à trois Souverains. Un mauvais gouvernement abrutit le peuple, et l'ignorance du peuple perpétue à son tour le mauvais gouvernement. Com-

Les habitans de la Suisse septentrionale ne sont rien moins que savans ; mais l'ignorance qu'ils peuvent avoir n'est que négative, et on les trouve susceptibles d'instruction, de conduite et de lumières.

Il serait difficile d'étaler leurs connaissances sur le papier ; mais leur raison souvent dégagée de préjugés, est ouverte au bien et susceptible de vertus, surtout dans les cantons où l'instruction religieuse tend à éclairer le cœur et l'esprit plutôt qu'à obscurcir l'âme par des dogmes ou des pratiques dénuées d'instruction. La raison, ce grand bienfait d'une âme saine qu'on se plaît à retrouver en deçà des Alpes, on le doit aux écoles ; et dans les cantons où les écoles sont très mauvaises, on la

---

ment prévenir ce cercle vicieux si ce n'est par l'instruction du peuple ? Un peuple instruit empêche le gouvernement de se corrompre ; et à son tour le bon gouvernement empêche le peuple de s'abrutir par l'ignorance. En éclairant les abus on prévient les abus, et les lumières universellement répandues, éclairent à la fois et le souverain et le peuple.

doit à la constitution démocratique, qui répand nécessairement quelques connaissances chez les très-ignorans.

Demander s'il faut donner de l'instruction au peuple, c'est demander s'il faut donner des racines aux arbres qu'on a plantés. C'est par une instruction adaptée à chaque condition, que chaque condition prospère; et c'est par cette instruction qui fait naître la prospérité nationale, que chacun tient à la place où il se trouve bien.

Si l'on demande quelle instruction il faut donner au peuple, je réponds que c'est celle appropriée à la condition de chacun.

Si chaque grande branche d'industrie était soignée à part et surveillée par les sciences dont elle relève, on ferait à chaque métier son catéchisme. On donnerait à chacun une instruction élémentaire assez relevée, pour mettre l'artisan en état de comprendre les directions ultérieures qu'on pourrait lui donner dans la suite. Il faudrait donc qu'il sût lire, écrire et chiffrer; il faudrait qu'il eût quelques livres élé-

mentaires qui contiendraient des formules de compte. Il faudrait surtout que l'instruction religieuse s'attachât aux principes de la morale plutôt qu'aux dogmes par lesquels les prêtres de tous les pays dominent l'homme sans l'éclairer.

En parlant de l'instruction du peuple, il faut distinguer la classe agricole et manufacturière de celle des hommes sans métier et sans propriété. La classe des propriétaires et celle des hommes nés dans une famille d'artisans, acquièrent de l'instruction sans aucun effort. Le propriétaire et l'homme né dans un atelier n'a qu'à ouvrir les yeux et suivre les travaux qu'il va faire, pour acquérir une grande partie des connaissances qui sont nécessaires à son éducation. Il n'en est pas de même de l'homme né sans état et sans propriété, qui, jeté hors de la route du travail, placé, en naissant, hors de la carrière de l'industrie, demeure comme étranger à l'ordre social, et privé de tous les moyens de subsister.

Un enfant élevé dans une famille aisée de la Suisse (ce qui, dans ce pays-là, veut

dire qui a de quoi nourrir une vache), saura mille choses utiles apprises dans son état de propriétaire. Il pourra, à son choix, devenir berger, journalier, fermier ou *fruitier* (1). Il tient à la société par trois ou quatre racines. Mais l'enfant né dans une famille sans propriétés et sans état, ne tient à rien. Son inapplication le rend incapable de rien entreprendre. Il essayera de plusieurs métiers, et comme il n'y a pas de probabilité qu'il réussisse au premier essai, il épuisera ses moyens en passant d'un travail à un autre. L'effet de ce changement d'occupations et d'efforts sera de devenir incapable de gagner sa vie; le voilà forcé de devenir mendiant, voleur ou fripon.

On a, dans les livres d'éducation, souvent exagéré le mérite de l'aumône. La meilleure charité, la plus utile de toutes, c'est celle qui s'emploie à l'éducation des enfans de la classe des indigens. C'est par

(1) On appelle *fruitier* en Suisse, celui qui sait *gouverner* un troupeau sur la montagne et faire le fromage.

l'éducation que l'indigent rentre dans l'ordre social, dont l'abandon et la pauvreté l'avaient fait sortir; comme c'est par le manque d'éducation que la classe élevée retombe dans celle des indigens, dont le mérite de quelque ancêtre l'avait tiré.

L'éducation du pauvre est le premier devoir du Souverain, et le plus négligé de tous. Voyez les avantages qui résulteraient à bien élever le pauvre; l'argent employé à son éducation épargnerait l'aumône qu'on lui ferait, s'il avait été abandonné à lui-même; et l'homme qu'on aurait formé au travail, loin de tomber à charge à la société, enrichirait la société de tout le produit de son industrie.

Mais l'on s'indigne de parler d'argent, lorsqu'il est question de devoirs, de mœurs, de bonheur et de tout ce qui tient à la dignité de l'homme. L'indigent bien élevé sera vertueux; le mendiant au contraire ne peut l'être. Tout ce qui blesse les rapports sociaux est plus ou moins vicieux. Comment l'homme, rejeté hors de la société, l'homme à qui on n'a pas appris les moyens

de subsister, comment un tel homme pourrait-il ne pas être en guerre avec la société ?

J'ai quelquefois parlé de la nécessité de lier la théorie à la pratique, et de la grande utilité qu'il y aurait à former des établissemens propres à constater, par des suites d'expériences, l'utilité des idées spéculatives. En voici un exemple fait, ce me semble, pour frapper tout homme qui pense.

Ce qui rend l'éducation du pauvre difficile à établir, ce sont les frais qu'entraîne cette éducation. Mais aujourd'hui il paraît à peu près prouvé que la meilleure éducation de l'ouvrier serait celle qui, l'attachant à un travail bien ordonné, ne coûterait à peu près rien.

En administrant le bailliage de Gessenay, j'ai vu avec surprise, par les comptes de quelques hôpitaux de village, que, dans les bonnes années, le travail des enfans suffisait à nourrir eux et quelques vieillards infirmes. Rien de plus touchant que ces maisons de charité, habitées par des enfans de huit à douze ans, réunis avec quelques vieillards demi-infirmes Les vieil-

lards, heureux de repasser leur enfance, semblaient renaître dans ces asiles, et les enfans-chérissaient des parens d'adoption toujours bienveillans pour eux.

L'excellent Pestalozzi, a consacré sa vie et sa fortune à résoudre le problème d'une éducation qui se payerait elle-même par les produits de son travail. Mais ce problème ne peut être résolu que par le gouvernement, qui seul est en état de payer les tâtonnemens qu'il faut faire en toutes choses, avant d'arriver à des principes d'une utilité reconnue.

L'école de Hoffwil peut servir de modèle pour former d'excellens journaliers. C'est dans de pareils établissemens que tout se trouve réuni, charité, éducation, industrie, lumières. Le fruit d'une grande et sublime vertu mériterait d'être étudié dans ses développemens, et cultivé avec respect. C'est à imiter, s'il se peut, de pareils établissemens, que la charité devrait s'employer. C'est peu de nourrir le mendiant et les vices attachés à son état, c'est à prévenir la pauvreté que la véritable charité doit tendre;

mais elle ne peut y parvenir qu'en donnant quelque instruction à la classe qui en a le plus besoin.

Il y a des établissemens de charité, mal combinés ou mal surveillés, qui se maintiennent avec tous leurs défauts, par le moyen des fonds qu'on y verse. Mais des écoles de charité, qui, au bout de peu d'années, ne subsisteraient que de leur travail, ne peuvent se maintenir que lorsque tout y est bien combiné. Semblables aux machines, elles s'arrêtent lorsque tous leurs rouages n'y sont pas combinés avec art. Dans de pareilles institutions, c'est de la nécessité même de ne subsister que par son travail, que naissent les vertus du pauvre. Il faut, dans ces établissemens, que le jeune pauvre apprenne à aimer le travail, qui seul peut le nourrir. Il faut qu'il ait l'âme saine et ne soit jamais détourné de ses devoirs. Il faut une subordination qui ne peut être complète que lorsqu'elle est fondée sur l'attachement de l'écolier pour ses maîtres.

L'école des pauvres de Hofwil est peut-être l'établissement le plus parfait qui soit

sorti de la main des hommes. Je n'en connais pas qui, par des moyens plus simples, soit arrivé à de plus grands résultats. On est étonné de voir ce qu'un seul maître, qui n'a eu qu'une éducation de paysan, peut, en peu d'heures, enseigner à des petits pauvres, presque toujours occupés dans les champs. Un tel enseignement ressemble à l'inspiration.

Le secret de cet enseignement il faut le chercher dans l'art de maintenir l'âme de l'écolier dans une disposition favorable à l'étude.

A Hofwil il y a une telle harmonie entre les leçons, la vie pensante y est si bien combinée avec la vie active; il y a un tel accord entre toutes les sensations de l'enfant; il y est si complètement heureux, que la plus légère instruction y prospère. Sans cet accord parfait de tout ce qui compose l'existence, il n'y a ni bonheur ni instruction nulle part.

Dans presque toutes les éducations on se contente de cultiver le jeune plant, sans penser que c'est l'atmosphère où il végète

qui le fait prospérer. C'est cette atmosphère qui est parfaite à Hofwil.

J'ai parlé jusqu'ici de l'instruction à donner à la race des mendians. J'ai fait voir qu'il faut enlever à leurs parens, les enfans de cette classe, pour les mettre dans des établissemens pareils à ceux dont je viens de parler. Après les mendians viennent les pauvres ouvriers dont l'éducation mérite d'être surveillée, afin d'empêcher que des hommes, toujours pressés par le besoin, ne passent de la classe active dans la classe des mendians.

En supposant des écoles primaires réellement existantes, et en les supposant bien faites, la fréquentation de ces écoles doit être une affaire de police; car il faut forcer les parens à y envoyer leurs enfans.

Dans presque tous les pays, les parens de la classe des pauvres, toujours commandés par le besoin du moment, sacrifient l'éducation de leurs enfans au plus petit gain qu'ils trouvent à faire en les employant pour eux-mêmes : ces hommes n'ont rien à prêter à l'avenir. Voilà pourquoi le dépar-

tement de l'éducation du peuple devrait faire partie du département de bienfaisance. Il faut que les parens sachent qu'ils n'auront le droit d'être assistés qu'en prouvant qu'ils ont envoyé leurs enfans régulièrement à l'école.

Peut-être serait-il utile de donner aux parens mêmes les récompenses qu'auraient méritées leurs enfans. Des enfans bien nés y seraient plus sensibles que s'ils recevaient eux-mêmes ces récompenses. Dailleurs, comme l'assiduité des enfans aux écoles dépend des parens, ce sont les parens qu'on doit encourager. Tous ces détails se soigneraient mieux dans des établissemens faits dans le bon esprit des sociétés maternelles que par de simples règlemens de police.

Mais qui peut donner la première impulsion créatrice aux établissemens publics, si ce n'est le Gouvernement ? Lui seul aplanit d'un mot les difficultés ; lui seul fait taire les préjugés ; lui seul encourage, en portant l'attention publique et par conséquent l'estime des hommes sur l'objet de son choix. Enfin, sans lui, comment le

concours de mille volontés, c'est-à-dire, de mille fantaisies, de mille tiédeurs et de mille amours-propres, deviendrait-il possible !

On a beaucoup perfectionné toutes les méthodes d'instruction. Celles pour l'instruction du peuple étaient admirables dans l'ancienne méthode de Pestalozzi (1). On

(1) En 1779, étant chargé de l'administration d'un pays placé dans les Hautes-Alpes de la Suisse, j'écrivis à Pestalozzi le singulier phénomène d'hôpitaux de village entretenus presqu'en totalité par le travail des enfans. Il fut si vivement frappé de ce fait, que, quoiqu'à environ cinquante lieues de moi, je le vis arriver trois ou quatre jours après la réception de ma lettre.

Sa méthode d'instruction a eu une telle célébrité, qu'on a vu des hommes de presque toutes les nations civilisées de la terre, aller chercher dans son école, la meilleure méthode d'instruction pour le peuple.

Il lui est arrivé ce qui arrive à tous les auteurs d'inventions utiles trouvées par simple tâtonnement, c'est de laisser perdre des vérités trouvées par hasard. C'est une des raisons qui font sentir la nécessité que, dans l'organisation nationale, il y ait des dépôts où les idées utiles soient éprouvées

a, en Angleterre, des méthodes vantées; mais, tant qu'on n'aura pas des établissemens permanens, faits pour conserver et développer les idées utiles, les plus belles découvertes seront perdues pour les nations.

Aucune science n'est sortie parfaite du cerveau de l'homme. Toutes ont eu leur enfance, leur bégayement et leur âge des illusions. Aucune n'a fait des progrès qu'en

---

par une suite d'expériences. La méthode de Pestalozzi, admirable pour l'instruction très-élémentaire du pauvre, n'est plus applicable à l'instruction scientifique, et je crains que sa méthode adoptée dans son établissement d'Yverdon, ne soit pas aussi parfaite que la méthode pratiquée il y a 8 ou 9 ans dans son établissement de Berthou.

Il est l'auteur du Roman de Lienhard et Gertrude, roman charmant par la naïveté de ses tableaux, précieux surtout pour les Suisses dont il peint les mœurs avec une vérité qu'aucun historien n'eût pu atteindre. Il faut lire son livre pour concevoir comment un despotisme subtil peut se loger dans un village et y peser sur le pauvre sans être aperçu du riche, tant le démon du mal sait prendre de formes variées.

changeant de principes, de méthodes et de croyances. Voyez la perfection à laquelle la chimie est arrivée. Mais que d'expériences, que de tâtonnemens il a fallu faire, que d'erreurs il a fallu parcourir, pour la conduire de son berceau à ces hautes régions où elle est devenue applicable à tous les arts.

Comparez maintenant à la marche de la chimie la marche lente de la science de l'homme. Voyez la peine qu'on a d'établir le simple essai d'une méthode d'instruction; voyez les obstacles qu'on trouve à suivre cette méthode, surtout la difficulté qu'on rencontre à la changer, c'est-à-dire, à décréditer ses principes, (comme si une science pouvait aller en avant sans modifier ses principes, c'est-à-dire, sans les changer); qu'on y réfléchisse et l'on verra que, sans un atelier moral, sans un établissement fait pour changer, modifier, étendre et multiplier les expériences à faire sur ce qui nous touche de plus près, on ne peut arriver à des principes de quelque certitude sur ce qui concerne

cerne la connaissance plus intime de l'homme.

Les hommes en possession de la richesse ou de la pensée, sont trop portés à se séparer du peuple et à se croire indépendans de la classe dénuée de fortune et d'instruction. Ils ne voient pas que, dans une nation, rien n'est isolé, et que l'homme le plus élevé, ne l'est qu'en raison de l'élévation de l'homme placé au-dessous de lui.

La classe supérieure tient, par d'invisibles liens, aux classes inférieures ; de manière que, chez les nations où le peuple est sans instruction, l'ignorance atteint tôt ou tard les classes élevées, pour les ravaler peu à peu aux vices, à l'ignorance et à l'imbécillité du peuple.

L'instruction nationale, en rendant chaque homme plus fidèle à son état et à ses devoirs, fait le bonheur et la prospérité de tous. Il en résulte des mœurs, c'est-à-dire, l'habitude de vivre selon les lois d'un ordre bienfaisant pour tous les hommes.

Le plus solide fondement de la prospérité du riche, c'est la prospérité nationale; plus cette prospérité est grande, et mieux ses richesses sont assurées. Il en est de même des mœurs : plus les bonnes mœurs seront répandues, et plus il est probable que vos enfans en auront.

Il y a un mouvement, un flux et reflux de lumières entre les hautes et basses régions de la société, qui fait que, là où l'ignorance du peuple prévaut, on voit bientôt les mœurs et les manières du peuple envahir les palais mêmes, tandis que dans les pays où le peuple a quelque instruction, la classe supérieure s'élève elle-même avec toute la nation. N'avons-nous pas vu en Italie et dans tout le midi l'ignorance et les manières du peuple régner dans les palais, tandis qu'en France, en Angleterre, dans la plus grande partie de l'Allemagne et dans presque tout le nord de l'Europe, l'instruction allait en s'élevant par gradation dans toutes les classes ?

Mais le plus grand avantage des lumières est pour le souverain, dont la mesure de gloire est celle de la prospérité nationale, laquelle ne peut exister sans des lumières universellement répandues.

PAUVRETÉ ET BIENFAISANCE.

On peut, dans l'histoire de la législation, distinguer deux époques. Dans la première on ne voit que des lois réprimantes. Dans la seconde on va à la source du mal, et, au lieu de couper le membre malade, on cherche à le guérir, en agissant sur tout le système de l'organisation sociale. Cette dernière époque est celle des siècles de lumières; c'est sans doute celle du siècle où nous vivons.

Réprimer la mendicité, c'est ne rien faire, si l'on ne parvient à tarir les sources de la mendicité; mais c'est pour parvenir à cette source du mal, qu'il faut une administration continuellement active.

Il faut que l'administration des pauvres remonte à toutes les causes remédiables de pauvreté, qu'elle embrasse le tronc de l'ar-

bre ; et agisse d'après des principes généraux appliqués à une grande connaissance de détails.

Il y a trois sources de bienfaisance en France ; la bienfaisance religieuse, les secours du Gouvernement et la bienfaisance philantropique. Ces sources différentes sont, peut-être plus distinctes en France que dans les autres pays de l'Europe. En Italie et en Espagne, toute bienfaisance particulière a plus ou moins la religion pour motif. Dans le midi, la charité est un acte religieux ; dans le nord, c'est un devoir moral. De là vient que dans le nord, la charité peut se plier aux lois contre la mendicité, tandis que, dans le midi, une charité trop exaltée rend toute police sévère à peu près impossible.

Dans le midi de la France, il y a des curés qui ne prêchent que l'aumône. Comment les mendians, qui sans cesse entendent louer l'aumône, cesseroient-ils d'en demander ? Ces curés, dans leur zèle exagéré, ignorent que le plus grand ennemi du vrai pauvre, c'est le mendiant qui le

dépouille sans cesse, en s'appropriant à lui-même les dons de la pitié.

D'autres curés, dans leur distribution des aumônes, n'ont égard qu'à la fréquentation du culte. Dans les pays où règnent de pareilles maximes, les bonnes lois sur les pauvres ne sauraient exister.

Tout ce qui tient à l'administration des pauvres, exige des détails sans cesse renaissans. Donner de l'argent ou du pain, c'est le moindre bienfait de cette administration. Il faut qu'elle prévienne la pauvreté, en arrachant les enfans à l'éducation du vice, inséparable de l'état de mendiant. Il faut qu'elle combatte la paresse, en la séparant de la faiblesse réelle. Souvent un bon conseil est le premier don à faire à un père indigent mais honnête. Quelquefois, par de légères avances, on prévient la ruine d'une famille; mais que de précautions à prendre dans le choix de ces avances qui, pour n'être pas perdues, ne sont possibles que par la connaissance des plus grands détails sur l'économie des pauvres, détails à jamais inconnus aux riches.

Il faut, dans ce département, une réunion de toutes les administrations partielles en une administration centrale, afin d'y rallier de partout les détails aux principes, et les principes aux détails.

Dans l'exécution il faut employer la division du travail, en classant les pauvres et en traitant chaque classe à part. Par ce moyen, les principes dominent les détails, et les détails éclairent les principes.

Il y a, dans la nombreuse classe des pauvres ouvriers, une tentation perpétuelle de passer dans la classe des mendians. Il faut, entre ces deux classes, élever une barrière qui prévienne la désertion du travail à la paresse. La mendicité est le paradis du pauvre et la paresse sa divinité. Tel mendiant à la porte d'une ville gagne quelquefois douze francs par jour à faire une espèce de chasse bien plus commode que celle qui plaît aux grands dans les forêts. Son métier est un amusement qui a tout l'attrait du jeu de hasard, et quelquefois tous les charmes d'une comédie. Le mendiant épie les pas-

sans, il varie son geste et les nuances de sa voix, selon les physionomies qu'il rencontre. Il a le plaisir d'obtenir de l'argent tout en se moquant du riche qui le donne. Son état de pauvre le met au-dessus des lois; il est de plus débarrassé de l'énorme poids de tous les soucis domestiques qui accablent si souvent le pauvre journalier. Il a, comme le riche, ses orgies; mais celles du mendiant ne le ruinent pas et ne sont suivies d'aucuns soucis. Les haillons et les saletés de son état lui servent, comme le nuage d'Enée à Carthage, à n'être pas remarqué par qui pourrait l'inquiéter. Qu'on compare maintenant les douceurs de cet état, avec la journée de peine du pauvre ouvrier, qui, du matin au soir, travaille à la terre, courbé de travail dans son corps, et accablé de soucis dans son âme, le tout pour 40 à 50 sous par jour.

Je me souviens d'avoir vu en Suisse un vigneron ivre de joie, danser avec son fils sur le grand chemin. Surpris de ce spectacle, j'appris que le père dansant venait

d'abandonner son bien à ses créanciers, et que le plaisir de n'avoir plus les soucis que lui avait donnés ce bien endetté, était la cause de ses transports. La propriété est, pour le pauvre, une source d'angoisses lorsqu'elle décroît ou qu'elle est embarrassée, de manière que, pour ces hommes-là, la propriété même, qui devait être une consolation, n'est qu'une source nouvelle de tourmens, tandis que tout est jouissance pour le mendiant.

Un cul-de-jatte enfermé à l'hôpital de Copenhague où il était très-bien traité, parvint à s'en échapper pour reprendre sa station de mendiant. On ne put jamais comprendre comment il avait pu franchir l'enceinte de l'hôpital. Il avoua enfin qu'il avait escaladé une haute porte-cochère, tout cul-de-jatte qu'il était, tant le métier de mendiant a d'attraits.

Donner aux pauvres n'est, chez les réformés, un devoir religieux, que parce que la morale le prescrit. Chez les catholiques du midi de l'Europe, c'est un précepte religieux. Donner aux pauvres *au nom de*

Dieu, c'est donner à soi-même, c'est placer son argent à gros intérêts; ce qui rend toute police des pauvres impossible à maintenir.

Dans le nord, les mendians souffrent lorsqu'ils manquent de chauffage, de logemens et d'habits; dans le midi, ils s'en passent, ce qui augmentent infiniment l'aisance et le charme de leur état.

Qu'on réfléchisse à la peine qu'on a d'empêcher la désertion dans les armées, et l'on comprendra combien la désertion du pauvre journalier à la classe de mendiant peut avoir d'attraits. Le soldat déserteur se précipite le plus souvent dans la misère au risque de perdre ignominieusement la vie, tandis que le journalier obscur, qui passe à l'état de mendiant, ne fait qu'échanger un travail pénible contre un repos plein de douceur. Et sans doute il ne tient qu'à lui d'obtenir de la considération parmi ses égaux, tandis que, dans son état d'ouvrier, il se voyait placé dans la dernière classe, dans celle qui soutient, pour ainsi dire, tout

l'édifice manufacturier et social, et en porte tout le faix.

L'effet de la pauvreté sur les différentes classes de la société est une source d'observations intéressantes. Tel degré d'appauvrissement, en excitant l'industrie, est utile aux mœurs, tel autre corrompt les mœurs. On a remarqué que depuis trois à quatre ans (1) le luxe avait augmenté à Marseille dans les classes inférieures, malgré la pauvreté toujours croissante de cette ville. Les femmes du peuple y sont plus parées que jamais, les hommes plus libertins, parce que, ne comptant plus sur l'écu du lendemain, ils dépensent au plus vîte celui qui leur arrive. Dans les classes supérieures de quelques villes, la diminution des fortunes, en prévenant le goût du luxe et de la dissipation, a donné aux familles aisées le goût de l'épargne ; et quand ce goût ne porte pas sur l'éducation des enfans, il est utile aux mœurs.

(1) Ecrit en 1811.

Les parens les plus éclairés ont senti que le plus sûr moyen de relever leur famille c'était par l'éducation, et qu'aucune épargne ne pouvait valoir ce qu'une très-bonne éducation pouvait rendre.

L'administration des pauvres a, dans tous les pays, une si grande masse de préjugés à combattre, qu'elle ne peut maintenir ses principes que, lorsque réunie en un corps de département, elle fera masse pour résister aux obstacles qui la heurtent de partout.

Il serait bien important que les curés fissent partie de cette administration. Leur zèle respectable ne demande qu'à être modéré, et bien souvent ce serait d'eux que viendraient les lumières, mais des lumières toujours partielles. Chaque état a sa manière de voir, et ce n'est que lorsqu'on aura su réunir tous les points de vue divers, et fait, pour ainsi dire, le tour de l'homme, qu'on le connaîtra sous tous ses rapports.

Après avoir classé les pauvres, on pourra travailler avec succès à diminuer la pauvreté. L'éducation des enfans empêchera la

mendicité de se perpétuer dans les familles. Les malades et les infirmes seront envoyés dans les hôpitaux ou recevront des secours à domicile. Alors seulement toute l'attention de l'administration pourra se porter sur la classe indigente mais laborieuse où se trouve *la source prochaine* de la pauvreté réelle. On a établi des dépôts de mendicité; mais tant qu'une police sévère n'aura pas aboli la mendicité, ces maisons seront inutiles. Et comment l'abolir, si l'on n'a pas pourvu d'avance au sort des enfans dont les mendians sont encombrés ? Ce ne sera qu'après avoir séparé les enfans des mendians qu'on pourra faire le triage des pauvres qui ne sont tels que faute d'ouvrage, de ceux qui ne le sont que par paresse.

L'administration, qui ne demande qu'un pouvoir répressif, a de tout autres principes que celle qui doit produire le bien. Le pouvoir répressif est le couteau qui émonde l'arbre, tandis que la puissance réparatrice le fait croître et grandir. Un coup de hache fait tomber la branche

gourmande, mais il faut toute la puissance de la nature pour faire croître le jeune arbrisseau. Il n'est que trop aisé de confondre ces deux choses, et de croire qu'on peut faire le bien par les moyens qu'on emploie à arrêter le mal.

Pour certaines âmes, la bienfaisance active est le premier besoin du cœur. J'ai eu occasion de voir, dans le midi de la France, de ces personnes qui, d'elles-mêmes et par goût, se dévouaient aux pauvres. Il y avait à Hyères un particulier aisé, qui, en donnant son revenu aux indigens, était lui-même vêtu et nourri comme eux (1). A Montpellier, la maison de répression est

---

(2) Dans une grande ville de France, un particulier aisé a eu la curiosité de se vêtir en mendiant et de le devenir, pour connaître les mystères de cet état. A son arrivée chez les mendians, le Pandemonium des gueux lui assigna une bonne station, comme pour lui faire les honneurs de la chasse. Il fit deux ou trois écus dès le premier jour, mais le soir, il fallut traiter ses confrères qui, à leur tour, voulaient se charger de lui procurer une bonne nuit.

gouvernée par un homme d'une fortune aisée, qui y passe tous ses jours. Mais qu'est-ce que la vertu des hommes auprès de celle de ces femmes, qui, en prenant l'habit de sœurs grises, se dévouent à la fois à toutes les rigueurs non-seulement de la pauvreté (qui a ses momens de bonheur) mais de la souffrance qui n'en a jamais.

Je cite ces exemples pour faire voir que l'on rencontrerait souvent, dans ce qui tient à la bienfaisance, un dévouement qui prouve que la pitié est un des sentimens les plus actifs et les plus doux du cœur de l'homme. Ce ne seront jamais les élémens de la bienfaisance qui manqueront, mais l'organisation de ces élémens.

L'administration des tutelles, surtout de celles des orphelins pauvres, semble être une branche de la justice; mais elle est plus que cela. Le pauvre n'a presque jamais le moyen de se plaindre. Son ignorance l'expose à être dépouillé sans s'en douter ou sans savoir y porter remède. Il faut, dans la tutelle des pauvres, une activité bienveillante et éclairée, qui veille jusqu'au

haillon de l'indigent, comme elle veille au trésor du riche. Dans la République de Berne, les juges du Tribunal des Orphelins sont solidairement responsables de toutes les pertes qu'ils font essuyer aux mineurs par leur invigilance. Le prix de nos propriétés est en raison du besoin qu'on en a, de manière que moins on a, plus ce prix augmente ; ce qui donne une valeur immense à ce que le riche dédaigne ou méprise chez l'indigent. Les diamans, les étoffes précieuses des riches, peuvent-ils valoir le mauvais, mais l'unique vêtement qui couvre le pauvre ? Dans les villages où tout le monde sait écrire et chiffrer, on a l'inappréciable avantage de trouver des tuteurs chez les demi-indigens, qui, mieux que les riches, savent veiller au petit avoir du très-indigent (1). L'économie du pauvre a des mystères à jamais inconnus à qui n'a pas déjà les yeux du besoin, et les habitudes de l'indigence.

---

(1) A intelligence et à probité égale, les meilleurs tuteurs des pauvres, ce sont d'autres pauvres.

DES

DES JEUX ET DES AMUSEMENS

Considérés dans leur influence sur les mœurs et le caractère d'une Nation.

L'homme et même les animaux ont deux manières d'être bien distinctes; ils travaillent ou ils jouent. Si quelque habitant de la lune pouvait contempler ces grandes fourmilières appelées nations, il remarquerait chez eux, sans doute avec surprise, des mouvemens très-différens. Il verrait dans le jour le laboureur marcher, à pas comptés, dans les sillons de sa charrue, puis le soir il le verrait quelquefois danser, s'ébattre et se livrer aux mouvemens les plus irréguliers.

Ce que nous voyons en grand chez les nations, chacun peut l'observer dans lui-même. Nous avons tous un penchant et même un besoin de passer du sérieux à la gaieté, du travail non-seulement au repos,

mais à l'amusement, pour revenir ensuite au travail et au sérieux, lorsque le plaisir est épuisé.

Ces besoins de notre être ont leur source dans cet autre besoin de l'âme de passer d'une faculté à l'autre, et d'occuper tour à tour l'intelligence et l'imagination. Voyez les hommes tout occupés des travaux de l'esprit; n'ont-ils pas sans cesse le besoin de délasser l'intelligence par les plaisirs de l'imagination, pour revenir ensuite au travail et à la jouissance d'une pensée profonde?

Les hommes occupés de travaux manuels passent du travail au repos, et du repos au travail; mais, dès qu'un peu d'aisance leur permet de sortir de ce cercle étroit, on les voit faire quelques jeux, et chercher ce que nous appellons des amusemens.

Voyez d'un autre côté les hommes uniquement livrés à ce qu'ils appellent les plaisirs. L'ennui qui les tourmente dans le sein des jouissances, leur donne bientôt le désir d'un travail sérieux; s'ils ont de l'âme, s'ils sont hommes, ce besoin de penser sera, dans certains momens, le plus impérieux de tous.

On est tenté de croire que l'homme de peine n'a besoin que de repos ; et l'on se trompe. Cet homme n'est pas moins homme que le riche. Laissez-lui quelque loisir, et vous verrez naître chez lui le besoin de s'amuser ; et, si l'amusement est prolongé, vous le verrez revenir au besoin d'un travail sérieux.

Les animaux aussi sont dans la nécessité de travailler pour vivre. Eux aussi ont le besoin de jouer quand tous leurs besoins physiques sont satisfaits. Par exemple, le chant des oiseaux tient au même principe que les amusemens des hommes.

Les nations tout-à-fait sauvages sont, comme les enfans nouveau-nés, trop faibles, trop dominés par la vie matérielle pour jouer. Il n'y a pas de jeux chez les habitans de la nouvelle Hollande. Dans un âge plus avancé de la civilisation, les jeux et les fêtes se multiplient, comme nous le voyons chez les Nègres.

Ce sont les idées religieuses, qui, comme une poésie réalisée, développent l'imagination, en donnant un grand élan aux beaux-

arts, comme nous l'avons vu chez les Grecs, et comme nous le voyons encore chez les Italiens; tandis que tout ce qui tient au calcul et aux idées commerciales, désenchante la vie en faisant passer les nations de l'âge de l'enfance à l'âge de la raison ou même de la vieillesse.

Une bonne théorie de ce qu'on appelle amusement ou plaisir est encore à faire. On y verrait que presque tous les amusemens somptueux n'amusent pas, ou du moins, qu'il n'y a presque jamais de proportion entre les efforts que l'on fait pour amuser et le plaisir réel qui en résulte. Règle générale, tout effort pour amuser, qni va au delà du plaisir qu'il donne, agit en sens contraire, et fatigue comme l'expression exagérée d'un sentiment. De là vient que les plaisirs inattendus et les plaisirs les plus simples sont toujours les plus vrais, comme l'expression la plus simple est toujours la mieux sentie.

C'est dans un goût faux et dépravé pour les plaisirs, qu'il faut chercher une des grandes sources de la corruption nationale. Il

me semble que cette surabondance d'activité, employée aux amusemens, mériterait les regards du législateur.

Si l'on voulait corriger uue nation par une réforme dans les amusemens du peuple, il faudrait inventer des plaisirs honnêtes pour les mettre à la place de ceux qui ne le sont pas.

Il y a un rapport naturel entre les occupations et les plaisirs, qui ne peut échapper aux personnes qui ont étudié les enfans. Le travail influe sur le besoin de s'amuser, et le besoin influe sur le travail. Ce rapport est tellement important, qu'il n'y a pas d'éducation complète là où il est ignoré.

Le besoin de s'amuser n'est point uniquement le besoin de changer de mouvement ou de passer de l'action au repos; il tient, comme je l'ai dit, à cet autre besoin plus intime de sentir après avoir pensé, et d'exercer tour à tour l'intelligence et l'imagination. Le besoin de l'âme, peu prononcé chez le peuple, est évident chez les hommes qui ne sont pas obligés à des travaux purement corporels.

Tout ce qui tient à ce que nous appellons plaisir, fête, amusement, porte, pour ainsi dire, la livrée de l'imagination, comme tout ce qui tient au travail a le caractère de la pensée.

J'ai fait voir, dans mes *Recherches sur l'imagination*, que cette faculté suppose un rapport préétabli entre les sentimens et les idées, qui détermine les idées d'après des lois propres à l'imagination.

Le jeu de l'organisation matérielle de l'homme tend alternativement à nourrir la vie et à la dépenser. Il semble de même que, par une loi de la nature spirituelle, la vie pensante se compose de sensations nourricières de la faculté pensante et de pensées qui en sont le développement. De là le besoin de sentir et de penser tour à tour.

J'ai dit que le caractère de tout ce qui tient à ce qu'on appelle amusement ou plaisir, porte l'empreinte de l'imagination. Mais quel est le caractère et, pour ainsi dire, le cachet de l'imagination?

Voyez les enfans au sortir du collége.

Leur premier besoin est de s'agiter en tout sens. Mais bientôt ils commencent à jouer, c'est-à-dire, à *soumettre à de certaines règles* leurs mouvemens et leurs pensées. Nous allons voir que toutes ces règles ont une analogie avec les beaux-arts; nous voilà arrivés sur le terrain de l'imagination.

Tous les jeux ont une idée centrale à laquelle tout est subordonné. Le jeu des échecs a son roi à défendre, tous les jeux de cartes ont un but à atteindre et des routes tracées pour y arriver. Toutes les processions ont un objet central auquel tout se rapporte. Les jeux d'enfans aussi ont des règles et un but à atteindre. C'est dans le choix et dans l'énergie de l'idée centrale, c'est dans les justes rapports de l'action avec le besoin et des moyens avec le but, c'est dans *l'unité* en un mot, qu'est le charme des beaux arts et de tous les jeux.

Cette *unité* se retrouve plus ou moins parfaite depuis les jeux des petits enfans jusqu'au Stabat de Pergolise, jusqu'à l'A-

thalie de Racine, ou l'Apollon du Belvedere. C'est dans le charme émané de l'unité, qu'il faut chercher *l'intérêt* que nous inspire l'œuvre des beaux-arts; c'est encore dans cet intérêt né de l'unité que se trouve l'attrait que tous les jeux ont pour ceux qui les aiment.

Quoique les facultés de l'âme puissent être clairement distinguées par une analyse rationelle, et quoique dans chaque moment donné, l'une ou l'autre soit dominante, elles sont, dans la réalité de la vie, presque toujours un peu mêlées les unes avec les autres. On sent et l'on pense, l'on imagine et l'on réfléchit presque au même instant. Il y a une grande plénitude de vie à exercer toute l'activité de l'âme, et le plaisir de penser se combine très-bien avec ce qui ne semble fait que pour amuser.

Le plaisir de penser a son origine dans l'imagination. L'idée qu'on va généraliser par la pensée se présente dans son principe comme *idée associée* par l'imagination.

De ces idées liées d'abord par l'imagination, naissent les rapports que l'intelligence

y découvre dans la suite. Par exemple, le *plaisir* de posséder un grand troupeau, aura fait naître la première idée d'arithmétique chez les bergers.

Les hommes à imagination trouvent un grand charme à ce passage de l'imagination à l'intelligence, de manière qu'une instruction appropriée à la faiblesse de leur entendement peut très-bien s'allier à leurs plaisirs.

Tout ce qui tient à l'idée de ce qui peut être *utile*, intéresse les hommes dominés par le besoin de vivre. L'idée d'utilité tient à la fois au *sentiment* habituel de nos besoins et à cet autre besoin, celui de penser, qui se trouve plus ou moins prononcé chez tous les hommes.

J'ai fait voir, dans mes *Recherches sur l'imagination*, que l'idée centrale qui domine les idées de l'imagination, tient toujours à quelque sentiment; et que c'est de l'intensité de ce sentiment moteur des idées que dépend la perfection des œuvres de l'imagination (1).

(1) De là le charme de l'amour comme œuvre de

Chez le peuple le sentiment de ses besoins est le sentiment le plus habituel de sa vie. De là vient que toute instruction sur ce qui peut lui être utile a un grand attrait pour lui. Il en résulte que l'instruction la plus facile, celle qui prospère le plus chez le peuple, est celle qui l'éclaire sur ce qu'il lui importe de savoir, c'est-à-dire, sur ce qui lui peut être utile.

Accoutumez les hommes à porter leurs regards sur ce qui les touche immédiatement, apprenez-leur à réfléchir sur ce qu'il leur importe de savoir, à s'en occuper même dans leurs plaisirs, et vous verrez l'instruction et l'amusement y gagner à la fois.

Tout ce que nous appellons *fête*, n'est jamais le fond, mais toujours l'ornement de quelque chose, à peu près comme les

---

l'imagination. C'est par l'empire que ce sentiment exerce sur les idées que toutes les pensées suivent l'impulsion d'un mouvement central, d'où résulte, si le roman est bon, cette unité que l'on cherche dans les beaux-arts.

décorations d'architecture sont l'ornement de l'édifice qu'elles embellissent. Presque toutes les fêtes publiques ont pour objet quelque événement public. Voyez la naissance des fêtes nationales, c'était toujours un motif sérieux, quelque souvenir historique, les moissons, les vendanges, ou le culte de quelque Dieu bienfaisant qui en était l'objet. La naissance du théâtre, chez les Grecs et chez les Romains, tenait à la religion, sa renaissance dans le moyen âge est due encore à la religion.

Chez les Grecs la religion était l'âme de toutes les fêtes, mais ces fêtes, intimément liées aux mœurs, au caractère et à toutes les institutions de cette nation aimable, n'étaient point, comme beaucoup de fêtes religieuses de nos jours, ou stériles, ou ridicules. Elles étaient admirables dans une république fédérative, liée par les mœurs bien plus que par la constitution, de manière qu'on était plus Grec par les lois des jeux Olympiques que par celles d'aucune Diète.

La religion de l'intérêt, le culte de l'or

seront toujours à la portée de tous les hommes. Cet intérêt bas et personnel lorsqu'il s'isole, s'anoblit lorsqu'il devient l'intérêt de tous.

J'ai dit que le besoin de s'amuser existe chez tous les hommes. Mais ce besoin ne peut être satisfait que par les plaisirs des sens, ou par ceux de l'imagination ; et l'on peut établir comme principe que, *dans le domaine des plaisirs*, tout ce que vous ne donnez pas à l'imagination, vous le donnez aux jouissances sensuelles. Que par conséquent, le plus infaillible remède contre l'abus des plaisirs sensuels est de donner aux hommes le goût des plaisirs de l'imagination.

Qu'on allie, comme chez les anciens, les fêtes aux travaux utiles, et l'on verra la société prendre une consistance qu'elle ne saurait avoir dans un système incohérent, où les plaisirs demeurent abandonnés aux habitudes vicieuses, et livrés trop souvent au goût dépravé des hommes les plus corrompus.

Et qu'on ne croie pas que les objets futiles sont les plus propres à devenir des objets

d'amusement. Ne voyons-nous pas les enfans occupés d'objets utiles à leurs yeux, comme de creuser un ruisseau ou de bâtir une maison, et y travailler avec la même ardeur qu'ils auraient mise à ne faire que de simples jeux. Il y a, dans ces ouvrages d'enfans, une idée centrale qui tient au sentiment de plaisir que donne tout ce que l'on croit utile.

Qu'y a-t-il de moins futile que le théâtre qui fait passer sous nos yeux les événemens les plus tragiques, ou les tableaux les plus attachans et les plus instructifs de la vie humaine? et le théâtre est cependant regardé comme un amusement et comme le premier de tous pour qui sait penser et sentir. Il faut donc, dans la police des plaisirs, changer les jouissances sensuelles en plaisirs de l'imagination.

Rien ne rend plus bassement égoïste que l'habitude des plaisirs sensuels. Partout où ils dominent, ils détachent l'homme de toute affection sociale; et, comme toute bonne loi tend au contraire à porter les affections de chacun vers le bonheur de

tous, c'est dans l'abus des plaisirs sensuels qu'il faut chercher la première source de cette corruption de mœurs qui, en détachant l'homme de la chose publique, tend à dissoudre la société.

Le mouvement social se compose d'une force qui tend à rendre chaque homme le centre de tout, et d'une force opposée qui le ramène sans cesse vers le bonheur de tous. Le but de toute constitution politique est de trouver le point commun d'équilibre entre ces deux forces, dans lequel coïncide le bonheur de chacun avec le bonheur de tous. Ce but une fois atteint, c'est par l'excès de l'égoïsme, né des plaisirs sensuels, que le gouvernement se corrompt, que les lois se perdent, et que la société se dissout.

Voyez la décadence de toutes les nations qui se sont élevées par la supériorité de leurs lois et de leurs vertus; c'est toujours par la luxure, la mollesse et la sensualité que leur corruption a commencé, et c'est par l'excès de ces vices qu'elles ont péri (1).

---

(1) Dans les gouvernemens fédératifs, la corrup-

Une réforme dans les plaisirs du peuple serait un des moyens les plus faciles de prévenir la corruption morale et politique d'un état. Peut-être que ses grossiers amusemens seraient plus aisés à réformer que l'on ne pense.

Il ne faut pas oublier que l'amour des plaisirs est inné chez tous les hommes, et que ce n'est point en défendant les amusemens au peuple qu'on parviendra à le rendre meilleur, mais en changeant ses plaisirs grossiers contre des plaisirs plus relevés, faits pour être sentis par les hommes que des habitudes vicieuses n'ont point encore avilis.

---

tion politique a un autre principe; elle commence par un excès d'égoïsme des états fédérés. Que deviendrait la grande Patrie si aucun des états qui la composent ne voudrait d'elle ? Cet égoïsme honteux amène la dissolution de ces Etats, comme l'égoïsme de chaque citoyen amène la dissolution d'un Gouvernement quelconque. Si l'égoïsme personnel ou de famille venait à s'allier à l'égoïsme de chaque Etat fédéré, ce serait là le dernier terme de la corruption politique d'une constitution fédérative.

On s'est trop exclusivement occupé des vices de la classe des riches. Deux choses contrebalancent le principe qui tend sans cesse à corrompre cette classe. D'un côté, le système financier des états modernes, prévient, par des impôts continuels, l'accroissement des richesses excessives telles que nous en avons vu chez les Romains. De l'autre, la nécessité d'acquérir des connaissances pour ne pas rester en arrière de ceux qui donnent à leurs enfans la première des richesses, celle d'une bonne éducation, fait que les mœurs se dépravent moins dans la classe des riches.

Il est bon d'observer que la corruption des mœurs a, chez l'homme du peuple, des effets plus prompts, plus meurtriers et plus terribles que chez les riches. Quelques excès suffisent pour ruiner le père de famille qui vit de son travail : une fois ruiné dans ses ressources, et peut-être dans sa réputation, il n'a pas, comme le riche, des moyens de se relever. Si le goût du vice le suit dans sa misère, le voilà sous la tentation de tous les crimes. Remarquez

que

que la route du vice au crime est bien plus courte chez l'homme de sa classe qu'elle ne l'est chez le riche, qui, vivant dans une atmosphère plus lumineuse, voit mieux les conséquences du crime que l'homme sans éducation et sans lumières.

Les plaisirs du riche tiennent plus à l'imagination que les jouissances grossières du peuple. Or l'imagination qui tient de près à la pensée, corrige bien souvent ce qu'il y a de trop sensuel dans les jouissances.

C'est donc sur la réforme des mœurs du peuple qu'il faudrait porter les regards du Législateur. D'un côté je crois cette réforme plus aisée que celle des riches, et de l'autre ses effets seraient plus prompts, plus nécessaires et plus immédiatement utiles. Ils seraient aussi plus étendus, puisque les riches composent à peine la millième partie d'une nation. Il y a plus ; la réforme des mœurs dans la classe laborieuse tendrait à perfectionner et à augmenter le travail et sous ce rapport serait une source de richesses nationales.

Je touche ici à un sujet d'une si vaste étendue que, loin de chercher à l'embrasser tout entier, je chercherai plutôt à le resserrer.

La première source de la corruption chez le peuple de la campagne c'est le cabaret. Je craindrais de souiller ma plume en décrivant ces lieux infects, devenus, dans plusieurs pays, l'école du vice, de la dépravation et le tombeau de toutes les vertus du peuple. Le maître de ces sales lieux est presque toujours choisi parmi des hommes sans état, qui ne craignent pas le spectacle continuel des vices les plus bas, et souvent de la plus grossière débauche. Ces hommes ont journellement sous les yeux des pères de famille qui se ruinent, des jeunes gens qui se dépravent et dont ils partagent les dépouilles. L'intérêt de ces hommes est dans les vices de leurs chalands; ce sont des corrupteurs qui tiennent école de corruption sous la sauvegarde des lois, et souvent sous les yeux des Magistrats. Il y a plus : dans les gouvernemens représentatifs, où il y a des

élections populaires à faire, les cabarets acquièrent une importance politique, faite pour avilir à la fois les mœurs, le goût et les sentimens d'une nation. Dans ces lieux de corruption morale et politique, l'homme le plus vil acquiert de l'importance. Au temps des élections, alors qu'on va faire la destinée de la patrie, on voit d'honnêtes gens placés dans la nécessité de se rendre dans de sales lieux de corruption, ou de renoncer à des places que de vils intrigans vont occuper.

Si la Suisse, si une partie de l'Allemagne acquiert un gouvernement représentatif, la réforme des cabarets serait une des plus importantes à faire (1).

---

(1) Il me semble qu'un des moyens de réforme serait de mettre les cabarets en régie, de manière que l'homme qui donne à boire n'eût aucun intérêt personnel à débiter sa marchandise.

Il faudrait distinguer les cabarets placés sur les grandes routes, de ceux qui ne sont que pour les habitans des villages. Mais l'intérêt particulier des communes s'opposerait en Suisse à toutes les réformes à faire. Cet intérêt, tout vil qu'il est, est mal

L'époque de la réforme de religion dans le seizième siècle a été une grande époque de réforme dans les mœurs. Mais alors on commit en plusieurs pays la grande faute de défendre sans distinction tous les jeux et tous les amusemens publics. Il en est résulté en Suisse qu'il y a plus de gaiété chez le peuple des cantons catholiques que chez les protestans. Le manque d'amusemens publics chez le peuple protestant est une des causes du mysticisme. Le besoin de s'amuser existant chez tous les

---

calculé. Un cabaretier fripon trompe souvent ceux qui lui ont confié leurs intérêts. En calculant tous les hommes de village qui se ruinent au cabaret, on trouverait que l'impôt le plus lourd et le plus infâme, c'est de se donner un cabaret. Je n'ai jusqu'ici parlé que d'argent : que serait-ce, si on parlait de mœurs !.... Dans les pays à vignoble, chacun cherche à écouler sa marchandise : mais le meilleur moyen de la bien vendre serait d'augmenter et non de diminuer le nombre des familles aisées. Il y a plus : le vin qu'on ne vendrait pas dans le pays, serait au profit de la balance du commerce, etc.

hommes, au lieu de défendre les amusemens, il fallait en créer d'honnêtes.

Ce serait dans une bonne direction donnée aux amusemens du peuple que se trouverait une des grandes sources de prospérité nationale. C'est dans l'abandon de la gaieté, c'est dans le plaisir, mieux que dans la contrainte d'aucune loi, que se forme le caractère d'une nation. Les jouissances que donne le vice grossier sont toujours si près de l'ennui et du dégoût, qu'il serait facile de les échanger contre des plaisirs vrais, à la portée de tous les hommes que des habitudes vicieuses n'ont pas encore avilis.

Je voudrais que le soin des plaisirs d'un village pût devenir l'amusement de quelque seigneur bienfaisant, ou de quelque riche habitant de la campagne.

Je voudrais, dans mon village, que la maison de commune fût placée dans un beau site entouré d'arbres. Je voudrais que cette maison, au lieu d'être en ferme, fût donnée en régie au Magistrat le plus respectable du lieu. Chaque dimanche et chaque jour de fête serait une véritable fête.

à laquelle assisteraient tous les habitans qui pourraient s'absenter de leurs demeures. La danse de la jeunesse, sous les yeux de leurs parens, serait le premier des plaisirs. Le Curé ou le Ministre y viendrait quelquefois; c'est là qu'il ferait connaître aux pères de famille quelque bon livre sur l'agriculture, la morale ou la religion. Je voudrais, dans un autre groupe, réunir les petits enfans sous la direction de quelque bonne mère. Il serait reçu que de temps en temps chaque famille y porterait son frugal repas. Peut-être que quelque riche habitant ou le Seigneur du lieu donnerait de temps en temps de quoi payer le repas du pauvre. Le maître de la maison de commune serait chargé de la police du lieu. Loin d'exciter à la débauche, il préviendrait tout ce qui peut tendre à la dépravation des mœurs, sans néanmoins pousser la sévérité jusqu'à porter les jeunes gens à chercher ailleurs les plaisirs de leur âge. Les hommes tout-à-fait décriés seraient exclus de ces réunions.

Qui ne sent que de pareilles fêtes seraient propres à bannir peu à peu le goût

des plaisirs grossiers auxquels se livre aujourd'hui la classe du peuple abandonné à lui-même. Il y a plus : ces fêtes inspireraient à chaque habitant cet amour du lieu de sa naissance, dont se compose l'amour de la patrie. Rien de plus gai que la réunion de tous les âges, où chacun trouve les plaisirs appropriés à ses goûts. C'est dans ces rassemblemens que le Seigneur du village, ou le bon Pasteur ferait germer d'utiles leçons chez des hommes disposés à les entendre. En Suisse le goût de la musique semble devenir universel, c'est dans ces fêtes qu'il trouverait sa véritable place. Les jeunes gens aiment avec passion les exercices, c'est encore dans ces fêtes qu'une bonne gymnastique serait utile à la fois et agréable.

C'est en vain qu'on espère corriger les hommes par des paroles. Les prédicateurs tonnent quelquefois contre ces lieux de débauche universellement tolérés, qui, dans quelques cantons de la Suisse, feront bientôt partie de la constitution même. Mais l'instinct qui porte l'homme au plai-

sir est plus fort que les paroles, et les jouissances du vice ne seront oubliées que lorsqu'on aura appris à les échanger contre des plaisirs plus grands et plus vrais, tels que ceux que je viens d'indiquer.

Rien ne servirait mieux au développement de l'esprit national que le rapprochement de la classe ignorante avec celle qui ne l'est pas. Ce serait par des moyens tels que ceux que je viens de proposer qu'on arriverait à cette heureuse réunion.

On n'est pas assez étonné de la distance que les mœurs, les manières et surtout les préjugés mettent entre les hommes. Ne voit-on pas dans tous les pays des habitans de château vivre avec leurs chiens et leurs chevaux plutôt qu'avec les hommes qui les entourent. Qu'en arrive-t-il ? Les riches meurent d'ennui dans ce qu'ils appellent un désert, et le peuple toujours étranger à la classe plus relevée de la société, reste enseveli dans l'ignorance et l'oubli.

Quelle connaissance pourrait avoir plus d'attraits pour l'homme qui pense que le

spectacle de l'infinie variété des formes morales de l'homme ! Qu'y a-t-il de plus intéressant que l'étude des mille et mille manières d'être heureux ou malheureux, bon ou méchant, aimé ou haï sur un même théâtre ? Sans l'absurde préjugé des riches qui les éloigne de tout ce qui ne porte pas la livrée de leurs mœurs, de leurs manières et surtout de leur opulence, ils auraient un inépuisable plaisir à voir d'autres formes que celles qui leur ressemblent. Le monde moral a pour l'homme qui sait observer une variété plus grande que le monde matériel. Il y a plus : l'intérêt de cette étude est toujours vivant dans notre cœur, puisqu'on ne saurait jamais devenir étranger au sort de nos semblables.

On enseigne aux enfans à lire. Je ne sais pourquoi on n'enseignerait pas aussi à l'homme fait, l'art de lire l'histoire vivante de l'homme moral, pour jouir de l'infinie variété du grand drame de la vie.

Les gens du monde désirent passionnément de connaître les hommes ; mais tant qu'ils n'auront des yeux que pour les for-

mes qui leur ressemblent, ils demeureront étrangers à cette connaissance. Ce ne serait qu'en traduisant, pour ainsi dire, les manières des différentes classes de la société, dans celles qui nous sont familières, qu'on parviendrait à connaître le véritable sens de leur langage.

C'est par la multiplicité des liens sociaux, c'est par la communication des sentimens et des idées qu'une nation se civilise. Mais deux ou trois idées suffisent pour faire barrière entre les hommes pendant des milliers d'années. Les préjugés de noblesse, lorsqu'ils séparent les habitans d'une même nation, sont aussi absurdes que les préjugés qui séparent les castes chez les Indiens. Aujourd'hui les opinions politiques séparent les hommes comme si la variété des opinions et des idées n'était pas l'apanage de l'être pensant, et le résultat nécessaire de la variété de circonstances où chacun se trouve placé. Dans les villes où les préjugés de noblesse n'existent pas, c'est quelquefois l'esprit de coterie qui fait barrière entre les classes;

cet esprit, bon lorsqu'il réunit les hommes, devient mauvais lorsqu'il les sépare. La seule séparation légitime dans la société, serait celle qui tient les hommes corrompus éloignés de ceux qui ne le sont pas.

Il n'y a pas de pays où les rapports entre les nobles et le peuple soient plus pervertis qu'en Italie. Là le grand Seigneur se rapproche du peuple par ses vices, tandis qu'il se sépare de lui dans tout ce qui ne sert pas à sa dépravation personnelle, de manière qu'il allie ce qu'il y a d'absurde dans l'orgueil de la noblesse avec ce qu'il y a de vil dans la classe qu'il méprise (1).

C'est en Allemagne et dans le nord que la noblesse, dans ses rapports avec les hommes d'une classe inférieure, ne dépasse jamais la ligne de sa dignité. Là le noble élève le peuple à lui, tandis que dans le

---

(1) Je ne doute pas que ces rapports entre la noblesse et le peuple ne soient changés depuis les bouleversemens que cette nation a éprouvés.

midi, le commerce des deux classes ne sert qu'à les corrompre l'une et l'autre.

Je ne connais pas de pays où toutes les classes d'hommes soient plus rapprochées qu'en Suisse. Il en résulte une atmosphère de bienveillance universelle, et un sentiment de fraternité qui charme les étrangers. On vit en Suisse comme dans une grande cotterie légèrement nuancée dans les manières.

Il y a, dans le rapprochement des classes, un écueil à éviter. S'il est bon que la classe éclairée élève à elle la classe inférieure, il ne l'est pas qu'elle descende aux mœurs, aux manières et aux vices du peuple, comme il est arrivé dans quelques cantons, depuis qu'on leur a donné une constitution un peu populaire.

Il y a des personnes en Suisse, qui, se sentant dénuées de bonnes manières et de tout ce qui plaît dans la société, se croient par la grossièreté de leurs mœurs et par leur ignorance même, rapprochées des vertus de leurs ancêtres. Je crois que ces ancêtres eussent été les premiers à renier ce van-

dalisme de leurs enfans ; dégénérés. Les bonnes manières tiennent aux vertus, comme les rameaux tiennent aux branches dont elles sont le développement. La même bienveillance qui nous rend sociables et bons nous inspire le désir de plaire. Ce serait un singulier spectacle que celui d'une ville, où, par haine pour des opinions politiques, on se livrerait sans mesure à son humeur, où l'on mettrait, le plus qu'on peut, de colère dans ses regards et de malveillance dans ses manières, et où l'on se battrait à coups de grimaces comme ailleurs on se bat à coups de poing. On a vu des combats de cailles, de coqs ou de béliers ; il serait curieux d'en voir de visage à visage. C'est là cependant ce que produisent les haines politiques qui désolent aujourd'hui le pays destiné à être le plus heureux de la terre. Je dirai aux personnes affectées de ce mal que la contrainte des passions haineuses ne s'appelle point hypocrisie, mais pudeur; qu'on fait bien souvent bon visage à qui on n'aime pas, moins par égard pour ce que

l'on hait que par respect pour soi-même. Aucune morale, aucune vertu n'autorise l'explosion de la haine dans ce qu'on appelle la société, qui ne doit jamais être un champ de bataille, mais une réunion d'égards, de bienveillance et de respect pour soi-même, lorsqu'on ne sait pas en avoir pour autrui.

Je reviens aux fêtes nationales. C'est en Suisse surtout qu'on devrait en établir. Elles seules seraient capables de réunir ces républiques divisées par un égoïsme mal entendu. Il ne manque à ces petites peuplades que de se connaître pour s'aimer. L'amour de leur liberté commune, l'impossibilité d'exister dans leur désunion; voilà, ce me semble, des raisons suffisantes pour se rapprocher.

Le peu d'esprit public qu'il y a en Suisse, on le doit à la société Helvétique établie il y a environ cinquante ans, à la société militaire, à la fête des bergers, et, depuis quelques années, à la société de musique. Rien de plus intéressant et de plus utile que ces différentes réunions. Les

Diètes lient bien moins que les fêtes ; chacun arrive aux Diètes armé de ses prétentions, tandis que l'on n'arrive aux fêtes nationales qu'avec des sentimens de bienveillance et de paix. J'ai un respect profond pour la société de musique. Dans son institution on n'a peut-être pensé qu'à son plaisir, mais c'est à la musique à réunir les cantons devenus inaccessibles à la raison. Ce fut la harpe de David qui calma la colère de Saül. Les questions politiques sont interminables comme la controverse en théologie, et ce n'est point par le raisonnement, mais par l'oubli de ces questions ténébreuses, qu'on arrive à la paix, à la lumière, et enfin à la raison.

On a le sentiment confus que c'est dans l'amour du plaisir qu'il faut chercher une des grandes sources de la corruption des mœurs. Le seul moyen d'y remédier employé jusqu'ici a été de défendre les amusemens. Nous allons voir que ce n'est point en arrêtant l'essort de l'imagination qu'on parvient à corriger les hommes, mais en dirigeant cet essort vers les beaux-arts,

qui, bien employés, peuvent devenir un des liens les plus forts de la société.

A la renaissance de l'indépendance de Genève en 1814, on a vu reparaître des symptômes de rigorisme semblables à ceux des premiers réformateurs, et par une suite de la loi des réactions, le clergé de Genève aurait désiré que l'on défendît le théâtre dans cette république.

Si l'on voulait défendre tout ce qui peut devenir une source de corruption, il faudrait défendre la danse, la parure et tous les amusemens.

J'observerai à ces rigoristes que jamais Genève n'a eu plus de mœurs que dans l'époque de ses malheurs. On aurait dit qu'à mesure que les lois se dépravaient, les bonnes mœurs, en se réfugiant dans les familles, s'épuraient davantage. Et cependant c'est dans cette époque même que l'on a le plus fréquenté le théâtre, tandis que dans une époque de mœurs bien moins rigide, le théâtre était exilé du petit territoire de cette république.

Au

Au lieu de défendre le théâtre, on devrait de plus en plus anoblir cette institution. On est étonné de voir, chez les Français, d'un côté un respect pour leurs auteurs dramatiques qui va jusqu'à l'intolérance, tandis que de l'autre on cherche, pour autant qu'on ose le faire sans se déshonorer, à avilir les hommes qui font revivre et parler les grands poëtes dont, avec tant de raison, on fait gloire en France. Au lieu de revenir sur les absurdités passées, ne vaudrait-il pas mieux aller en avant dans la carrière de la raison, en rendant la condition des acteurs de plus en plus honorable, ce qui serait le plus sûr moyen de les rendre de plus en plus estimables.

En réformant une nation, il faut prendre l'ensemble de son caractère. Dans une ville à fabrique et à commerce, ce que vous ôtez aux plaisirs honnêtes vous le donnez quelquefois à l'avarice, et à la soif de l'or. J'ai souvent remarqué chez les sectaires, ennemis de tout ce qu'on appelle *plaisir*, un grand penchant à l'avarice.

Il y a bien d'autres inconvéniens à

éteindre la gaieté chez les hommes. Je connois en Suisse des contrées à mœurs rigides, précisément telles que les réformateurs les eussent approuvées, qui ont de temps en temps des accès de folie et pour ainsi dire, de démence religieuse.

Depuis Virgile jusqu'à Boileau, on a remarqué chez les dévots outrés de toutes les sectes, une malheureuse disposition aux passions haineuses. Ce qu'en Suisse vous donnerez en abstinence de plaisirs honnêtes, sera au profit des haines politiques et souvent de cette avarice innée à tous les peuples privés d'amusemens et de gaieté; et, si vous parvenez à les priver de toute récréation, vous verrez naître les folies d'un puritanisme absurde et dangereux. Que de fois n'ai-je pas entendu en Suisse recommander aux prières des fidèles les âmes en angoisse de leur salut (1)!

Il faut ne jamais oublier que chaque homme est doué d'une portion d'activité

---

(1) Schwermuthige.

inséparable de sa nature particulière; de manière que ce que vous retranchez d'un côté se reproduit de l'autre. Otez aux hommes les amusemens honnêtes, et ils s'en donneront de déshonnêtes; privez-les des plaisirs de l'imagination, et vous les livrez aux plaisirs grossiers des sens. Otez-leur tous les plaisirs, privez-les de toute récréation, et l'âme violemment comprimée, toute concentrée en elle-même, se livrera dans l'âge de l'activité à la soif de l'or, et dans l'âge de la décrépitude à la terreur de l'enfer et à toutes les visions, suites naturelles des ténèbres de l'esprit.

J'ai eu occasion d'observer que la croyance aux spectres était souvent le fruit de la vie austère et solitaire, et il n'y a pas très-long-temps que l'on a brûlé des sorciers en Suisse.

La jeunesse de Zurich aura de la peine à croire qu'il n'y a pas plus d'un demi siècle, qu'un des hommes les plus éclairés et les plus probes de ce canton, y a été exécuté pour avoir, dans un ouvrage purement scientifique, fait usage d'une charte du quinzième

siècle, copiée dans les archives. Ce malheur était le fruit d'une exaltation de principes politiques, qui, comme on peut le voir dans le procès de Waser, a aussi ses inconvéniens. D'après un fait pareil, on peut se faire une idée de ce qu'était la liberté de la presse en Suisse. C'est en signalant et non en cachant les écueils qu'on parvient à rendre plus sûre la marche des gouvernemens.

L'intolérance des opinions politiques est un grand mal; et une disposition au fanatisme soit politique, soit religieux, fait partie du caractère d'une nation. J'en donnerai quelques exemples.

La révolution, faite à Genève en 1794, a été une des plus atroces qu'on ait vue. Mais telle est la force des mœurs et des lumières dans cette ville, que lorsque le parti si cruellement opprimé en 1794 eut été installé dans la plénitude de la puissance, non-seulement il n'exerça aucune vengeance, mais pas un de ces hommes égarés, il y a vingt ans, n'a été froissé par le parti victorieux. Il en est arrivé que toutes les plaies

se sont fermées, et que toutes les haines se sont éteintes dans cette république. Il n'en a pas été de même des autres cantons, où la révolution a semé des haines d'homme à homme, et de canton à canton. La tolérance est un des plus beaux, mais un des derniers résultats de la civilisation.

On ne cesse de parler des maux causés par les révolutions, mais peu de personnes pensent à en écarter le plus funeste de tous, je veux dire, les haines politiques qui en résultent. L'histoire nous enseigne que les passions haineuses ont leurs inconvéniens tout aussi bien que les passions aimantes, et qu'il faut chercher les bonnes mœurs encore moins dans l'abstinence des plaisirs, que dans l'absence de la haine, du ressentiment, de l'intolérance et de toutes les passions insociables ; qui rendent l'homme ennemi de l'homme. Les nations civilisées devraient ne jamais perdre de vue qu'il y a des supplices à infliger à l'âme, aussi cruels que ceux dont on charge les bourreaux, et qu'il y a une justice dans la distribution des uns comme des autres.

Je ne citerai qu'un trait de fanatisme religieux, qui a failli coûter la vie à mon ami Jean de Muller et à moi.

Nous étions à Etiswyl, dans le canton de Lucerne, un jour de grande fête chez les Capucins du voisinage. Assis tous deux sous des arbres près de l'auberge, je lisais Tacite à haute voix à mon ami. Peu à peu nous voyons les paysans s'attrouper autour de nous au point qu'il y avait du monde jusques sur les toits. Bientôt j'entendis dans l'auberge des vociférations; l'on parlait de nous arrêter. J'entre dans la maison. Une jeune fille, à qui je demandai ce qui se passait, me dit qu'on allait nous mettre en prison. Elle n'osait parler librement. Enfin elle m'avoua que ces paysans avaient perdu la tête, qu'ils prétendaient que nous étions arrivés cinq, et que nous n'étions plus que quatre, que le cinquième était un homme blanc qui avait disparu.

Bientôt un homme, armé d'une vieille hallebarde, vint à nous pour nous arrêter. On voulut saisir mon domestique, jeune homme adroit et robuste. Il osa se défendre au milieu de la foule, et je le vis terrasser

trois ou quatre paysans. Mais, bientôt accablé par le nombre, je le vis étendu par terre, couvert de son sang et foulé aux pieds sur le gazon par les barbares paysans. Heureusement un Monsieur à cheval vint à passer près de là. Je courus à lui, je le suppliai de parler à ces fanatiques. Il demanda ce qu'on avait contre nous. Je ne compris pas la réponse des paysans. Mais j'entendis qu'il leur criait qu'ils étaient des fous, et qu'ils n'avaient qu'à nous laisser partir.

Sur cela la foule nous quitta, pour délibérer sur ce qu'il fallait faire. Mon domestique se releva à demi-couvert de sa longue chevelure pleine de sang; nous partîmes tous à pied.

Nous avions une demi-lieue à faire jusqu'à la résidence du Baillif. Comme nous étions à moitié chemin, nous vîmes la foule venir à nous. Nous doublâmes le pas. Près de la porte de Willisau, nous voyant sur le point d'être atteints par des hommes armés de massues, nous nous mîmes peu à peu à courir, et nous entrâmes en pleine

course, dans la ville poursuivis par une centaine de furieux tous armés. Arrivé au château, je me nommai au Baillif, qui demanda aux paysans ce qu'ils avaient contre nous. Leur réponse fut que nous étions des hommes *gelés* (*gfroren*). Je ne sais ce que ce mot veut dire en langage de sorcier. Plusieurs de ces fous furent mis en prison.

De tout cela il en résulta une procédure, dont le sénat de Lucerne prit connaissance. Il eut la bonté de m'envoyer à Berne les plus coupables de la troupe. Je les traitai de mon mieux, et les priai de me dire ce qu'ils avaient eu contre nous. Ils m'avouèrent que les Capucins avaient monté leur zèle religieux, et je compris qu'ils nous avaient cru un peu alliés du Diable. Sans doute qu'ils avaient pris la lecture de Tacite, faite à haute voix, pour des paroles magiques.

Quand le fanatisme se mêle à une certaine âpreté de caractère, les hommes solitaires et rêveurs sont les premiers à devenir méchans.

Pour faire voir qu'il ne suffit pas d'avoir

des mœurs austères, pour avoir de bonnes mœurs, je dirai quelques mots de ce que j'ai vu dans cette partie de la Suisse appelée les *Bailliages Italiens*, où j'ai siégé trois années consécutives comme syndicateur et membre de la Diète.

Le Syndicat était juge en seconde et presque toujours en dernière instance. On pouvait en appeler aux douze cantons; mais on conçoit qu'un appel à douze Souverains et à douze pays est à peu près illusoire.

Je me souviens qu'une des premières informations que j'eus chez moi comme juge, fut celle d'une dame accompagnée de ses deux filles.

A peine ces dames furent-elles entrées dans mon appartement, qu'elles se placèrent toutes trois à genoux devant moi. Elles allaient faire leur information dans cette attitude. Je les relevai bien vite et les tançai sur ce qu'elles venaient de faire. Quand elles furent parties, je me dis : qu'il fallait sans doute que de plaider sa cause à genoux fût un usage admis chez quelques députés, et je me rendis bientôt chez celui

où ces dames étaient entrées. Je les trouvai à genoux devant le député d'un canton démocratique, faisant paisiblement leur information à cet homme !

Chez la plupart des Baillifs et chez la majorité des juges de seconde instance, la justice était vénale. Quelques juges prenaient de l'argent de l'une et de l'autre partie, d'autres plus délicats vendaient de bonne foi.

Dans quelques cantons démocratiques, les places de Baillif étaient vendues (1) à un prix supérieur au revenu légal du baillif, et cependant le Baillif, dans le serment qu'il faisait à la diète, jurait de n'avoir rien donné.

On faisait durer les procès tant qu'on pouvait, c'est-à-dire, tant que les parties avaient de quoi payer. Le procès de la commune d'Onsernoné contre le curé Brogini, était dans son origine, l'écot d'un seul

---

(1) L'usage était de donner tant par homme dans la grande assemblée du peuple, où se faisaient les élections.

convive, et ne pouvait pas exéder le prix de cinq ou six francs. Ce procès n'était pas fini quand je quittai le syndicat, et de compte fait, ses frais dépassaient alors l'énorme somme de vingt-mille francs. Il en était résulté une petite guerre civile dans cette singulière vallée d'Onsernoné, où l'on n'allait plus qu'armé, et où de temps en temps on tirait les uns sur les autres.

Je ne parlerai pas de l'usage presque continuel de la torture devenu quelquefois un moyen de finance. Je ne citerai qu'un fait pour faire voir jusqu'où un peuple complètement ignorant peut tomber. Dans la vallée de Lavizzara le baillif ne pouvait juger au criminel qu'avec quatre assesseurs qui portaient le titre de *juges de sang*. Ces hommes se croyaient engagés par leur titre à une grande sévérité. Un homme ayant accusé son camarade de lui avoir volé un louis, ce camarade avoua le vol et restitua le louis. Mais les juges se dirent : ce voleur pouvait tout aussi bien avoir volé deux louis qu'un louis, et ils le mirent à la question pour savoir s'il n'avait pas volé

davantage que la somme dont il était accusé. Ce fait m'a été raconté par un baillif.

Quelques cantons, particulièrement ceux de Berne et de Zurich, se sont constamment distingués par leur probité et leurs vertus, soit comme baillifs, soit comme syndicateurs.

C'est avec regret que je révèle la partie honteuse d'une administration continuée telle pendant plus de deux siècles. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que les vices de cette administration soient restés ignorés dans le public des cantons souverains, où l'on prenait peu d'intérêt à un peuple dont la langue, les mœurs et le pays, étaient inconnus.

Il y a une foule de conséquences à tirer de ces faits. Un peuple mal gouverné devient tellement nul, qu'il n'a plus de voix pour se plaindre; la plus lourde tyrannie peut peser sur lui, sans que personne en soit instruit. Les hommes coupables savaient, dans leur canton, faire taire les plaintes du faible, et les cantons sans reproche, ne voulaient pas se faire des ennemis dans les cantons coupables, de manière qu'aucune injustice n'était plus réprimée.

Le peuple opprimé se faisait à ce régime comme on se fait à un mauvais climat ; les hommes un peu instruits prenaient le parti de se faire les complices des baillifs, et dans la seule ville de Locarno (de mille âmes), il y avait trente-trois avocats et procureurs.

On voit, par cet exemple, la prodigieuse importance de la liberté de la presse. Les hommes accoutumés à vivre dans une atmosphère lumineuse, ne peuvent concevoir que les injustices les plus énormes et les faits les plus atroces puissent se passer tout près d'eux et être répétés pendant deux siècles, sans que personne n'en soit instruit. Un seul moyen de se faire entendre reste à l'homme opprimé, celui de la presse. Violer la liberté de la presse, c'est faire taire les cris de la souffrance, c'est ôter au malheureux le premier de ses droits, celui de se plaindre et de crier au secours, lorsqu'on l'opprime (1).

---

(1) Si le meurtre de Calas n'eût été illustré par Voltaire, il eût été inconnu en France, ou du moins bientôt oublié.

L'impossibilité de révéler les fautes des gouvernemens suisses était cause que non-seulement on n'en parlait jamais, mais qu'il était de style de louer ces gouvernemens sur tout ce qu'ils faisaient. L'on est étonné de voir dans un ouvrage sur les bailliages italiens, écrit par un homme estimable de Zurich, l'administration de ces bailliages louée comme bienfaisante et juste.

Il est vrai qu'on n'y levait jamais d'impôt, et que les douze souverains n'y avaient d'autres revenus que des péages très-modérés; mais tel est l'effet d'une mauvaise administration, que le peuple de ces bailliages est le peuple le plus pauvre de la Suisse, et peut-être de l'Europe. Je me souviens qu'étant allé dîner dans une métairie de la vallée d'Onsernone, j'appris avec surprise du propriétaire, que le petit fond où nous étions, qui aurait pu rendre 40 à 50 louis de fermage dans le canton de Berne, ne rendait rien du tout. On conçoit aisément que dans un pays où la justice est vénale, toutes les propriétés sont en réalité entre les mains des juges.

Il faut avoir vécu dans un tel pays pour concevoir combien un souverain, sans activité pour le bien, fait réellement de mal. Il ne faut pas se tromper, toute administration, tout gouvernement est par sa nature même une force continuellement agissante, qui détruit réellement là même où nous la croyons en repos. Il n'y a pas plus de repos dans telle partie du corps social, qu'il n'y en a dans telle partie du corps humain, où le repos complet serait la mort. L'infinie variété de rapports entre les choses étant sans cesse en activité dans le corps social, tout se fait au hasard là où les lois se taisent. Il y a plus, le mal qui n'est jamais qu'un manque d'équilibre, s'exerce sans mesure, là où la loi n'a posé aucune barrière, aucun contrepoids. Un gouvernement paralitique agit donc sans cesse, soit en arrêtant l'activité des individus (qui sans lui se fût déployée pour le bien de tous), soit en laissant un libre essor au mal. On a prouvé en physique que l'inertie était une force réelle. Il en est de même d'un gouvernement inerte ; il agit sans cesse,

et comme tout ce qui a vie tend à la dissolution, la mort s'empare bientôt de tout ce qui est privé de mouvement.

Les bailliages Italiens bien administrés eussent pu rendre dix fois plus que les cantons n'en tiraient, et le peuple y eût été dix fois plus riche. On voit qu'une mauvaise administration est un mauvais calcul qui appauvrit à la fois le Souverain et le sujet.

Il y a des constitutions politiques tellement vicieuses de leur nature, qu'aucune bonne loi n'y peut prospérer. Telle était la constitution des pays sujets de plusieurs cantons. Dans de pareilles constitutions, la morale des hommes faibles se corrompt nécessairement, et les plus honnêtes gens se dépravent dans des circonstances où le mal est facile et lucratif, et le bien impossible et dangereux.

Un des premiers effets de la misère morale et matérielle d'un peuple opprimé, c'est l'esclavage des femmes. Un paysan de ces bailliages à qui je demandais pourquoi on ne tenait pas des ânes dans son pays,

pays, travaillait plus et beaucoup mieux qu'un âne. En effet dans la Suisse Italienne, les femmes ne sont que les bêtes de somme de leurs maris. Il y a plus : les hommes passent tous les étés, hors de leurs pays; de retour dans leur patrie, ils se trouvent comme étrangers dans leurs familles. J'ai connu des maisons où le mari ne mangeait point avec sa femme, mais s'en faisait servir à ses repas. Après quoi la mère de famille allait se nourrir, avec ses enfans, de ce que le père n'avait pas dévoré.

Comme les assassinats étaient fréquens dans les bailliages, j'allais proposer à la diète de statuer des peines plus sévères que celles qui étaient en usage. Mais quelques-uns de mes collègues me firent observer qu'il n'en résulterait autre chose, que de faire extorquer au coupable une plus forte somme par le Baillif.

Les assassins condamnés par les Baillifs, prenaient le parti de s'expatrier, puis venaient racheter leur pardon à la diète.

Les Baillifs terminaient presque tous les procès par des *ajustamenti*. Il était reçu

qu'il n'y avait point d'appel de l'ajustamento. Dans de pareils jugemens le Baillif n'était lié par aucune loi. On était appelé devant lui sans être prévenu si l'on était cité comme accusé, comme témoin ou comme partie.

Loin de craindre de blesser les cantons en relevant les abus dont j'ai été témoin, je me fais un devoir de les rendre publics. Les vrais amis de la justice et de la patrie m'en sauront gré. On voit par une suite presque continuelle de réglemens, que les cantons souverains ont constamment cherché à réprimer ces abus. Mais telle était la force d'une constitution vicieuse, que les belles lois qui passaient les Alpes, n'étaient jamais exécutées.

Pope et d'autres ont dit: qu'il importe peu quelle forme de Gouvernement on ait, pourvu que l'administration soit bonne. C'est comme si on disait: qu'il importe peu qu'on soit bon ou méchant, pourvu que l'on agisse toujours bien.

Quiconque s'est occupé d'administration, a senti que rien n'est plus impossible que

de faire le bien dans une constitution où la tendance de toutes les forces va au mal. Je certifie qu'avec les meilleures intentions je n'ai pu, pendant les trois années de ma charge, faire le bien de personne. J'ai vu cent occasions où j'aurais pu faire le mal à mon profit, et jamais celle où j'aurais pu venir à bout de faire quelque bien.

Voyant que je ne pouvais soulager les maux des hommes, j'entrepris d'adoucir les souffrances des animaux en abolissant dans les boucheries un usage barbare. Un mets favori dans la Suisse italienne c'est du sang accommodé au lait. A Lugano les bouchers vendent le sang par tasses, et pour en avoir toujours, ils ne font aux bêtes destinées à la mort que la plus petite blessure possible, de manière que ces pauvres victimes faisaient entendre nuit et jour les cris de l'agonie. Je ne doute pas que cet usage n'existe encore à Lugano.

On peut aisément concevoir quelle influence funeste de telles constitutions ont sur les mœurs et sur le caractère des maîtres et des sujets. Mais revenons au sujet de ce chapitre.

C'est aux beaux-arts à détacher l'homme des plaisirs sensuels pour l'élever aux régions du sentiment et de la pensée. C'est encore aux beaux-arts à adoucir l'âpreté de caractère qui se rencontre quelquefois avec l'austérité des mœurs.

En Bohême, presque tous les habitans sont musiciens, et la musique est enseignée dans les écoles. Il en résulte des mœurs douces, et une disposition aux affections sociales, qu'on devrait encourager particulièrement dans les pays où la révolution a fait germer des semences de haine.

On est profondément affligé de voir l'éducation du peuple tellement négligée en France, que la grande masse de cette nation aimable se trouve placée au-dessous de tous les peuples qui ont fait quelques efforts pour s'élever dans l'échelle de la civilisation. Cette nation, avec ses hommes de lettres distingués, la magnificence de sa capitale, l'élégance de ses mœurs et la misère spirituelle et morale de son peuple, me rappelle ce roi d'Afrique, couvert sur sa peau noire d'un habit à larges galons,

coiffé d'un vaste parasol, et d'ailleurs parfaitement nu. Telle est l'image d'une nation qui n'a jamais cherché à se parer que dans sa capitale. Il semble que le laboureur français mériterait bien d'avoir l'éducation d'un paysan danois ou bohémien.

Les besoins moraux ne parlant jamais chez le peuple comme les besoins physiques, ils sont toujours méconnus. Dans une grande nation, le malheur muet demeure oublié. C'est là le cas d'un peuple ignorant, qui, loin de se plaindre de son ignorance, la chérit au contraire: il résiste à qui veut l'instruire, et ce n'est que par l'éducation même, qu'on peut lui faire sentir le besoin de l'éducation.

L'instruction du peuple n'est plus un mystère aujourd'hui. Si jamais les Français pouvaient sortir du dédain chinois qu'ils professent pour toutes les idées qui ne sont pas les leurs, ils n'auraient qu'à copier les bonnes écoles établies dans le nord et dans quelques contrées de l'Allemagne; ou, si l'on veut la perfection dans ce genre, on n'a qu'à étudier en Suisse l'école des pau-

vres de Hofwil, et chercher, si l'on peut, à l'imiter en France.

On parle sans cesse des moyens d'enrichir une nation. Je crois que le moyen le plus sûr et le moins tenté, serait une éducation appropriée à chaque condition. Une bonne éducation donnerait, non-seulement la richesse que l'on cherche, mais encore le bonheur de la classe nombreuse du peuple dont on s'occupe trop peu.

Il faut bien se dire que ce qu'on appelle *lumières* chez une nation, ne peut jamais partir d'une seule classe. Il y a un reflet de couleurs sur le fond du tableau, qui, comme dans un appartement éclairé, absorbe le jour, ou le fait sortir. Chez un peuple ignorant, les meilleures idées sont perdues, parce que tous les moyens de les réaliser manquent à la fois. Que ne ferait-on pas avec la nation française, vivifiée d'un côté par une constitution digne d'une nation spirituelle, et de l'autre par un peuple préparé au bien par une éducation appropriée à l'abondance de ses moyens.

J'ai, dans un ouvrage écrit en allemand (1), ébauché une théorie des moyens propres à donner à une nation tout le développement dont elle est susceptible.

Frappé de voir les lumières d'un côté et le travail de l'autre, sans aucune communication régulière de ces deux élémens de félicité publique, j'ai cherché à établir des conducteurs de lumières, non pour donner au peuple des idées étrangères à son état, mais des idées appropriées à son état.

J'ai fait voir que chaque partie industrielle d'une nation est, pour ainsi dire, sur le terrain de quelque science, et que tous les arts et métiers ont des lumières à en attendre. Il faut donc mettre le travail en contact avec les principes, et, par conséquent, avec les hommes faits pour les répandre.

Il y avait jadis des corporations de métier qui n'avaient que le monopole pour but. Je voudrais établir des réunions de métiers

(1) Uber national bildung.

qui auraient pour but d'acquérir des lumières. Ces corps de métiers seraient en correspondance avec des hommes de lettres, qui leur feraient connaître les bons livres et les découvertes dans les arts. C'est par de pareils moyens que les idées nouvelles seraient répandues, épurées ou rejetées par l'expérience, et leur résultat assuré.

Ces rassemblemens seraient aussi des fêtes de familles ; je voudrais, à quelque instruction appropriée à la condition de chacun, y réunir les beaux-arts. C'est par de pareilles fêtes qu'on parviendrait à bannir de la société le goût des plaisirs corrupteurs, qui ne sont presque jamais que le fruit de l'ignorance et du vide de l'âme, produit immanquable d'une éducation imparfaite.

Je l'ai dit : le besoin de s'amuser si naturel à l'homme, peut le conduire au bien comme au mal ; mais il est dangereux de l'abandonner au hasard. Ce serait en plaçant à côté de quelques lumières des plaisirs vrais et honnêtes, qu'on parviendrait à bannir chez le peuple les plaisirs

corrupteurs, souvent illusoires, tôt ou tard empoisonnés par les regrets et quelquefois par les remords. Le besoin de plaisir est une surabondance d'activité qu'il faut employer au bien et à la vertu, si l'on ne veut livrer l'homme au vice, et la société à une désorganisation funeste à tout le corps social.

Il y a un principe d'ambition dans toutes les classes et chez tous les hommes. Voilà pourquoi je voudrais élever un théâtre à l'ambition de chacun. C'est dans des rassemblemens tels que je les conçois que le jeune artisan se ferait connaître par des talens appropriés à son état. L'homme de lettres, fait pour guider ces corporations, animerait leurs assemblées par des questions sur leur art, propres à alimenter l'ambition et les talens des plus habiles. Là, le jeune artisan en voyant l'importance qu'on attache à sa profession, apprendrait à l'aimer et à chercher sa gloire non hors de son état, mais dans son état. L'ambition aussi est une activité surabondante, qu'il faut employer au bien, pour empêcher

qu'elle ne s'emploie au mal et au désordre.

C'est par de semblables associations, dirigées par des hommes supérieurs, que le gouvernement parviendrait à encourager telles ou telles recherches, telle ou telle connaissance préférablement à toute autre, et ferait marcher de concert toutes les connaissances nationales, sans jamais nuire à la *liberté de penser*, cette première condition de toute liberté.

Ce ne sera que lorsque l'activité entière de l'homme se trouvera absorbée par le bien, que l'amour du plaisir, ce principe souvent corrupteur de l'âme, pourra faire sa paix avec la morale et la raison.

Jusqu'ici l'on n'a fait servir les beaux-arts que comme moyens de gloire et quelquefois de vanité nationale. Je voudrais en faire un moyen de bonheur pour tous. L'art du dessin, par exemple, est utile à tous les métiers, et plusieurs nations ont fait voir que la musique peut faire partie de l'éducation du peuple, sans nuire à aucune de ses connaissances nécessaires ni à aucun de ses devoirs.

Il y a des plantes qu'il faut de temps en temps renouveler de graine. Il en est de même des beaux-arts. Rendez-les, autant que possible, le patrimoine de tous les hommes, et vous verrez naître quelquefois chez le peuple des idées neuves, que le développement d'un fond d'idées toujours le même, ne produit plus chez les artistes. Par exemple, le développement de quelque partie de l'art du dessin a produit les *écoles*, mais ces écoles font enfin naître *le maniéré*, et si vous ne retournez pas à de premières inventions (à la graine) les beaux-arts dépérissent. A force de ne s'occuper que de l'exécution et de la critique qu'en font des hommes médiocres, on perd la nature de vue; l'on ne hasarde plus rien et le vieux tronc, toujours le même, s'épaise enfin. Ce que j'ai dit de la peinture s'applique à tous les arts.

Mais le véritable prix des beaux-arts est encore moins dans ce qu'ils produisent, que dans le sentiment du beau que l'âme éprouve en les produisant. Ce sentiment, universellement répandu chez les hommes,

serait un des premiers moyens de civilisation et de bonheur national.

L'homme isolé dans ses moyens est toujours brut et sauvage. Ce fut par l'association de toutes les forces individuelles, qu'il s'éleva de l'état de sauvage à l'état social. Mais cette association première n'a d'abord eu pour but que la vie animale, puis elle s'est peu à peu élevée à la richesse nationale, qui n'est encore que la vie animale accumulée, et, pour ainsi dire, emmagasinée.

Dans une seconde époque de la vie sociale, il faut que l'homme *isolé dans ses moyens moraux*, s'associe une seconde fois, non pour s'élever dans l'échelle matérielle, mais dans l'échelle morale des êtres. Dans l'état actuel de la société, ses nombreux moyens moraux sont encore presque épars et nuls, comme l'étaient ses moyens physiques avant la première naissance des sociétés. Ce ne sera que par une organisation morale, encore à trouver, à élever les nations mêmes, à toute la dignité d'être pensant et d'homme.

C'est à chercher cette organisation que je me suis appliqué dans mon ouvrage allemand sur le développement national, et c'est dans la partie disponible de l'activité humaine, aujourd'hui dépensée par ce qu'on appelle amusement et plaisir, que j'ai cru en trouver quelques moyens.

FIN.

ERRATA.

P. 389. *Au lieu de* J'ai dit que dans une éducation bien combinée il fallait apprendre à faire bien ou mal *lisez* J'ai dit que dans une éducation bien combinée il fallait apprendre à faire bien ce qu'il faudra faire nécessairement.

P. 241. *Au lieu de* Pays travaillait plus et beaucoup mieux *lisez* Pays, me prouva sérieusement qu'une femme

DU PACTE FÉDÉRAL

ET

DE LA NEUTRALITÉ

DE LA SUISSE.

PAR CHARLES-VICTOR DE BONSTETTEN,
ancien Baillif de Nion.

A PARIS,

Chez J. J. PASCHOUD, libraire, rue Mazarine, n° 22,

ET A GENÈVE,

CHEZ LE MÊME, Imprimeur-Libraire.

1815.

Monsieur,

Je vous livre ce que vous me demandez sur la Suisse, puisque vous croyez que ce morceau, détaché de mon ouvrage pourroit, tel qu'il est, être utile à notre patrie commune.

Je ne partage point vos alarmes sur la neutralité de la Suisse. Comment les Alliés qui viennent de la donner voudroient-ils la lui ravir à la première occasion? Comment supposer que les Députés à la Diète ne sentent pas la responsabilité qui pèse sur eux, et qu'ils ne se disent pas cent fois le jour : « Si j'étois cause » de la neutralité rompue, le sang de mes con- » citoyens et les horreurs de la guerre pèseroient » à jamais sur moi? J'aurois à rendre compte, » non-seulement de mes principes, mais encore » de mes terreurs et de mes préjugés; et l'habitant » des campagnes, qui connoît peu la diplomatie, » se diroit en me voyant : Voilà l'homme qui a » perdu la patrie ! »

Quoiqu'il en soit de la neutralité, il est bon que la nation elle-même soit éveillée sur ses intérêts, et cherche à voir elle-même ce qu'on veut d'elle.

Je suis, etc.

DU PACTE FÉDÉRAL

ET DE LA NEUTRALITÉ DE LA SUISSE.

J'AI vu des impies toucher aux fondemens de l'existence nationale de la Suisse ; j'ai vu par des actions ou des doutes, attenter à cette neutralité par laquelle nous sommes encore Suisses. J'ai vu insulter aux grands principes de l'union fédérale des Cantons, comme si de petites peuplades pouvoient exister isolées; comme si l'union, même la plus forte et la plus intime, n'étoit pas à peine, suffisante au maintien de l'indépendance et de la liberté de l'Helvétie ! Ne semble-t-il pas que l'égoïsme, qui nous fait voir les petites choses comme grandes, nous condamne en même temps à ne pas voir ce qui est véritablement grand, je veux dire les principes?

La neutralité violée deux fois le seroit à jamais, et la Suisse, sortie de cet abri qui durant tant de siècles a fait sa sûreté, se verroit entraînée dans toutes les guerres. Sa position intermédiaire entre la France, l'Autriche, l'Italie et l'Allemagne, la rendroit le théâtre des luttes, toujours terribles entre de grandes nations, qui, n'ayant plus de barrières entr'elles, viendroient, pour ainsi dire, se prendre corps-à-corps sur le territoire sacré de la paix et du bonheur. L'existence honorable et paisible, acquise par la sagesse et la valeur de nos ancêtres, une fois perdue, la Suisse ne seroit plus qu'une victime dévouée aux remords et à toutes les humiliations qui pèsent si lourdement sur les fautes des petits.

Ce qui perd les esprits médiocres, c'est que toutes les nuances leur échappent. Ont-ils peur, ils ne voient de ressource que dans des partis désespérés. Sont-ils tranquilles, ils ne savent prendre aucune précaution pour l'avenir. S'ils croient la neutralité entamée, ils se précipitent dans la guerre. La croient-ils respectée, ils ne savent point se mettre en garde contre les piéges de l'ambition ou de la perfidie.

Voici d'autres écueils à éviter.

Dans une république fédérative, un système qui permettroit à un Etat de conquérir son allié, seroit un système de destruction pour tous.

Les Etats conquérans ont des armées pour garder leur proie; mais des Etats sans armées et sans finances, qui ne sont rien sans la confiance de tous leurs sujets, comment se maintiendroient-ils contre leurs sujets mêmes?

Les Cantons de Vaud et d'Argovie ont vécu heureux sous l'ancien gouvernement de Berne. Mais que de changemens survenus dans les rapports entre ces Etats depuis leur séparation!

L'ancien gouvernement de Berne donnoit chaque année à la totalité de ses sujets plus qu'il n'en retiroit *. Aujourd'hui, au lieu de donner à ses sujets, il se verroit forcé d'en exiger des impôts. Ce grand rapport entre l'homme qui donne et qui peut donner beaucoup, et l'homme

---

* Le produit de ses anciennes épargnes combloit, et au-delà, le déficit de ses revenus.

qui reçoit, seroit donc renversé, et les finances qui faisoient la force de l'ancienne république, feroient la perte de la république conquérante.

On a parlé de réunir ces Etats en un seul gouvernement par une représentation nationale. Mais, si une telle réunion entre tant d'élémens hétérogènes avoit été possible, il eût fallu que tout le système fédéral fût changé. Comme l'égalité entre les Etats Confédérés est la première loi de la Fédération, il auroit fallu faire de grands Cantons; mais un tel système, bon en lui-même, n'eût jamais été adopté.

Sous le système du Patriciat, l'étendue de l'Etat pouvoit flatter l'amour-propre des grandes familles. Mais aujourd'hui que tout est changé, une nouvelle proie ne seroit plus qu'un signal de discorde entre les gouvernans.

Sous l'ancien gouvernement de Berne, l'opinion étoit la force de l'Etat. Jamais gouvernement n'a été plus juste, plus intègre, que le fut le gouvernement de Berne. Aussi fut-il aimé autant que respecté, même dans le temps des clameurs révolutionnaires, commandées par la force bien plus que par la haine. Mais cet amour des deux Cantons pour la Métropole, loin d'avoir été cultivé par elle durant leur séparation, en a été peu soigné.

Rien n'est plus malheureux que d'avoir une fois agi par force, quand il falloit agir par conviction ou par amour. Un coup d'autorité manqué, en dévoilant à la fois l'intention hostile et la foiblesse réelle, produit le plus funeste résultat.

On ne conçoit pas quel motif pourroit engager les Cantons de Vaud et d'Argovie à se réunir avec celui de Berne. Si cette réunion se faisoit d'égal à égal, on n'imagine pas ce qui pourroit flatter l'ambition des Bernois ; on conçoit encore moins comment les autres Cantons souffriroient l'agrandissement d'un seul.

Si la réunion se faisoit sous le rapport de Souverain à Sujet, on ne comprend pas ce qui pourroit engager deux égaux à se mettre sous la dépendance de leur pair.

Il y a entre les Cantons de Vaud et de Berne une telle différence de caractère, d'éducation, de manières; il y a eu depuis un an tant de procédés hostiles entr'eux, que rien n'est aujourd'hui plus difficile à concevoir que l'assujétissement volontaire de Vaud à Berne.

L'Argovie a sans doute plus de rapports avec Berne que Vaud, mais dans quelque querelle que ce soit, on ne se hait que mieux quand on est plus rapproché.

Le plus grand malheur qui pourroit arriver à la Suisse, seroit qu'une force étrangère fût appelée pour faire la conquête d'un Canton au profit d'un autre. Ce seroit établir des haines éternelles, ce seroit ruiner l'état conquérant, tout en désolant le pays conquis. Un tel état de choses, en établissant une guerre sourde entre les anciens et les nouveaux sujets, forceroit le Souverain à agir par des voies tyranniques. Mais comment supposer que les anciens sujets de Berne voulussent soutenir un

système de tyrannie dont eux-mêmes seroient tôt ou tard les victimes?

Dans les pays où la liberté de la presse n'existe pas, il se loge quelquefois chez les esprits bornés des opinions ténébreuses qui ne soutiennent pas le grand jour. Telle seroit l'idée de la résurrection de l'ancien Canton de Berne. J'ai cru de mon devoir d'aborder ces fausses espérances, qui, logées dans des recoins obscurs pourroient, tôt ou tard faire le malheur de la Suisse.

On parle de droits imprescriptibles de souveraineté ; mais avant d'aborder cette question, il est bon de savoir si un tel droit, donné au Canton de Berne, seroit autre chose que le droit de se nuire à lui-même.

Si l'éternité des droits de souveraineté étoit admise, tous les gouvernemens modernes seroient illégitimes, puisque tous les pays ont changé de maîtres.

Mais je ne discuterai point ici ces questions abstruses. Il me suffit de détruire l'idée d'une réunion forcée des deux Cantons de Vaud et et d'Argovie avec Berne.

Cette réunion, mais volontaire, mais légitime et bienfaisante à la fois aux trois Cantons, existe *dans le pacte fédéral*, qui seul désormais peut faire la force et le bonheur de la Suisse.

Ce que chaque Canton individuellement perd en pouvoir, il le retrouve dans la grande fédération dont il fait partie ; et les Cantons, que la ville de Berne eût dominés, pour le malheur de tous,

elle les retrouve dans le corps central pour la force et le bonheur de tous. Son autorité n'est que changée, et ce qu'elle en perd est précisément la portion qui auroit fait sa ruine.

L'historien de la Suisse m'écrivoit en 1803, ces paroles mémorables : « Quant à moi, dit-il, je « suis bien convaincu que ce vase, ce tissu singulier « de filigrane, appelé *Corps helvétique*, une fois « détruit, ne peut plus être reconstruit. »

Ce tissu singulier avoit un monstrueux alliage de pays sujets à plusieurs Cantons. J'eusse craint de parler de cette administration malfaisante, si je n'avois vu des Suisses regretter un état de choses avilissant à la fois pour les Souverains comme pour les sujets.

Les anciennes diètes n'étoient que des conférences, où avant toute chose on s'occupait des pays administrés en commun. Durant près de trois siècles d'existence, ces diètes n'ont pas produit une loi ni une seule œuvre de bien public. Le seul ouvrage national qui s'est fait en Suisse (celui de la Linth) n'est pas leur ouvrage. Ces diètes ne faisoient autre chose que poser chaque année les limites des prétentions réciproques des Cantons ; le bien de la grande patrie leur étoit à jamais étranger. L'union même entre les Cantons, appelés *Confédérés*, étoit tellement incomplète, qu'il n'a jamais existé de Confédération une et générale de tous les Cantons pour la défense commune de tous.

La vieille Confédération pourroit, dit-on,

acquérir une force centrale, si on y plaçoit un Canton tellement prédominant qu'il fût le centre de tout. Il est bon de faire sortir cette idée de son nuage, pour en faire sentir l'absurdité. Quel seroit ce Canton dominateur? Qui lui obéiroit? Sa domination seroit-elle légale ou usurpée? Comment supposer que tous les Cantons se missent sous la dépendance volontaire d'un seul? Si cet empire étoit usurpé, comment se soutiendroit-il parmi tant de jalousies? Le Canton usurpateur ne seroit-il pas dans la tentation perpétuelle de sacrifier la liberté, et peut-être l'existence de tous, pour quelque espoir ambitieux, ou quelque appas d'amour-propre?

La nullité de l'ancienne union fédérale avoit tellement influé sur les hommes, que les habitans des différens Cantons n'avoient aucune liaison entre eux. Avant l'établissement de la Société appelée *helvétique*, les habitans des Cantons étoient plus étrangers l'un à l'autre, que ne le sont entre eux les habitans des grands empires.

Les Suisses, aujourd'hui liés par le *Pacte fédéral* et par des lois chères à tous, se rapprocheront davantage, et gagneront à se connoître mieux. On a dit qu'une des raisons de la grande supériorité des Grecs sur les autres nations, étoit le rapprochement de leurs nombreuses peuplades. C'est au pacte fédéral à produire ce rapprochement parmi les Cantons.

Le langage de la Suisse allemande prouve combien ses lumières sont en arrière de cette

Allemagne si digne de servir en tant de choses de modèle aux nations. L'amour des lettres et la liberté de la presse manquent à beaucoup de Cantons; il en est arrivé que le cercle des idées est resté circonscrit dans l'étroite limite de chaque territoire. Aujourd'hui l'union de tous les Cantons fera tomber ces barrières, et le génie de la Suisse, enchaîné jusqu'ici par ses gouvernemens particuliers, prendra un essor capable de placer ce peuple estimable à côté des nations les plus cultivées de l'Europe.

Dans l'ancien ordre de choses, chaque gouvernement Suisse étoit concentré en lui-même, sans aucun intérêt réel pour l'ensemble. Cet ordre de choses pouvoit suffire au temps où l'on faisoit la guerre sur un petit terrain avec de petites armées. Mais aujourd'hui, que les grandes puissances ont développé des forces gigantesques, les petites Républiques de la Suisse sentent le néant de leur existence individuelle; elles comprenent qu'il ne leur reste que l'alternative de s'unir forement entr'elles, ou de périr d'une mort pleine de honte et de douleur.

Le Pacte fédéral, qui assure l'existence de la Suisse, aura une heureuse influence sur l'administration particulière de chaque Canton.

La plupart des Cantons forment de si petits Etats, que leur administration ressemble au ménage d'une grande famille. Il semble au premier coup-d'œil que tout n'en devrait aller que mieux; mais ces grandes familles isolées contractent les habitudes des hommes solitaires, qui, au lieu

d'étendre leurs idées, les resserrent de plus en plus dans le cercle étroit de leurs habitudes, où aucune lumière ne peut pénétrer.

L'administration intérieure de ces Cantons maintient le monopole le plus étroit. Dans plusieurs Cantons les étrangers sont à peine tolérés, et jamais famille foraine n'a pensé à s'y établir. L'idée de tolérance est une hérésie dans toutes les démocraties catholiques, et cette intolérance s'étend sur toutes les opinions quelconques, soit religieuses, soit politiques, et même historiques. Il est vrai que de ces défauts résulte un grand ensemble de caractère, et une originalité qui frappe les étrangers. Mais ces mêmes étrangers, qui comme artistes admirent ces hommes fortement dessinés, ne pourroient vivre avec eux. Qu'est-ce qu'un Etat de liberté où la pensée même est enchaînée, où toutes les actions le sont, où toutes les lumières sont perdues, et où tout ce qui dépasse la mesure du pays n'est que douleur et souffrance?

On conçoit que dans ces petits pays solitaires, l'administration des affaires étrangères prend quelquefois un singulier caractère. Pour s'en faire une idée, il suffit de dire que, il y a environ cinquante ans, le Canton de Schwiz déclara sérieusement la guerre à la France, qui peut-être n'en a jamais rien su.

Il semble que chez les grands Cantons les vues de l'administration s'étendoient en raison de leur territoire. Dans les grands Etats, la grandeur et la multiplicité des affaires obligent les magistrats à généraliser leurs idées. Il en arrive que leurs con-

noissances se rapprochent des lumières du siècle, et se développent avec les grandes idées d'administration qu'on voit naître chez les grandes nations.

Avant l'époque de la révolution qui bouleversa la Suisse, je voyois le gouvernement de Berne se familiariser peu-à-peu avec les bons principes. On étoit disposé à perfectionner l'éducation du peuple, on se faisoit à la liberté de la presse; on alloit de plus en plus mitiger l'aristocratie, et corriger ce que cette forme de gouvernement avoit d'exclusif, quand la révolution de 1798 vint mettre fin à toutes les idées libérales.

Je sais qu'on ne peut pas raisonner avec les idées passionnées. Cependant les hommes impartiaux conviennent que la Suisse, dégradée par la révolution, avoit fait quelques progrès sous les lois de la médiation : tant la centralité, quelque foible qu'elle soit, et la représentation nationale sont bienfaisantes.

Aujourd'hui, la plupart des Cantons ont une représentation nationale. Mais pour rendre une représentation vraiment bienfaisante il faut l'associer aux lumières. Il faudroit donc établir en Suisse une Université nationale, et ne donner les grandes places qu'aux hommes qui auroient dans leur jeunesse subi des examens, comme cela se pratiquoit jadis à Genève. Une telle condition, qui exclurroit les hommes nuls ou ignorans, préviendroit les intrigues, qui ne sont jamais plus actives que chez les hommes privés de qualités personnelles.

Le pacte fédéral est le plus beau présent que

jamais des Souverains aient fait à une nation étrangère. Qu'y a-t-il de plus beau qu'une Constitution fédérative où le pouvoir central embrasse tous les rapports d'Etat à Etat, tandis que chaque Canton particulier conserve sa liberté individuelle? Une telle Constitution une fois établie, on verroit naître dans le gouvernement central, des lumières qui se répandroient peu-à-peu sur tous les Etats fédérés.

Le pacte fédéral est un garant de la loyauté des Souverains qui l'ont donné, et une preuve qu'ils ont senti la convenance que la Suisse demeurât à jamais neutre et indépendante. La France, en respectant elle-même l'acte de médiation, a prouvé que le même système de neutralité convenoit à ses intérêts.

Cette Suisse si belle, si digne d'être heureuse, seroit donc destinée à être à jamais l'asile de la paix et du bonheur! Quelle belle destinée, si la nation venoit enfin à la sentir dans toute son étendue, et à abjurer un égoïsme plus funeste au gouvernement fédératif qu'à toute autre constitution!

La position géographique de la Suisse est tellement heureuse qu'elle a été trois cents ans sans guerre étrangère. Mais de cette longue paix étoit résulté que tous les moyens de défense, adaptés à des siècles antérieurs, étoient devenus nuls pour le siècle où nous vivons.

Aujourd'hui, que tout est changé autour de nous, la Suisse ne peut plus se maintenir sans un